

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA
PROTECTION DES SALAIRES
DANS LES
MARCHÉS DE FOURNITURES
ET
DE TRAVAUX PUBLICS

PAR

Maurice LOUVARD

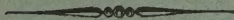
RÉDACTEUR A LA PRÉFECTURE DE LA SEINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 20 Juin 1901, à 10 heures du matin

Président : M. JAY, professeur.

Suffragants { MM. CAUWÈS } *professeurs.*
 { GIDE }



PARIS

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT, 16

1901

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

UNIVERSITE DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA
PROTECTION DES SALAIRES
DANS LES
MARCHÉS DE FOURNITURES
ET
DE TRAVAUX PUBLICS

PAR

Maurice LOUVARD

RÉDACTEUR A LA PRÉFECTURE DE LA SEINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 20 Juin 1901, à 10 heures du matin

Président : M. JAY, professeur.

Suffragants { MM. CAUWÈS }
 { GIDE } *professeurs.*



PARIS

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT, 16

—
1901

LA PROTECTION DES SALAIRES
DANS LES
MARCHÉS DE FOURNITURES
ET
DE TRAVAUX PUBLICS

INTRODUCTION

DE L'INTERVENTION DE L'ÉTAT DANS LES QUESTIONS
DE SALAIRES

Parmi toutes les questions que soulève l'économie sociale, l'une des plus graves, autour de laquelle on peut dire gravitent et évoluent toutes les autres, est celle du salaire. Sous l'influence toujours plus active des causes nombreuses qui développent le salariat industriel : concurrence, augmentation des débouchés, accroissement du capital, liberté du travail, surproduction, machinisme, centralisation etc., son importance s'accroît chaque jour et les irritants et douloureux problèmes qui se posent ne font que tendre davantage les rapports entre le travail et le capital.

Aujourd'hui, plus que jamais, personne n'est con-

tent de son sort. Certes, cette situation ne date pas d'hier ; le niveau des besoins s'élèvera toujours plus vite que les moyens de les satisfaire ; et, suivant l'expression de M. Cheysson, on entend, à travers les siècles, comme un sourd et long gémissement de l'humanité. Il faut cependant bien reconnaître que dans la dernière moitié du xix^e siècle, sous l'influence du développement intellectuel, le travailleur moderne réfléchit et compare plus qu'autrefois. Il ne se résigne plus à la misère de sa condition qu'il apprend à mieux connaître, aussi en résulte-t-il souffrance physique et morale à un état d'acuité que nos pères n'ont pas connu.

N'était-il pas naturel qu'en face de la crise sociale on fit de plus en plus appel à l'intervention d'une puissance supérieure, de l'Etat, pour éviter les conflits ? L'école nouvelle juge qu'il est logique que le rôle de l'Etat aille sans cesse grandissant ; elle emploie la méthode historique ; elle estime qu'il y a quelque chose à faire et que ce quelque chose à faire concerne parfaitement la science. Aussi depuis quelques années notre législation est-elle résolument entrée dans cette voie à la suite d'ailleurs de la plupart des pays étrangers.

Qu'il nous suffise de rappeler seulement ici la loi du 2 novembre 1892 réglementant le travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels et celle du 9 avril 1898 sur les accidents du

travail donnant une consécration légale au risque professionnel. Les excès qui ont amené l'adoption de ces mesures ne sont-ils pas la preuve de la nécessité de l'intervention du pouvoir supérieur?

Le rôle et le devoir social de l'Etat n'est-il pas d'empêcher les abus, les injustices, de protéger le faible et l'opprimé? N'est-ce pas là sa mission la plus haute et la plus noble? Bastiat lui-même n'a-t-il pas dit : « Le but de la loi est d'empêcher l'injustice de régner (1). »

A un autre point de vue, l'Etat a la charge de la conservation et de la défense du corps social. Ne doit-il donc pas, dans ce but, imposer certains devoirs à l'individu dans l'intérêt de la race et le protéger contre les abus venant de sa part ou de celle de ses semblables. Enfin le devoir de l'Etat n'est-il pas non seulement de maintenir l'existence de la société, mais aussi de veiller à son amélioration et de contribuer le plus possible à son perfectionnement.

Dans cet dernier ordre d'idées, on a demandé une intervention indirecte de l'Etat qui, par l'éducation, l'exemple, devrait tendre à relever la condition de certaines classes de la société. « Il serait insensé, a dit M. Saint-Marc, de s'opposer aux transformations inévitables ; il faut seconder les mouvements nécessaires. Ce n'est pas avec des lois de tutelle qu'on

(1) Bastiat, *Harmonies économiques, la Loi*, p. 360.

apaisera ceux qui veulent être maîtres, ni avec des mesures d'Etat qu'on détournera le quatrième Etat (1). »

Les mesures qui tendent au relèvement des salaires doivent-elles être dans ce but favorisées par les pouvoirs publics ? telle est la question préjudicielle qui se pose au début de cette étude. L'augmentation du taux des salaires constitue-t-elle un perfectionnement social et à ce titre l'Etat doit-il intervenir dans cet ordre d'idées ?

Beaucoup jusqu'ici ont répondu par la négative.

D'abord, disent-ils, les salaires actuels sont en général suffisants, et, par conséquent, leur relèvement serait inutile, bien plus, il serait nuisible aux intéressés eux-mêmes, car accorder une augmentation c'est presque toujours donner une prime à l'alcoolisme. Etant donné, dans bien des milieux, le manque d'habitudes de tempérance, et d'autre part l'absence d'idées d'ordre, d'épargne, d'attachement au foyer familial, le cabaret absorbera la majeure partie du gain, comme malheureusement aujourd'hui, et l'intéressé en fin de compte se retrouvera aussi pauvre qu'avant, sinon tombé à un degré plus bas dans la misère et l'alcoolisme.

Il ne rentre pas dans le cadre de cette étude de dis-

(1) Saint-Marc, *Etude sur l'Enseignement de l'Economie Politique dans les Universités d'Allemagne et d'Autriche*.

cuter la question complexe de l'insuffisance des salaires en général et la proportion si difficile à établir entre la hausse du salaire et celle du prix de la vie. Qu'il nous suffise de citer ces paroles de l'Encyclique *Rerum novarum* : « Les hommes des classes inférieures sont pour la plupart dans une situation d'infortune et de misère imméritée » pour rappeler que nombre de bons esprits estiment qu'il y aurait là beaucoup à faire. Nous croyons que si, d'une façon générale, les salaires sont suffisants pour faire vivre un célibataire et même le plus souvent une famille peu nombreuse et en outre économe et laborieuse, dès que le chômage ou la maladie ou la vieillesse arrivent, les privations commencent puis la gêne, et si cette situation se prolonge, c'est à l'Assistance publique qu'il faut s'adresser (1).

Quant à l'objection que l'augmentation du salaire ne peut que nuire à ceux qui la demandent parce qu'elle passera tout entière au cabaret, nous croyons qu'elle est tout à fait inexacte, au moins dans ses conséquences médiate. D'abord, c'est admettre *a priori* que la condition morale et par suite la condition sociale des salariés ne peut se modifier. Il y aurait là

(1) Voir sur cette question les enquêtes et monographies ouvrières modernes, en particulier : Du Maroussem, *Les Ebénistes du Faubourg Saint-Antoine*.

Voir également : Rapport sur la situation des classes ouvrières. *Journal officiel*, 14 août 1873.

une véritable loi d'airain, au point de vue social, analogue à la fameuse loi d'airain des salaires et produisant les mêmes effets.

Ensuite il suffit pour y répondre d'étudier la façon dont s'établit la dépense des salaires et les lois qui président à leur répartition.

En combinant les différentes méthodes d'investigation de la science sociale, budgets de famille, enquêtes internationales, grandes évaluations de la consommation publique et en utilisant leurs éléments statistiques, on vérifie très sensiblement l'exactitude des lois suivantes connues sous le nom de constatations d'Engel du nom de l'économiste allemand qui les a formulées :

I. — La proportion des dépenses pour la nourriture est d'autant plus faible que le revenu est plus élevé.

II. — La proportion des dépenses diverses est d'autant plus élevée que le revenu est plus élevé.

III. — La proportion de la dépense pour le vêtement est sensiblement constante.

IV. — La proportion de la dépense pour le loyer, chauffage, éclairage est encore plus constante.

Il en résulte que l'ouvrier à haut salaire comme par exemple l'ouvrier américain pourra consacrer aux dépenses moins essentielles que la nourriture une part relativement plus grande de ses ressources ; et pour analyser de plus près la répartition des dépenses di-

verses qui sont ici le point capital, il suffit d'examiner le tableau suivant (1).

Dépenses diverses.

Objet de la dépense	% de chaque dépense spéciale à la dépense totale	
	États-Unis	Belgique
Assurance-Vie.	3	0
Livres et journaux	2	1/2
Sociétés diverses.	2	1
Culte	2	1/2
Associations professionnelles.	2	1
Taxes diverses	1	1
Assurance propriété	1	0
Bienfaisance	1	0
Boissons	4	5
Amusements et chômage . .	3	1
Tabac.	2	1

En rapprochant les chiffres figurant au chapitre « Boissons », on voit que proportionnellement l'ouvrier à bas salaire, l'ouvrier belge en consomme plus que l'ouvrier à haut salaire, l'ouvrier américain. Par contre, on voit combien faible ou même nulle est l'attribution d'une part du salaire de l'ouvrier belge aux dépenses de culte, instruction, assurances qui sont le critérium du niveau moral d'un peuple. Les hauts

(1) Extrait du syllabus d'un cours de l'Extension Universitaire de l'université libre de Bruxelles (Ecoles des sciences politiques et sociales).

salaires sont donc l'indice d'une vie sociale supérieure et toutes les mesures qui pourront les généraliser méritent, à ce point de vue, d'être encouragées.

Nous savons bien que les partisans du « laissez-faire, laissez passer » estiment que les lois naturelles de l'économie politique modifieront peu à peu l'état social et mettront chacun à sa véritable et juste place. C'est la conclusion d'un ouvrage célèbre de M. Leroy Beaulieu (1) d'après lequel l'ordre économique actuel tend à égaliser les conditions, c'est-à-dire à rendre les riches moins riches et les pauvres moins pauvres. L'intervention de l'Etat serait dès lors inutile sinon nuisible.

Mais cette opinion est loin d'être acceptée par tous et les conclusions optimistes de M. Leroy Beaulieu ont été vivement combattues (2). Le tableau que l'on a fait de la part croissante du travail dans la distribution des richesses n'est malheureusement pas toujours confirmé par l'expérience ; les enquêtes, monographies et budgets ouvriers sont à ce sujet tristement instructifs. Mais, en tous cas, les résultats atteints dans ce sens sont dus surtout à une lutte incessante, à un travail parlementaire continu, à une organisation professionnelle meilleure. « L'ouvrier, a dit M. Cheys-

(1) *Essai sur la répartition des richesses, et sur la tendance à une moindre inégalité des conditions.*

(2) Voir : Lösewitz, *Associat. Cathol.*, t. XVI, XVII, XVIII, 1883 et 1884 ; Loria, *Analisi della proprietà Capitalista*, p. 338.

son (1), n'est plus cet ilote dégradé, cet esclave désarmé devant un maître omnipotent dont de Tocqueville nous a tracé un saisissant tableau. Armés aujourd'hui des puissants leviers du vote et de l'association que le régime démocratique a mis entre leurs mains, ces humbles d'autrefois se sont redressés ; ils ont pris de plus en plus conscience de leur puissance de jour en jour mieux obéie, et l'ont appliquée avec persistance et succès à faire hausser le salaire et rationner le capital. » La véritable place assignée dans l'ordre social au travail a donc été beaucoup plus la conséquence de cette poussée morale et politique et de l'heureuse intervention de l'Etat que des lois naturelles économiques. Si la tâche est encore lourde et le programme à remplir immense, on peut augurer avec confiance de la fin d'une évolution rendue toute pacifique par le progrès des idées et qui, il y a un siècle, eût fait couler tant de sang pour s'accomplir et accumulé tant de ruines. La tendance à une moindre inégalité des conditions est-elle une loi naturelle et inéluctable de l'économie politique ? Soit ; mais n'est-ce pas justement le rôle de l'Etat de faciliter le développement harmonieux de cette loi et ne doit-il pas au moins éviter d'entraver la marche du progrès en maintenant les obstacles économiques qui s'oppo-

(1) La crise du revenu et l'ère du travail. — *Revue politique et parlementaire*, novembre 1897.

sent à sa libre et féconde évolution. Rester impassible en face d'un abus qui retarde le développement du corps social tout entier serait aussi coupable que de vouloir dresser des barrières pour l'arrêter. La responsabilité de laisse faire le mal quand on a le droit et le devoir de l'empêcher est aussi grande que celle de faire l'acte mauvais lui-même, et en résumé si nous sommes ennemis de l'intervention directe de l'Etat dans la fixation des salaires en vue de les élever artificiellement, nous ne pouvons qu'applaudir à toute tentative raisonnable qui aura pour but par l'action indirecte de l'Etat le relèvement des salaires dans les catégories d'ouvriers les plus deshéritées. La garantie du salaire normal et courant accordée aux ouvriers dans l'exécution des marchés de fournitures et de travaux publics en est un exemple (1).

(1) La protection des salaires dont nous nous occupons ici est l'un des cinq points qui constituent avec la limitation de la durée du travail journalier, l'obligation du repos hebdomadaire, l'interdiction du marchandage et la fixation du nombre des ouvriers étrangers, ce que l'on appelle les *Conditions du travail* dans les marchés de fournitures et de travaux publics, suivant une expression faisant partie depuis plusieurs années déjà du langage économique.

Nous n'étudierons donc ici que la protection du taux des salaires ou suivant l'expression des décrets du 10 août 1899, la garantie du salaire normal et courant accordée aux ouvriers employés à l'exécution des marchés de fournitures et de travaux publics. Nous ne nous occuperons donc pas de la protection que la loi accorde à l'ouvrier à l'égard de tous ses créanciers y compris le patron (Loi du 12 janvier 1895), ni des garanties accordées aux ouvriers des entrepreneurs de l'Etat, départements,

communes et établissements publics, pour le paiement des sommes qui leur sont dues en raison de leurs travaux (Décret du 26 pluviôse an II, loi du 25 juillet 1891).

Voir sur ce sujet : Bender, *Le salaire effectif ; sa protection par la loi*. — Lambert, *Essai sur la protection du salaire à l'égard du patron*.

CHAPITRE PREMIER

INFLUENCE DES RABAIS D'ADJUDICATION SUR LES SALAIRES

L'article 1^{er} de l'ordonnance du 4 décembre 1836 a consacré le principe de la concurrence et de la publicité en matière de marchés de travaux et de fournitures passés par l'Etat sauf pour quelques exceptions justifiées par le peu d'importance ou le caractère particulier ou urgent du marché. Ce principe appliqué par l'ordonnance du 14 novembre 1837 aux marchés des communes et établissements publics a été consacré à nouveau par le décret du 18 novembre 1882 dont l'application a été étendue par la jurisprudence aux marchés passés au nom des départements.

Ce système de l'adjudication publique depuis longtemps donc en vigueur dans notre législation, a des avantages incontestables qui l'ont toujours fait admettre comme une règle générale de bonne administration ; on peut même dire une règle d'ordre public (1). La concurrence qui permet d'obtenir les con-

(1) V. Christophle et Auger, *Traité des travaux publics*.

ditions les meilleures, la publicité qui fait affluer les offres, enfin l'éloignement de toute suspicion à l'égard des agents administratifs sont autant de garanties sérieuses qui ont fait et feront longtemps encore préférer ce mode à tout autre.

Mais si l'adjudication publique présente des avantages indéniables, elle entraîne aussi plusieurs inconvénients qui, sans vicier complètement le système, nécessitent cependant une intervention des pouvoirs publics destinée à en corriger les pernicioeux effets.

De ce nombre est l'action déprimante qu'exerce à la longue le système des adjudications sur les salaires de l'industriel fournisseur ordinaire d'une grande administration ; action qui entraîne fatalement l'avisement du salaire des ouvriers employés aux travaux et fournitures publics, même si une cause économique favorable à l'élévation des prix de la main d'œuvre vient momentanément ralentir cette influence. L'importance des marchés passés par voie d'adjudication, les bénéfices directs que l'entrepreneur y trouve, l'avantage indirect que le titre de fournisseur de l'Etat ou d'une grande ville lui procure au point de vue commercial, enfin la certitude de solvabilité font que la clientèle d'une grande administration est souvent l'objet d'une compétition acharnée entre les industriels. A certaines adjudications de la ville de Paris, il n'est pas rare de voir 200 ou 300 candidats. Aussi pour arriver au résultat convoité, les intéressés

font des rabais énormes, 50 0/0 et même 80 0/0 par exemple sur les séries de prix en usage. La conséquence fatale est que ne pouvant travailler à perte, ils cherchent par tous les moyens possibles à économiser sur leurs prix de revient. Mais les frais généraux ne peuvent pas être ramenés au-dessous d'une certaine limite, les matières premières ne peuvent non plus être fournies d'une qualité inférieure à celle prévue, de trop grosses pénalités menaçant la fraude dans ce cas (1) ; reste la main d'œuvre qui peut fournir l'économie cherchée.

Combien d'entrepreneurs résisteront à la tentation de diminuer le salaire de leurs ouvriers de 0,05 l'heure, s'ils savent qu'à la suite ils seront déclarés adjudicataires. Or, si l'on conçoit facilement qu'un industriel pour enlever une affaire sous la pression de la concurrence réduise la rémunération de la main d'œuvre, comment ne pas admettre que sous l'influence des adjudications répétées aggravant chaque fois cette tendance fâcheuse, les salaires ne soient singulière-

(1) Les gros rabais ont encore un autre inconvénient bien connu et qui sert aux entrepreneurs pour se rattraper ; c'est la ressource des indemnités en fin d'entreprise. On voit arriver à ce moment des réclamations qui se chiffrent par des sommes très comparables et quelquefois supérieures aux rabais consentis. Des agences très perfectionnées ont cette spécialité ; elles conseillent, dirigent l'entrepreneur et découvrent pour lui des chefs de réclamation qu'elles font valoir habilement. Finalement le décompte définitif se règle parfois à un chiffre plus élevé que s'il n'y avait pas eu de rabais.

ment abaissés. On objectera qu'un bon ouvrier, dans ces conditions, désertera l'atelier où son travail est de plus en plus mal rétribué. C'est exact, dans une certaine mesure, pour une certaine catégorie d'ouvriers et dans quelques industries, le bâtiment par exemple. Mais qu'il s'agisse d'une industrie spéciale, comme les fournitures d'équipement militaire qui nécessitent un apprentissage également spécial de l'ouvrier ; celui-ci pourra-t-il quitter l'usine et chercher à mieux utiliser ailleurs son savoir-faire ? Non, puisque tous les ateliers où se fabrique ce genre de fournitures ne travaillent que pour le même client, l'Etat, qui poursuit toujours par la voie de l'adjudication la baisse des prix de revient et par suite des salaires. Evidemment, il y aura des exceptions ; un simple manœuvre, un ouvrier non spécialiste pourra quitter un chantier de travaux publics et trouver ailleurs un meilleur emploi de ses forces. Mais il faut encore compter ici avec la difficulté de trouver un employeur, l'apathie naturelle qui nous fait préférer souvent un présent médiocre, mais sûr, à un avenir meilleur mais aléatoire.

Enfin n'y a-t-il pas une injustice criante dans ce fait que les ouvriers travaillant pour les commandes de l'Etat ou des grandes administrations soient moins payés que s'ils travaillaient pour un simple particulier. « L'Etat, dit très justement M. Oubert, ne doit pas avoir pour but de favoriser une classe au détriment

d'une autre, mais il ne doit pas non plus, sous prétexte de diminuer ses dépenses, laisser réduire les salaires des ouvriers qui travaillent pour son compte (1). »

Les cas de baisse du salaire causée par le système de l'adjudication publique sont-ils aussi fréquents et aussi nettement déterminés qu'on l'a affirmé ? Est-ce en un mot une véritable loi économique, absolue et inéluctable ?

Dans une question d'appréciation aussi délicate, il faut éviter de donner à l'observation une tournure mathématique. Il est souvent difficile d'apporter une longue série de faits précis à l'appui de certains raisonnements économiques dont la vérité est incontestable, mais dont les résultats ne nous apparaissent pas immédiatement avec la brutale rigueur des chiffres. Certains phénomènes de cet ordre se dérobent pour ainsi dire à l'observation, tels l'incidence de l'impôt, les mouvements du salaire réel etc. A côté de ce qu'on voit, il y a ce qu'on ne voit pas ; un patron qui paie avant une adjudication ses ouvriers au-dessous du tarif local, obtient plus facilement les travaux adjugés. Il n'a donc pas besoin de faire baisser les salaires à la suite des rabais qu'il a consentis puisque son personnel travaille déjà à un tarif réduit. Mais le résultat n'en reste pas moins le même, quoique sous une forme moins apparente.

(1) Oubert, *Les conditions du travail dans les adjudications de travaux publics*, p. 73.

Un exemple probant consiste à considérer une industrie travaillant exclusivement pour l'Etat, prenant par conséquent des adjudications à bas prix, et une usine similaire travaillant pour les particuliers, puis à voir si les salaires payés dans les deux cas sont égaux pour un travail identique. Nous citerons à ce sujet les ateliers où se fabriquent la chaussure militaire, les équipements et les vêtements de l'armée. Il y a là des faits absolument caractéristiques et reconnus par les patrons eux-mêmes. Ainsi dans la chaussure militaire les ouvriers coupeurs, brocheurs, bonbouteurs, faiseurs-lisseurs, gagnent 5 à 6 fr. par jour quand les mêmes ouvriers dans l'industrie de la chaussure civile gagnent 7 et 8 fr. au moins (1).

Nous n'avons malheureusement pas en France de grande enquête officielle portant d'une façon générale sur l'ensemble de cette question très intéressante. Deux enquêtes partielles, envisageant chacune un aspect différent, ont bien été faites dans ces dernières années, mais faisant porter leurs investigations sur des industries d'ordre absolument différent, elles sont naturellement arrivées à des conclusions diamétralement opposées. Nous voulons parler de l'enquête or-

(1) Cet état de choses vient de disparaître et ces salaires ont été augmentés et portés au même taux que ceux usités dans l'industrie de la chaussure civile par l'application du Décret du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom de l'Etat.

ganisée par la Fédération française des travailleurs du livre en 1896 (1) et de celle du Conseil général des ponts et chaussées en 1898. Toutefois, avant d'étudier leurs résultats, nous croyons utile d'examiner ce qui a été fait dans cet ordre d'idées à l'étranger, d'autant plus que nos voisins, les Belges en particulier, nous ont précédés de beaucoup dans l'étude de cette question.

En 1886 une enquête fut organisée en Belgique par la Commission du travail, elle recueillit des dépositions fort intéressantes dont plusieurs furent d'ailleurs citées par M. Verhaegen au Conseil supérieur du travail belge.

M. Février Léonard, délégué des sculpteurs et tailleurs de pierre dépose : « A la Maison du roi un travail en pierre bleue gothique avait été entrepris à si bas prix que les ouvriers ont gagné chacun 11 fr. pour 9 jours.... (2).

Pour un autre travail, l'architecte avait évalué dans le Cahier des charges les travaux de sculpture à 36 000 fr. ; eh bien ! ce travail avait passé par tant de différentes mains que le dernier entrepreneur avait trouvé moyen de le faire pour la modeste somme

(1) « Rapport tendant à rechercher les moyens de parer aux funestes conséquences du système actuel des adjudications » (Fédération française des travailleurs du livre, 20, rue de Savoie. Paris, 1896).

(2) *Déclarations des témoins*, tome II. Section B. N° 451.

de 4000 fr. » M. L. Weissenbruch secrétaire adjoint, résumant les points principaux sur lesquels ont porté les dépositions de l'enquête de Bruxelles : « relativement aux adjudications publiques, dit-il, les patrons et les ouvriers se sont unanimement plaints de l'avilissement des prix qu'elles produisent ». M. Coppieters, entrepreneur, déclare à une réunion de la Chambre syndicale des entrepreneurs de la Flandre Orientale (comprenant 60 entrepreneurs) au sujet de la réforme imposant le minimum de salaires : « ainsi nous n'aurions plus à craindre ces menaces perpétuelles de grèves, ces discussions interminables avec les ouvriers, et ces rabais insensés que nous faisons parfois sur les salaires des ouvriers pour enlever une entreprise ». Dans un rapport présenté à la Députation permanente du Brabant le 14 juin 1893, M. Trappeniers, architecte adjoint, estime que très souvent dans les adjudications publiques, les rabais sont tellement importants qu'il n'y a pas de doute que l'ouvrier en subisse le contre-coup. En somme, cette enquête de la Commission du travail révèle 26 dépositions relatives à l'avilissement des salaires à la suite d'adjudications. M. Hector Denis, professeur à l'Université libre de Bruxelles, a signalé au Conseil supérieur du Travail belge avec chiffres à l'appui, des faits analogues qui se produisent depuis dix ans dans les adjudications de certains travaux grossiers pour les compagnies de chemins de fer, travaux ne comportant presque que de

la main-d'œuvre et qui sont néanmoins l'objet de rabais qui se sont élevés jusqu'à 80 0/0 (1).

Au Conseil de l'industrie et du travail de Bruxelles, on a fait remarquer le fait suivant relatif à une entreprise de confection de vêtements pour le ministère des chemins de fer : L'administration fournit la matière première ; les fournitures et le travail de l'adjudicataire sont donc peu de chose et pourtant les ouvriers ne touchent que 40 0/0 à 50 0/0 de la somme allouée à l'entrepreneur.

En 1896 le Conseil communal de Bruxelles ouvrit une enquête sur la question suivante : « Y a-t-il des exemples d'abaissements de salaires provoqués par des adjudications publiques ? (2) »

(1) Nettoyage des locomotives et manutention du combustible aux chemins de fer de l'Etat Belge. (Résultats des adjudications.)

Années	Rabais
1883.	20 0/0
1885.	42 1/2 "
1886.	80 "
1887.	57 "
1889.	60 "
1890.	48 "
1891.	53 1/2 "
1892.	59 1/2 "

Il est à remarquer que la diminution du rabais en 1890 coïncide avec l'interdiction d'employer des enfants de moins de 16 ans.

(2) Ville de Bruxelles. — « Rapport présenté au Conseil communal au nom de la Commission d'enquête par M. le Bourgmestre, président, sur le minimum de salaire dans les cahiers des charges des adjudications publiques. — Discussion au Conseil communal. » 2 volumes, Bruxelles, Imprimerie V^e Julien Baertsoen, Grand'Place, 5, 1896.

Un questionnaire fut adressé aux 43 syndicats patronaux de Bruxelles ainsi qu'à 66 grands entrepreneurs agréés par la ville pour soumissionner ses travaux publics. Un autre questionnaire fut adressé aux 60 syndicats ouvriers et mixtes de l'agglomération Bruxelloise. La question avait été posée aux patrons sous cette forme naïve :

« Pouvez-vous citer des cas où vous avez été obligés de réduire le salaire de vos ouvriers par suite du bas prix auquel vous avez soumissionné ? » naturellement les intéressés ont répondu non.

L'un dit qu'il ne voudrait pas avoir ce déshonneur, un autre : « Pour moi, jamais, mais ajoute-t-il, certains de mes collègues ont dû le faire. » Les syndicats ouvriers, au contraire, ont apporté des faits et ont montré des abus. Les ébénistes signalent le cas de patrons qui aussitôt une adjudication obtenue embauchèrent des ouvriers à 0 fr. 40 l'heure au lieu de 0 fr. 50 prix pratiqué auparavant, et baissèrent aussitôt le salaire de leurs anciens ouvriers. « C'est forcément sur la main-d'œuvre que se font les rabais déclare le syndicat des peintres. » Mêmes déclarations de la part des syndicats des terrassiers, des marbriers, des garnisseurs de meubles, des gantiers, des cordonniers, des platineurs-lanterniers qui signalent des baisses de salaires dans l'exécution des travaux soumis à l'adjudication (1). Une note de l'Associa-

(1) *Conseil communal de Bruxelles*. Vol. I, p. 98, 99, 100.

tion libre des compositeurs et imprimeurs typographes de Bruxelles certifie qu'à diverses reprises des patrons ont déclaré au syndicat ouvrier ne pouvoir accepter son tarif en raison des conditions auxquelles ils avaient obtenu la fourniture des imprimés administratifs. Les patrons payant les salaires les plus bas sont ceux déclarés adjudicataires (adjudication des imprimés de l'Etat en 1893). M. Lejeune, ancien avocat du ministère, ancien ministre lui-même déclare avoir pu se convaincre par les nombreux procès qu'il a dû plaider pour l'Etat que toujours, ou presque toujours, les réductions de prix dans les adjudications étaient récupérées sur le salaire.

En Angleterre, la Chambre des lords nomma en 1888 une Commission d'enquête chargée d'étudier les abus en cette matière et notamment les résultats du « Sweating-System. » Cette Commission tint 71 séances et recueillit 291 dépositions. Son rapport fut déposé et imprimé en 1890 (1) ; les maux révélés furent tels qu'à la suite de sa publication la Chambre des communes vota le 13 février 1891 une résolution invitant le gouvernement à assurer dans ses contrats le paiement de salaires égaux à ceux qui sont généralement acceptés comme courants dans chaque métier pour les ouvriers compétents. Lors d'une enquête parlementaire ordonnée en 1896 sur l'application de cette

(1) « Fifth Report from the select Committee of the House of Lords on the sweating system. » — Eyre et Spottiswoode 1890.

résolution, M. John Taylor, inspecteur en chef au ministère des travaux publics (Senior Surveyor in the Office of Works) déclare que « l'ancien système d'adjudication aux rabais les plus forts sans conditions, tendait à maintenir les salaires bas (1) ».

C'est également l'opinion d'un grand imprimeur de Londres M. William Blades, cité par M. Keüfer dans son rapport au Conseil supérieur du travail (2) : « Dans ces jours de concurrence à outrance, quand un travail important est mis en adjudication le point capital pour un patron est de savoir que ses concurrents payeront leurs ouvriers au même prix qu'il paye les siens. Très souvent, il arrive que l'anxiété d'obtenir un travail conduit un patron à accepter ce travail à un prix dérisoire et il s'aperçoit ensuite, mais trop tard, qu'il ne couvrira même pas ses frais. Alors il n'a plus qu'un but : abaisser le prix de revient et naturellement ce sont les salaires qui le tentent d'abord. »

En France, comme nous l'avons dit plus haut, deux enquêtes ont été faites. Mais il faut avouer que chacune s'étant placée à un point de vue particulier et en vue de démontrer une thèse opposée, elles ont nécessairement abouti à des constatations différentes.

La première est celle qui fut organisée en 1896 par la Fédération française des travailleurs du livre, en

(1) « Government Contracts » (Fair Wages Resolution). Report Eyre et Spottiswoode.

(2) *Conseil supérieur du travail*, 7^e Session, Déc. 1897, p. 158.

vue d'étudier les conséquences du système de l'adjudication dans cette industrie. M. Keüfer, chargé de cette enquête, en a résumé les conclusions dans son rapport au Conseil supérieur du travail, au nom de la Commission permanente : « Dans les villes de Bordeaux, Lille, Marseille, Bar-le-Duc, Châlons-sur-Saône, Amiens, Agen, Périgueux, Arras, Rennes, Douai, Tours, Montbéliard, Morlaix, Tonnerre, Sedan, il y a eu baisse de salaire ; dans les villes du Havre, Marseille, Saint-Brieuc, Avignon, Besançon, Constantine, Nice, Bourg, Bône, Alger, Epinal, Oran, Laval, Mont-de-Marsan, Montbéliard, certains patrons adjudicataires ont occupé de nombreux apprentis, des demi-ouvriers ou des femmes auxquels on paye un salaire de 20, 30, 40 ou 50 0/0 inférieur. Ce que nous affirmons ici, les patrons eux-mêmes le confirmeront, car il est difficile de s'imaginer à quel degré se sont déchaînées les rivalités, les haines locales, la discorde entre patrons d'abord et même entre ouvriers de différentes maisons sous l'influence de cette funeste concurrence. Souvent les ouvriers d'une maison sérieuse, où les salaires sont respectés, ont été menacés par leurs patrons de subir une réduction parce que les ouvriers d'un concurrent devenu adjudicataire paye des salaires inférieurs ou occupe des apprentis, ce qui crée à ce dernier une situation plus favorable pour faire des rabais.

« Peut-on trouver une preuve plus frappante de l'ac-

tion pernicieuse du système des adjudications qui favorise les mauvais patrons contre les bons et aggrave les luttes intestines et sociales (1). »

Ces faits, bien que très significatifs, ont été cependant contestés dans leur portée et dans les déductions qu'on en a tirées. Il faut bien reconnaître que l'industrie du livre est une de celles où la main-d'œuvre joue le plus grand rôle, représentant environ 85 0/0, et que cet exemple isolé ne prouve pas pour l'ensemble des travaux publics. Aussi lorsqu'en 1898 le Conseil général des ponts et chaussées fut saisi par le ministre du commerce de l'étude de la question, il nomma une Commission (2) qui fut chargée de faire une enquête auprès des ingénieurs chargés des travaux de ports, de canaux et de chemins de fer : un questionnaire détaillé fut envoyé à 40 de ces fonctionnaires, et voici le résumé des réponses faites notamment à cette demande précise :

Les gros rabais d'adjudication ont-ils influé sur les salaires que les entrepreneurs ont payés à leurs ouvriers ?

(1) Keüfer, « Rapport sur le système actuel des adjudications, présenté au Conseil supérieur du travail au nom de la Commission permanente. — Compte rendu de la 7^e session (1897) », p. 132.

(2) Cette Commission était composée de MM. Holtz, inspecteur général de 1^{re} classe, président ; Eyriaud-Desvergnès, inspecteur général de 1^{re} classe ; Lorieux, inspecteur général de 1^{re} classe, rapporteur ; Bourdelles, inspecteur général de 2^e classe ; Lefebvre, inspecteur général de 2^e classe, secrétaire ; Jozon, inspecteur général de 2^e classe.

« L'influence a été nulle ou dans tous les cas négligeable. C'est ainsi que pour un même canal dans le même port, sur la même ligne de chemin de fer, on a vu des lots d'entreprise où les rabais variaient de 10 à 40 0/0 et où le taux des salaires était uniforme. Là où il y a eu dépréciation des salaires, c'est que le nombre des chantiers de travaux publics ayant diminué, les ouvriers se sont fait concurrence pour avoir de l'ouvrage. Le salaire avait monté pendant la période des grands travaux du programme Freycinet, parce qu'il y avait beaucoup de chantiers ouverts et que les entrepreneurs se disputaient les ouvriers. Le salaire a baissé quand les travaux se sont ralentis et que les ouvriers ont été dans le cas de quêter le travail. La dépréciation n'a jamais été très considérable, au surplus, sauf sur quelques points particuliers où ont agi des causes secondaires faciles à déterminer, telles que le phylloxéra dans le Midi. »

Ces assertions du rapport de la Commission furent vivement contestées au sein même du Conseil général des ponts et chaussées.

Au cours de la discussion, l'un des membres a dit : « Les rabais sont considérables encore aujourd'hui dans certaines régions et ont des conséquences dont on ne saurait méconnaître la gravité. L'enquête de la Commission n'a porté que sur les grands travaux publics. On comprend que pour les travaux de cette nature, les rabais puissent n'avoir qu'une faible réper-

cussion sur les salaires des ouvriers, en raison de ce que les frais généraux, les frais du personnel, l'intérêt et l'amortissement d'un matériel considérable entrent pour une part très notable dans les charges de l'entreprise, et de ce que la fourniture des matériaux correspond à une fraction importante du chiffre des dépenses portées à l'estimation. Mais il en est tout autrement pour les petites et moyennes entreprises qui n'exigent qu'un outillage de peu de valeur et dans lesquelles la main-d'œuvre constitue le plus souvent le principal élément des dépenses. C'est alors sur les salaires que l'entrepreneur cherche à rattraper les rabais excessifs qu'il a été obligé de faire pour avoir la préférence sur ses concurrents, et quand les circonstances s'y prêtent, il procède à une véritable exploitation des ouvriers.

« Des contremaîtres ou des tâcherons les embauchent tout d'abord à un prix très modeste au moment où l'annonce de l'ouverture du chantier les a fait affluer dans la localité : on leur promet des conditions meilleures à la prochaine paye, quand on aura pu apprécier leur valeur. Ils s'installent dans la cantine de l'entreprise et, le jour de la paye venu, si l'entrepreneur a acquis la certitude qu'ils ne trouvent pas à s'occuper dans un certain rayon, on leur fait part de la situation difficile de l'entreprise, par suite du gros rabais qu'on a dû consentir et on leur propose de continuer à travailler sur les chantiers moyennant le

salaire dérisoire convenu au début ; faute de mieux, les ouvriers restent. Il y a là un véritable abus qui mérite d'attirer l'attention des pouvoirs publics. »

Les mêmes faits sont affirmés par plusieurs membres, et certains sont d'accord pour certifier que l'exploitation des ouvriers a lieu aussi bien sur les grands chantiers que sur les moyens (1).

Enfin, le rapport du Conseil général des ponts et chaussées ne conteste pas les abus dont sont victimes les ouvriers dans l'industrie du livre et dans celle du bâtiment. Une enquête sur ce sujet faite, par exemple, dans l'habillement et l'équipement militaire ne serait-elle pas tristement instructive ? Là en effet les matières premières sont directement fournies par l'administration à l'entrepreneur, celui-ci doit donc fatalement faire porter son rabais sur la main-d'œuvre. Il nous semble ici encore difficile de nier l'influence néfaste des rabais d'adjudication sur les salaires. Citons enfin cette opinion peu suspecte, exprimée par le Comité consultatif de la Préfecture de la Seine, au cours de l'enquête faite en 1885 par l'administration préfectorale : « Considérant que le principe ainsi posé de la concurrence implique nécessairement, pour chacun des soumissionnaires entre lesquels la préférence doit se déterminer par le plus fort rabais, la facilité de rechercher et d'appliquer toutes les économies dont les divers

(1) Voir la « Discussion du rapport au Conseil général des ponts et chaussées ». Annexe au rapport de M. Pierre Baudin.

éléments de l'entreprise seraient susceptibles et notamment les réductions réalisables sur la main-d'œuvre... » Il y a donc des faits d'avilissement de salaire indéniables, mais faut-il se hâter pour cela de juger en général par les cas particuliers et quelles conclusions faut-il tirer de toutes ces affirmations dont quelques-unes sont contradictoires ?

En matière économique plus qu'en aucune autre, il faut toujours avoir présente à l'esprit cette règle du philosophe allemand : « Il n'y a rien d'absolu, si ce n'est précisément qu'il n'y a rien d'absolu ». Aussi nous nous garderons bien d'affirmer que toujours, dans tous les cas, les rabais d'adjudication font baisser le salaire. Il existe toute une catégorie de grands travaux publics où les exceptions à ce principe semblent être plus nombreuses qu'ailleurs : ce sont les grosses entreprises comme celles de terrassements, canaux, chemins de fer, etc., exécutés presque toujours en pleine campagne et amenant temporairement sur un chantier provisoire un afflux considérable d'ouvriers. Or ce sont précisément sur ces entreprises qu'a porté uniquement l'enquête du Conseil général des ponts et chaussées, enquête dont la portée a été considérable tant à cause de l'autorité qui s'attache aux opinions de cette assemblée qu'à cause des citations qui en ont été faites par les adversaires de toute réforme, notamment à la Chambre des députés. Mais des recherches aussi incomplètes devaient fatalement entraîner un

raisonnement incomplet, et partant des conclusions fausses si elles étaient généralisées. C'est ce qui n'a pas manqué de se produire ; se plaçant à un point de vue systématiquement étroit, le Conseil général des ponts et chaussées a abouti à la négation de faits presque universellement reconnus. Aussi, pour éviter de commettre une erreur du même genre, bien que dans un sens opposé, nous pensons qu'il faut établir une distinction et qu'en matière d'influence des rabais d'adjudication sur les salaires ou doit éliminer :

1° Les travaux où la main-d'œuvre ne joue pas un rôle prépondérant.

2° Les travaux présentant un caractère temporaire.

Là où se présentent l'un ou l'autre de ces deux caractères les salaires ne sont pas, ou plus exactement, peuvent ne pas être influencés par les rabais d'adjudication ; *a fortiori* quand les deux se rencontrent ensemble dans le même travail (ex : grand travail des ponts et chaussées de courte durée mais nécessitant un outillage considérable).

Il faut donc pour que l'abus se produise et par conséquent que les mesures qu'on propose s'appliquent utilement, que les travaux considérés réunissent ces deux conditions.

1° Main-d'œuvre importante.

2° Travail continu dans une même région.

Si l'une ou l'autre de ces deux conditions manque, les précautions prises pourront être inutiles ; le salaire

courant payé aux ouvriers n'étant pas déprimé, bien que des abus puissent cependant se produire. Il est évident que si le salaire des terrassiers employés à l'exécution de grands travaux publics placés sous la direction des ingénieurs, est plus élevé que celui des terrassiers qui travaillent pour les particuliers, il n'y a absolument pas lieu de prendre des mesures de protection à leur égard. Quel inconvénient y aura-t-il cependant dans ce cas à fixer un salaire normal et courant inférieur peut-être à ce qui sera payé en réalité par l'entrepreneur et qui pourra n'être qu'une précaution inutile ; mais n'eût-on empêché ainsi qu'un seul abus la mesure ne serait-elle pas par là même justifiée ?

CHAPITRE II

DES MOYENS PROPOSÉS POUR SUPPRIMER LES ABUS DU SYSTÈME DE L'ADJUDICATION

Les plaintes nombreuses suscitées par les abus et les inconvénients provoqués par la concurrence sans limite et sans frein, abus inhérents au système de l'adjudication pratiqué d'une façon absolue, n'ont pas attendu les enquêtes officielles dont nous avons parlé plus haut pour se faire jour. Il faut reconnaître que chaque fois que cette question a été posée et discutée sérieusement dans une assemblée délibérante tout le monde a reconnu la nécessité de faire quelque chose pour éviter le retour d'abus aussi préjudiciables aux intérêts de tous. Ce qu'il faut éviter, disent même les adversaires les plus résolus de l'intervention de l'Etat, ce sont ces rabais insensés qui ne peuvent entraîner que les conséquences les plus funestes. Mais si tous sont unanimes à reconnaître le mal, les avis diffèrent sur les mesures à prendre pour le combattre. Nous allons examiner rapidement les divers remèdes proposés.

Une commission extraparlamentaire de 20 membres nommée par décret du 12 octobre 1895 (1) sur le rapport du ministre des finances fut chargée d'examiner les clauses et conditions des cahiers des charges des adjudications et marchés publics et de donner son avis sur les modifications à y apporter. Elle devait en même temps se livrer à une étude générale de la législation régissant les marchés de l'Etat pour pouvoir reconnaître les lacunes qu'il conviendrait de combler ou les améliorations qu'il serait utile d'y apporter. Dans son rapport (2) la commission disait : « Lorsque les conditions offertes par les soumissionnaires sont par trop favorables, elles cessent quelquefois d'être réellement sérieuses, les industriels les plus recommandables seront évincés par des concurrents moins consciencieux au plus grand désavantage de l'Etat. En conséquence toutes les fois que les prix normaux pourront être connus avec une précision suffisante, il sera utile que l'administration fixe un minimum de prix ou un maximum de rabais. »

Comme on le voit, la commission se plaçant surtout au point de vue des intérêts de l'entrepreneur écartait le principe de la protection directe du salaire des ouvriers considérant que l'introduction de clauses de

(1) *Journal off.*, 13 octobre 1895.

(2) *Journal off.*, 17 mars 1898. — Rapport de M. Boulanger, sénateur, président de la Commission, au ministre des finances.

ce genre ne doit pas figurer dans un cahier des charges.

Cette fixation d'un maximum de rabais remplirait-elle le but cherché? Nous ne le croyons pas. On garantirait bien les intérêts des entrepreneurs, mais rien n'empêcherait ces derniers de faire porter une partie de leurs bénéfices sur les salaires comme par le passé. L'Etat paierait ses travaux plus cher et la différence irait toute au patron. Puisqu'on veut éviter les travaux mal exécutés, il faut non seulement obliger l'entrepreneur à employer de bons matériaux, mais aussi garantir le salaire de l'ouvrier pour ne pas avoir de malfaçons. Il est donc indispensable de protéger ce dernier directement. Une mesure de ce genre diminuera peut-être le taux du rabais ; mais elle ne le diminuera que dans la mesure nécessaire pour rentrer dans l'ordre normal. Si, au contraire, on fixe *a priori* un maximum de rabais, rien ne nous assure que ce seront les ouvriers qui en profiteront. Une expérience de ce genre a été faite en Belgique. Dans les cahiers des charges relatifs à l'entretien des bâtiments, on joignait deux bordereaux de prix, l'un relatif aux quantités de travaux, l'autre aux salaires, et l'entrepreneur faisait un rabais global sur le tout. Lorsque le ministre, M. de Bruyn, voulut assurer aux ouvriers un salaire suffisant, il défendit aux entrepreneurs de faire porter le rabais sur le bordereau des salaires. Mais il oublia de leur dire : Ces

salaires que je vous paie vous les payerez à vos ouvriers. Naturellement les entrepreneurs payèrent en réalité aux ouvriers des salaires moindres et reportèrent cette réduction sur le seul bordereau des quantités d'ouvrage.

Un autre système a été proposé au Conseil supérieur du travail (7^e session, décembre 1897), par M. Jules Many. « Il est arrivé, a-t-il dit, que des hommes, peu préparés à la direction des affaires et offrant des garanties insuffisantes, se sont fait admettre aux adjudications et ont consenti des rabais excessifs. Et ce sont précisément ces entrepreneurs improvisés ou malhabiles qui, poussés par la nécessité, n'hésitaient pas à réduire les salaires pour essayer de réaliser quelque bénéfice ou même de sauver simplement leur mise.

« Voilà le mal, et le remède consisterait à être plus rigoureux dans le choix des personnes admises à soumissionner et dans les garanties à exiger d'elles. Un entrepreneur douteux est un danger à la fois pour l'Etat et pour les ouvriers. Les rabais exagérés conduisent à la malfaçon et à l'abaissement des salaires. C'est donc aux commissions d'adjudication à se montrer plus sévères, à procéder à des enquêtes plus approfondies sur les postulants soumissionnaires : à elles de rechercher s'ils payent régulièrement et suffisamment leurs ouvriers, s'ils administrent correcte-

ment leurs affaires ; là est la vraie garantie pour le salaire de l'ouvrier.

« Pourquoi n'essayerait-on pas de constituer, auprès des Administrations de l'Etat, des commissions d'adjudication, composées de fonctionnaires, d'ingénieurs, de patrons et d'ouvriers des industries intéressées, lesquelles décideraient dans quelle mesure et par quels moyens, dans la fixation des prix unitaires insérés aux devis et détails estimatifs, il est possible d'exercer une action sur les salaires. »

On croit que la commission d'adjudication, en choisissant avec plus de soin les candidats soumissionnaires, empêcherait les rabais exagérés d'où vient tout le mal.

Remarquons d'abord que ce système se rapproche beaucoup du précédent dont il n'est qu'une réédition avec un élément d'appréciation personnelle en plus. Les objections que nous avons faites plus haut se retrouvent donc ici toutes entières, et, en outre, cet élément nouveau du jugement porté sur la personne même du candidat nous semble soulever une grosse difficulté.

L'amendement qui fut présenté le 10 décembre 1897 par M. Jules Many au Conseil supérieur du travail était ainsi conçu : « Les commissions d'adjudication détermineront les prix unitaires à insérer dans les cahiers des charges et les détails estimatifs. »

Outre la difficulté d'établir ainsi très rapidement au

moment de l'adjudication un détail, estimatif, d'autre part, la commission devra comprendre des patrons qui, pour être compétents, seront intéressés, on ne pourra donc les admettre à l'adjudication sans fausser les conditions du concours. La détermination des prix dans ces conditions serait d'une application beaucoup trop délicate.

Les deux systèmes que nous venons d'étudier nous paraissent incomplets, car ils n'abordent pas franchement le problème qui doit se formuler ainsi : Le rabais consenti par l'entrepreneur doit-il porter sur tous les éléments du prix de revient et en outre sur les salaires ou bien sur les mêmes éléments, exclusion faite des salaires ? toute la question est là.

Chacun trouve tout naturel que l'administration impose à ses entrepreneurs telle ou telle matière première d'une provenance et d'un prix déterminé d'où, par conséquent, l'élément de rabais se trouve éliminé et par là même la possibilité d'un bénéfice exagéré. Pourquoi ne ferait-on pas de même pour le salaire ? Pourquoi n'obligerait-on pas un entrepreneur à mettre ses ouvriers en dehors des risques de son entreprise (1).

(1) C'est ce qui aura lieu désormais en vertu des nouvelles dispositions réglementaires que nous étudierons plus loin. En effet, « il y aura lieu de prévoir la majoration à payer à l'entrepreneur pour frais généraux et bénéfices toutes les fois qu'il aura à fournir à l'administration des ouvriers à la journée. Ainsi, le taux normal de la journée du terrassier étant prévu au bordereau pour 3 fr. 50, la majoration prévue à la série pour frais gé-

Bien plus, dans toute une catégorie de marchés de fournitures, l'Etat remet lui-même aux adjudicataires la matière première (exemple : habillement, équipement, chaussures, nécessaires à l'armée, farines pour le pain de guerre, etc.). Celui-ci ne peut donc faire porter le rabais que sur les frais généraux et la main-d'œuvre ; le premier est licite, le second ne l'est pas. Pourquoi ne pas enlever jusqu'à la tentation, de se livrer à cette spéculation condamnable de l'avilissement des salaires ?

Admettons même que les abus de ce genre ne soient pas si fréquents qu'on le dit, ne sera-ce pas rendre service aux entrepreneurs honnêtes que de les mettre sur ce point à même de lutter à armes égales avec des adversaires déloyaux et des concurrents peu scrupuleux. Le champ de la bataille économique est bien assez vaste et l'âpre lutte de la concurrence a bien d'autres éléments pour s'exercer ; la main-d'œuvre sera à l'abri des vicissitudes de la guerre ; voilà tout.

Comme l'a très bien dit M. Verhaegen, membre du Conseil supérieur du travail belge :

« Si l'Administration publique allait jusqu'à pres-

néraux et bénéfices étant de 12 0/0 (non susceptible du rabais). L'entrepreneur devra payer à l'ouvrier 3 fr. 50 et la journée du terrassier lui sera payée $3 \text{ fr. } 50 + \frac{12}{100} = 3 \text{ fr. } 92$ » (Instruction du ministère de la guerre pour l'application du décret du 10 août 1899, sur les Conditions du travail dans les marchés de l'Etat).

crire le payement de salaires d'un import exagéré, elle ferait croître d'autant le coût total de l'entreprise, prendrait dans la poche de l'ensemble des citoyens pour mettre dans celle des ouvriers et manquerait à son devoir. Mais si elle se borne à empêcher la dépression des salaires, si elle se contente d'imposer des salaires qui ne soient pas inférieurs à ceux que l'accord des parties a fait considérer comme normaux, dans la région où s'exécute le travail, elle aura simplement protégé les travailleurs contre les rabais excessifs que pourraient amener les adjudications publiques. Elle aura du même coup contribué à assurer la stabilité des salaires et à généraliser le payement du salaire normal ; elle aura sérieusement encouragé les chefs d'entreprise qui payent de bons salaires ; elle aura même légèrement favorisé une tendance à la hausse des salaires, dans les limites où une semblable hausse est légitime et possible (1). »

(1) Le minimum de salaire, la meilleure formule d'application.

CHAPITRE III

DU MINIMUM DE SALAIRE ET DE LA GARANTIE DU SALAIRE NORMAL ET COURANT

Section I. — Le minimum de salaire.

Nous avons montré la nécessité de la réforme qui s'imposait en matière de salaires des ouvriers employés par les entrepreneurs à l'exécution des marchés de fournitures et de travaux publics, réforme réalisée aujourd'hui en France, ainsi que dans la plupart des pays étrangers. Mais il est indispensable d'indiquer clairement le but précis qu'il s'agissait d'atteindre et de dissiper toute équivoque ou malentendu à ce sujet. En effet, il est facile de se convaincre, en parcourant les discussions parlementaires ou économiques et les nombreuses publications suscitées par cette question, que l'on a presque toujours, et ceci aussi bien en France qu'à l'étranger, confondu volontairement ou non les revendications légitimes et raisonnables avec les utopies dangereuses sous l'épi-

thèse de « thèse du minimum de salaire dans les adjudications de travaux publics ». Aussi l'emploi généralisé très malheureusement de cette expression, a donné naissance à une longue série d'équivoques et de discussions stériles faute de s'entendre, beaucoup ne voulant voir dans la réforme demandée qu'une expérience impossible, condamnée par le raisonnement et la pratique.

Il n'est jamais entré dans la pensée de la plupart des promoteurs, de la réforme, et plus particulièrement des auteurs des décrets du 10 août 1899, d'établir un véritable minimum de salaire légal, fixé d'après les besoins de l'existence. Et pourtant les adversaires n'ont pas manqué d'introduire une confusion et de prêter aux expressions un sens qu'elles n'ont pas. « Ici, disait M. Morisseaux au Conseil supérieur du travail belge, en prononçant un autre mot que le minimum légal, on veut introduire la chose. » En France, au Conseil supérieur du travail, M. Gruet, au début de la séance du 9 décembre 1897, disait : « La solution qu'on nous propose, tendant à faire un pas de plus dans la voie de l'intervention, est entourée d'un tel luxe de précautions, que l'on sent bien l'auteur hanté par la pensée de ne pas effrayer les partisans de la liberté. Mais toutes ces réticences ne peuvent arriver à masquer le but qu'on se propose, c'est-à-dire la fixation d'un taux minimum de salaire que la Commission n'a pas osé ou n'a pas voulu nous

proposer (1). » Plus loin, dans la même séance, au cours de la discussion, M. Jules Many : « C'est la question la plus haute qui se puisse poser, c'est la controverse soulevée depuis un demi-siècle, à savoir si la loi interviendra dans la fixation des salaires.

« Quand on aura admis ce principe pour les adjudications publiques, on sera tout prêt de l'admettre ailleurs, et nous irons tout droit à la fixation d'un minimum de salaire légal (2). »

Comme on le voit, les adversaires de la réforme n'ont eu garde de laisser échapper cette excellente occasion de la combattre facilement, et pour ce faire ils n'ont eu que l'embarras du choix des arguments qui peuvent tous se résumer d'ailleurs dans ces deux mots : impossible et dangereux.

Impossible, car le minimum de salaire légal devra assurer à chaque individu un salaire suffisant à la satisfaction de ses besoins, et quelle variabilité dans les besoins de l'homme même en les réduisant au strict nécessaire pour la conservation de la vie. Célibataire ou marié, robuste ou chétif, jeune ou vieux, etc., etc., autant de causes de variations des besoins, qui différeront encore suivant les régions, les villes, les quartiers, les rues même. On se heurtera donc à des difficultés d'applications inouïes. En supposant qu'on

(1) Compte rendu des séances du Conseil supérieur du travail. 7^e session, p. 42.

(2) *Id.*, p. 48.

arrive à les surmonter dans le pays, il faudrait, pour que la mesure soit efficace, la rendre universelle et internationale, sinon notre industrie sera ruinée par l'étranger. La législation internationale du travail, si elle doit se faire un jour, ne pourrait jamais entrer dans de pareils détails d'application. Supposons qu'elle le fasse, que le minimum de salaire légal universel soit ordonné et qu'il fonctionne, ce sera la pire des mesures, un véritable chaos économique. La hausse du prix général des choses nécessaires à l'existence suivrait immédiatement et infailliblement la hausse générale des salaires qui serait dès lors illusoire, et il faudrait nécessairement fixer un maximum de prix de vente pour les principales denrées.

Ce serait la réédition de la terrible expérience des lois sur le maximum de la Révolution. Ouvrons l'histoire à cette date. Les décrets des 26 juillet, 15 août, 11 et 29 septembre 1793 ordonnèrent aux boutiquiers de mettre en vente journallement et publiquement les marchandises et denrées de première nécessité qu'ils détenaient en établissant un prix au-dessus duquel nul ne pourra les vendre. Ceux qui gardent ces denrées au delà des besoins de leur consommation sont coupables d'accaparement et passibles de mort. Ceux qui les vendent au-delà du prix fixé sont punis de la façon suivante : « Braun, boucher et cabaretier, accusé d'avoir vendu une chopine de vin 20 sous est condamné à une amende de 40.000 francs, à l'emprison-

nement jusqu'à paiement de ladite somme et à être exposé au poteau devant son domicile pendant 4 heures avec cet écriteau : avilisseur de la monnaie nationale. Marie Ursule Schnellin et Marie Schutzmann servante, accusées d'avoir accaparé du lait, la première condamnée au poteau pendant la journée avec la note « accapareuse de lait » tenant d'une main l'argent et de l'autre le pot au lait, la deuxième, servante chez le citoyen Trenner, lui Trenner condamné à une amende de 300 livres payables en 3 jours. Dorothée Frantz convaincue d'avoir vendu 2 têtes de salades 20 sous et d'avoir avili par là la valeur des assignats, condamnée à l'amende de 3.000 livres, à être renfermée pendant 6 mois et exposée au poteau pendant deux heures (1).

Il est évident qu'un pareil tableau cité d'ailleurs au Conseil supérieur du travail belge par l'un des plus violents adversaires des Conditions du travail, M. Morisseaux, est peu rassurant.

Mais on est à côté de la question et beaucoup se sont donné le plaisir facile d'ailleurs de réfuter une thèse présentée sous un jour inexact, prédisant les mêmes excès et les mêmes ruines et exposant tout au long les terribles conséquences d'une mesure dont personne ne demande l'application.

En effet, nous ne sommes pas du tout en présence

(1) Taine, *Origines de la France contemporaine. La Révolution*, Tome III, p. 489.

d'un minimum légal de salaire qui suppose quatre éléments.

1° Fixation, c'est-à-dire détermination officielle et arbitraire, d'un taux des salaires, qu'il plaise ou non aux intéressés.

2° Par l'autorité administrative.

3° D'après les besoins de chaque individu.

4° Impossibilité de faire varier dans le sens de la baisse le taux des salaires au cas où les circonstances économiques l'exigeraient.

Or, dans la garantie du taux normal et courant du salaire accordée aux ouvriers employés à l'exécution des marchés de fournitures et de travaux publics :

1° Il n'y a pas fixation, mais simple constatation, enregistrement si on aime mieux de l'état de choses existant.

2° Ensuite ce n'est pas l'administration qui constate, ce sont les intéressés, patrons et ouvriers ; l'administration n'intervient que pour les départager s'il n'y a pas accord ou pour les contrôler au cas d'une entente frauduleuse devant grever les finances publiques.

3° Ce n'est pas d'après les besoins qu'on détermine le salaire ; mais d'après l'état du marché du travail dans l'industrie en cause pour chaque catégorie d'ouvriers dans la région où s'exécute le travail.

4° Enfin un minimum suppose qu'on ne descendra jamais au dessous du chiffre fixé. Or, puisqu'on se contente d'une simple constatation de fait, il faut bien

admettre la revision au fur à mesure de la marche des événements économiques et le droit à la revision est ouvert en permanence aussi bien dans le sens de la hausse que dans le sens de la baisse.

On voit donc que la thèse du minimum de salaire n'a rien de commun avec la protection du salaire dans les marchés de fournitures et de travaux publics, telle qu'elle a été comprise et organisée dans bien des pays, notamment en France par les décrets du 10 août 1899. Aussi ne saurait-on trop, à notre avis, s'élever contre cette dénomination fausse et dangereuse du : « Minimum de salaire ». Fausse, nous avons dit pourquoi, dangereuse, parce qu'elle fait miroiter aux yeux d'une foule ignorante ou intéressée des espérances chimériques et des promesses impossibles à réaliser. C'est ce qui fut très justement observé au Conseil supérieur du travail belge par M. Morisseaux : « Derrière M. Verhaegen dit-il, il y a des troupes qui ne le suivent pas, qu'il renie ou qu'il ne veut pas voir. » Il faut bien reconnaître que la confusion a été quelquefois facilitée par certains promoteurs de la réforme qui n'ont pas suffisamment précisé les termes du problème à résoudre. C'est ainsi que la motion présentée par M. Verhaegen à la séance plénière du Conseil supérieur du travail belge du 7 novembre 1892, était ainsi conçue (1) : « Y a-t-il lieu d'insérer, à titre

(1) Cette motion était appuyée par 32 sociétés catholiques affiliées à la ligue démocratique belge.

d'essai dans quelques cahiers des charges d'entreprise de travaux publics, l'obligation pour l'entrepreneur de payer aux ouvriers qu'il emploie un *salaire minimum* à déterminer pour chaque métier et dans chaque cas et de se conformer aux stipulations destinées à assurer l'efficacité de cette mesure ? »

C'est pour rompre résolument avec cette tradition fâcheuse que le gouvernement français a évité systématiquement d'employer le mot « minimum de salaire » dans les décrets du 10 août 1899, et les débats de la Chambre qui précédèrent leur publication nous en fournissent la preuve : « Que l'honorable M. Beauregard, dit en effet le ministre du commerce répondant à une interpellation, me permette de lui dire qu'il fait bien involontairement une confusion lorsqu'il prend le salaire courant et normal pour le minimum de salaire... La confusion est si certaine que lorsque je me suis présenté devant la commission du travail auprès de M. le président du Conseil et que j'ai développé en détail les dispositions que nous croyions pouvoir faire figurer dans les décrets, je me suis attiré de la part d'un de mes honorables collègues de ce côté (l'extrême gauche) le reproche de ne pas inscrire dans le cahier des charges et de ne pas obliger l'Etat à insérer dans les cahiers des charges un salaire fixé par lui-même et qui fût vraiment un *salaire minimum*. On m'a reproché de n'aller que jusqu'au

salaire courant et normal (1). » Aussi, devant ces explications, M. Morinaud s'écria : « C'est là votre collectivisme, il n'est pas effrayant ! »

En somme, la thèse du minimum de salaire n'a donc rien de commun avec la protection du salaire dans les marchés de fournitures et de travaux publics, telle surtout qu'elle a été organisée dans certains pays et notamment en France par les décrets du 10 août 1899. La première est une mesure purement socialiste, la seconde est une simple réforme à la fois administrative et économique qui n'a pour but que la suppression d'abus criants et reconnus. Vouloir les confondre est faire acte de parti pris, et on ne peut s'élever avec trop de force contre la tendance de certains esprits qui veulent y voir une concession capitale au collectivisme.

« Une telle attitude, dit à ce sujet M. Baudin, procède d'une méthode politique détestable qui consiste à faire toujours et par principe le contraire de ce que demandent ses adversaires. Il faudrait plaindre un parti qui, au lieu de consulter ses intérêts et ses devoirs, n'aurait pour objectif que de repousser toutes les idées et de détruire dans l'œuf toutes les innovations proposées à son examen par d'autres doctrines. »

Nous éviterons donc à dessein, dans le cours de cette étude, d'employer l'expression « minimum de

(1) Ch. des dép. *Débats parlementaires*. Séance du 4 juillet 1899, page 1814.

salaire » que nous considérons comme fausse et dangereuse pour les raisons exposées plus haut. En revanche, il importe de voir comment nous la remplacerons et quelle est la meilleure formule qu'il convient d'adopter pour préciser le but de la réforme en indiquant les conséquences heureuses qu'on est en droit d'attendre de son application.

Section II. — La garantie du salaire normal et courant.

Quelle est la signification exacte de cette expression « taux normal et courant des salaires » dont l'emploi se répand de jour en jour et quel sens précis faut-il lui attribuer ?

Il n'y a pas là seulement une simple question de mots, comme on pourrait être tenté de le croire, mais bien le résumé de toute une théorie économique et sociale. Cette formule n'a pas d'ailleurs manqué de critiques, les uns l'ont trouvée contradictoire, les plus indulgents lui ont reproché l'obscurité. « La Commission, disait M. Aynard au moment de la discussion du projet de loi à la Chambre des députés, se sert constamment de ce mot « normal ». C'est un de ces mots vagues, indéfinissables, qui correspondent merveilleusement au langage politique, parce qu'on peut les accommoder, passez-moi la simplicité du mot, à toutes les sauces... Dans la législation anglaise, on

s'est bien gardé d'employer le mot « normal », on emploie un mot qui a un sens et que tous les Français peuvent comprendre, le mot « courant ».

« Je comprends très bien ce que veut dire le « salaire courant » tandis que je ne comprends absolument pas ce que veut dire le « salaire normal » (1).

On n'a donc pas toujours compris, faute peut-être d'avoir suffisamment précisé.

Nous nous efforçons donc de le faire en nous aidant de distinctions qui pourront sembler subtiles, mais n'en sont pas moins, à notre sens, indispensables pour se faire une idée exacte de la notion du salaire normal et courant.

Le salaire normal est celui qui est établi en dehors de l'influence perturbatrice des grandes adjudications publiques. « A tort ou à raison, disait M. Baudin, à raison suivant nous, on a pu soutenir que les adjudications et les grands travaux de l'Etat troublaient le cours normal des salaires. Le mot normal exprime donc l'idée qu'il s'agit d'un cours des salaires établi en dehors de l'influence de ces éléments perturbateurs. Il met en relief ce fait que les conditions prévues par la présente loi permettront de considérer le salaire courant comme normal (2). »

(1) Chambre des députés. Séances du 4 mai 1899. *Débats Parlement.* p. 1288 et 1289.

(2) « Rapport fait au nom de la Commission du travail sur les conditions du travail dans les marchés de travaux publics »,

Quant au salaire courant, c'est, est-il besoin de le dire, celui qui est ordinairement en usage pour chaque profession dans la région considérée.

Dans certains cas, le salaire peut donc être courant mais ne pas être normal.

Ainsi dans l'industrie de la chaussure militaire, le salaire ordinaire, courant, est inférieur aux salaires usités dans la chaussure civile parce qu'il a été constamment déprimé par les adjudications successives. C'est un exemple de salaire courant mais non normal dans le cas, le plus fréquent d'ailleurs, d'une baisse artificielle causée par le régime des adjudications. Par contre, il peut y avoir en sens inverse une hausse factice ; ainsi après une grande adjudication de travaux de terrassement, par exemple, qui aura nécessité l'appel d'ouvriers étrangers à la région où s'exécutent ces travaux, les terrassiers du pays étant en nombre insuffisant, le salaire de ces derniers montera ; mais les travaux terminés, la demande de bras étant moindre, il baissera vraisemblablement. Ces ouvriers locaux auront-ils le droit de demander qu'on continue à leur payer le taux pratiqué pendant les travaux de l'adjudication. Non, car là encore, c'était un taux courant mais non normal.

Il était donc indispensable pour éviter toute équivoque de joindre les deux mots « normal » et « cou-

par M. Pierre Baudin, député ; document n° 776, 7^e législature, Session de 1899, page 43.

rant ». Si l'on s'était arrêté au seul mot « courant » on n'eût pas fait faire un pas à la question ou tout au moins on aurait prêté à la confusion.

Le mot salaire courant peut être pris, en effet, dans deux acceptions distinctes. Ou bien c'est celui que l'entrepreneur prétend payer à ses ouvriers même dans les cas des salaires de famine dont nous avons donné des exemples plus haut. Ou bien c'est le salaire habituellement payé par le patron dans le pays où s'exécutent les travaux. Cette dernière interprétation nous semble d'ailleurs la bonne, car, comme l'a très bien fait observer M. Oubert, s'il n'en était ainsi, comment pourrait-il exister un salaire courant, au sens de la première interprétation, dans une région où il n'y a pas eu d'adjudication depuis un certain temps (1).

L'adjonction du mot « normal » est venue préciser le sens du mot « courant » en faisant prévaloir nettement le dernier sens et en empêchant de considérer l'action factice des adjudications sur les salaires comme donnant véritablement l'état du marché du travail.

Mais si l'on n'avait mis que le mot « normal » on eût encore bien davantage prêté à de fâcheuses confusions. On l'aurait pris pour synonyme de salaire

(1) Oubert, *Des conditions du travail dans les adjudications de travaux publics*, p. 177.

minimum, on l'aurait accusé d'être une mesure collectiviste ; et d'autre part on eût ouvert la porte à des mirages décevants pour la classe ouvrière.

Les explications que nous avons données plus haut sur le sens précis et spécial qu'il fallait lui attribuer ne sont pas inutiles en face des vives critiques dont l'emploi de cette expression a été l'objet. Au sein de la commission du travail, quelqu'un proposa d'enlever le mot « normal » comme constituant un pléonasme s'il n'a pas de signification propre, ou comme dangereux, s'il ajoute un sens à la phrase. On a également dit que c'était là une expression bien peu économique pour un décret de cet ordre. Toutes ces critiques viennent de l'idée fausse qu'on s'est fait du mot « normal » qui ne signifie pas du tout ici : juste, équitable mais qu'il faut prendre dans un sens spécial, comme nous l'avons déjà dit (1).

Une opinion, intermédiaire en quelque sorte, entre la théorie que nous venons d'exposer et celle du minimum de salaire, considère le salaire normal et courant comme étant établi, non seulement en dehors de l'influence perturbatrice des adjudications, mais encore, en dehors de toute influence perturbatrice quelle qu'en soit la cause. Ainsi, par exemple ; travail

(1) « Il ne s'agit pas ici d'un tarif minimum de salaires calculé sur une appréciation des besoins de l'individu ou sur une estimation à forfait de ses droits dans les bénéfices, — Baudin *Rapport*, page 42.

dans les prisons ou les ouvriers, main-d'œuvre féminine dans certaines conditions à domicile, grandes calamités publiques : inondations, épidémies, guerres. Dans tous ces cas, on se trouverait en présence d'un salaire courant, mais non normal. « Il faut remarquer, dit à ce sujet M. Mazoyer, que le salaire normal doit être déterminé, abstraction faite des salaires payés aux vieillards et aux ouvriers trop jeunes. En outre, il appartiendra aux commissions administratives de se refuser à enregistrer des salaires de famine : il serait évidemment contraire à l'esprit des décrets d'accepter les salaires insuffisants qui existent dans certaines professions par suite, par exemple, de l'influence du travail des prisons ou des salaires d'appoint dont se contente souvent la main-d'œuvre féminine ; de tels salaires ne sauraient être considérés comme normaux (1). »

Nous estimons que cette théorie formellement contraire à celle du rapport de M. Baudin, n'est pas celle des décrets du 10 août 1899, qui s'en sont inspirés.

Pour nous, le mot *normal* exprime l'idée qu'il s'agit d'un cours des salaires établi en dehors de l'influence de ces éléments perturbateurs qui sont les adjudications et les grands travaux publics, mais seu-

(1) Mazoyer, *Les conditions du travail sur les chantiers de la ville de Paris* 2^e édition, p. 425.

lement en dehors de ces éléments. Les décrets portent d'ailleurs l'obligation de payer un salaire normal *égal* au taux courant.

Il y avait donc nécessité d'employer les deux mots à la fois, l'expression : « salaire courant » étant insuffisante et l'expression « salaire normal » fausse et dange-reuse.

Il ne faut pas chercher à séparer ces deux termes qui se complètent l'un par l'autre et en remplaçant les mots par leur définition nous dirons que : le salaire normal et courant est celui qui est ordinairement usité dans la profession et la région considérée, abstraction faite des taux de salaires pratiqués dans les travaux publics.

Ainsi précisé, le sens de cette formule est donc tout différent de ceux qu'on a voulu lui donner. Ce n'est pas là, en effet, la théorie du salaire telle qu'elle a été énoncée par Léon XIII. « Que le patron et l'ouvrier fassent donc tant et de telles conventions qu'il leur plaira, a dit le Pape dans son Encyclique sur la condition des travailleurs, qu'ils tombent d'accord notamment sur le chiffre du salaire ; au-dessus de leur libre volonté, il est une loi de justice naturelle plus élevée et plus ancienne, à savoir que le salaire ne doit pas être insuffisant à faire subsister l'ouvrier sobre et honnête (1). » Le salaire normal et courant n'est donc

(1) Encyclique *Rerum novarum*, 15 mai 1891.

pas le juste salaire suivant l'idée du Pape, puisqu'il doit enregistrer purement et simplement le cours de la main-d'œuvre dans l'industrie en cause. En faut-il conclure que l'idée de justice en est écartée ? Non, et qu'il suffise à ce sujet de citer les définitions du juste salaire d'après les théologiens.

Un jésuite, le P. Lessius qui vivait à la fin du xvr^e siècle et professa la philosophie à Douai, puis la théologie à Louvain, pose dans son traité *De jure et justitia*, Livre II chapitre xxiv cette question : Quel est le juste salaire de l'ouvrier, du serviteur et du fonctionnaire ?

Il répond : « On répute juste le salaire qui se donne généralement dans la localité pour un travail identique aux ouvriers, serviteurs ou fonctionnaires. » Il suffit d'ailleurs, observe-t-il, de se tenir entre les limites maxima et minima établies par l'usage. Cette opinion est également celle du cardinal De Lugo (1) : « On considère, dit-il, comme juste le salaire qui atteint le chiffre minimum payé dans la localité aux mêmes personnes pour un travail identique. » Reiffenstuel, canoniste du xviii^e siècle, prêche la même doctrine :

« Régulièrement, dit-il, on considère comme juste le salaire qui, eu égard à la coutume locale, à l'offre et à la demande, correspond au travail fait d'après

(1) *De Justitia et Jure Disputatio*, 29, Sect. 3.

l'avis d'un expert (1). » Et M. Théry, commentant cette opinion, la résume ainsi :

« Payez-vous le salaire courant que l'on paie dans la région pour un travail identique ? Ce salaire s'est-il librement établi ? Oui, vous êtes en règle et en toute sûreté de conscience (2). »

N'est-ce pas là, à peu de chose près, le salaire normal et courant et n'y a-t-il pas des rapprochements curieux à faire entre ces anciennes définitions et la formule moderne des décrets du 10 août 1899 ? Celle-ci n'est-elle pas la mise en pratique de la théorie de la liberté contractuelle, chère aux économistes orthodoxes ? « Tout salaire obtenu par un libre débat entre l'ouvrier et l'employeur est naturel et normal. Or, ce salaire ainsi obtenu est le salaire courant ou prix courant du travail (3). »

Le juste salaire minimal absolu est égal, d'après la doctrine de l'Encyclique, à la subsistance journalière de l'ouvrier dans les conditions normales. La formule en est contenue tout entière dans cette équation :

Salaire minimal = Force travail = Subsistance. Il y a donc un minimum de droit, d'après cette doctrine. Suivant les économistes, au contraire, le salaire correspondant à la subsistance de l'ouvrier est le prix moyen et normal du travail. C'est un minimum au-dessous

(1) *Jus canonicum universum*, lib. III, titre 18.

(2) *Exploiteurs et salariés*, p. 111.

(3) Joseph Garnier, *Traité*, n° 393, p. 497.

duquel la classe ouvrière disparaîtrait. Il y a là un minimum de fait. Le salaire normal et courant n'est pas un salaire minimum fixé une fois pour toutes et en dessous duquel on ne peut descendre, puisqu'il est sujet à revision. C'est donc un salaire minimum tout relatif.

Il n'y a pas là une mesure antiéconomique. Il ne s'agit pas de bousculer la loi de l'offre et de la demande, mais d'enregistrer le cours officiel des salaires pour en empêcher le dérèglement dans certains cas. Les économistes les plus orthodoxes admettent qu'en matière d'intervention de l'Etat, celui-ci doit agir toutes les fois qu'il y a un abus à réprimer. Ici, il ne s'agit que de protéger les ouvriers contre certains abus scandaleux de rabais dans les adjudications, et d'établir pour eux un traitement égal pour un travail égal. C'est l'application de la formule des Trades Unions anglaises : Rémunération identique pour identique effort.

La théorie du salaire normal et courant n'a donc rien de subversif, et on l'a appelée collectiviste à tort. « Il n'y a pas à se demander, a dit M. Bazire, si telle mesure est socialiste ou si elle ne l'est pas, mais bien si elle est juste ou injuste, bonne ou mauvaise, et ceux que poursuivrait malgré tout la hantise d'une concession faite aux socialistes doivent se rappeler qu'un parti devient fort, bien moins par les droits légitimes qu'on lui accorde que par ceux qu'on lui refuse (1). »

(1) Bazire, *Des Conditions du Travail imposées aux Entrepreneurs dans les Adjudications de Travaux publics*, p. 178.

CHAPITRE IV

OBJECTIONS PRÉSENTÉES AU PRINCIPE ET A L'APPLI- CATION DE LA PROTECTION DU TAUX DES SALAIRES DANS LES MARCHÉS DE FOURNITURES ET DE TRA- VAUX PUBLICS.

Section I. — Atteinte à la liberté des contrats.

Toute l'économie politique, a-t-on dit, est basée sur la loi de l'offre et de la demande ; vouloir y toucher c'est se heurter à une force supérieure et toutes les tentatives faites par l'Etat dans ce sens sont condamnées à un échec certain. En obligeant les entrepreneurs de travaux publics à payer un salaire déterminé à leurs ouvriers, on viole la liberté des contrats et on méconnaît la loi de l'offre et de la demande qui doit seule présider aux rapports d'échange entre salariés et capitalistes sur le marché du travail.

Mais d'abord, il faut remarquer qu'il y aurait lieu de faire bien des réserves sur cette prétendue intangibilité de la loi de l'offre et de la demande surtout en matière de travail. Tous les jours on y fait des exceptions contre lesquelles personne ne s'insurge. Trouve-

t-on que les tarifs de salaires imposés par la volonté de grandes associations professionnelles comme les Trades Unions anglaises faussent la loi de l'offre et de la demande? Certes nous sommes loin de nier le caractère des lois économiques; mais au contraire des lois mathématiques qui s'imposent nécessairement et fatalement à la volonté de l'homme, celui-ci peut agir sur les premières et en modifier les effets bons ou mauvais de même qu'il peut, dans une certaine limite, s'opposer aux forces physiques naturelles, suspendre leurs effets quand ils sont néfastes et les plier à sa volonté en vue de son bien-être. Toute la législation du travail dans ces dernières années en est la preuve.

Mais admettons un instant les idées des partisans les plus absolus du « laissez faire, laissez passer ». En quoi la garantie du salaire normal et courant pratiquée sagement y porte-t-elle atteinte? Cette juste réforme a été confondue avec la fixation d'un minimum de salaire par les pouvoirs publics, faite par conséquent sans l'intervention des co-contractants. En réalité, il ne s'agit pas de bousculer la loi de l'offre et de la demande, il s'agit simplement de sanctionner par l'intervention administrative l'accord des deux parties en présence : acheteurs et vendeurs de force-travail. En quoi voit-on là une violation de la liberté des contrats et ne sommes-nous pas ici au contraire en présence d'un véritable contrat synallagmatique? d'autant plus que cet enregistrement officiel de la

libre convention des co-contractants étant sujet à revision en permanence, suivant les grandes oscillations du salaire, rien ne sera changé. On aura seulement supprimé un abus et il n'y aura plus deux classes d'ouvriers, les uns travaillant pour l'industrie générale et touchant un salaire raisonnable, les autres travaillant pour l'Etat avec un salaire réduit.

On a encore dit : l'Etat viole la liberté individuelle et il ne doit pas s'immiscer dans les rapports du capital et du travail. C'est toujours la vieille querelle de l'interventionisme. Pourquoi l'Etat n'aurait-il pas le droit d'imposer telle clause qu'il lui plaît dans ses marchés, surtout quand il s'agit de la classe la plus nombreuse et la plus intéressante. J'ai le droit d'empêcher un entrepreneur de travailler chez moi le dimanche, s'il ne veut pas accepter je ne l'oblige pas à travailler pour moi ; personne n'est forcé d'accepter une condition qui ne lui plaît pas. La liberté est donc respectée ; mais bien plus elle l'est doublement puisque ce sera l'entrepreneur ou ses représentants qui fixera lui-même le salaire d'accord avec l'ouvrier au moyen des ententes syndicales ou des commissions mixtes. Mais, même si l'Etat fixait d'office les salaires dans ses marchés, il en aurait le droit vis-à-vis de ses entrepreneurs. Tous les jours nous voyons l'administration imposer dans ses travaux la fourniture de certains matériaux qui devront avoir une provenance déterminée et sont par conséquent tarifés à un prix fixé à l'avance.

On alloue sur ce prix une remise à l'entrepreneur pour constituer son bénéfice et le couvrir de ses frais généraux (1). L'administration pour ne pas être trompée surveille l'achat des matériaux par l'adjudicataire, se fait représenter les lettres de voiture, etc. Pourquoi n'en serait-il pas de même pour le salaire représentant l'achat de la force-travail, qui, acquise à bas prix entraîne autant, sinon plus, de malfaçons que la mauvaise qualité des matériaux.

Bien plus, l'Etat n'a pas seulement ce droit il en a le devoir. L'importance des travaux exécutés par les diverses administrations publiques en France est considérable et influe certainement sur le marché. La Ville de Paris exécute environ une centaine de millions de travaux tous les ans. Les fournitures que les seuls ministères de la Guerre et de la Marine commandent à l'industrie privée atteignent un chiffre bien autrement élevé encore. Les rabais d'adjudication consentis par les entrepreneurs tendent à la dépréciation du salaire et influencent fâcheusement le marché du travail. En outre, le caractère officiel des prix payés par les administrations publiques a une très grande importance au point de vue de l'exemple. Dans une contestation entre employeur et employé, s'il existe un tarif pour un travail analogue fait au

(1) 10 0/0 généralement. — (*Série de la ville de Paris*. Edition 1882.)

compte d'une administration on s'y référera toujours pour trancher le différend. On sait le rôle important qu'a joué à ce point de vue la Série des prix de la Ville de Paris. Enfin il y a l'influence morale de l'Etat. Tout cela ne constitue-t-il pas un ensemble de raisons suffisantes pour que les pouvoirs publics considèrent comme un devoir la garantie du salaire normal et courant accordée à leurs ouvriers.

Quant aux arguments juridiques qui ont fait la base des arrêts du Conseil d'Etat rejetant comme illégal le principe de la réforme, nous n'avons pas à en nous occuper : les décrets du 10 août 1899 les ont réduits à néant en tranchant légalement la question.

Section II. — Difficultés d'application

Etant admis que la constatation du taux normal et courant sera faite par l'accord des intéressés patrons et ouvriers, examinons maintenant l'objection qui voit encore des difficultés insurmontables d'application dans l'établissement des bordereaux de salaires, par les syndicats patronaux et ouvriers ou à leur défaut par les Commissions mixtes.

On a dit : Comment pouvez-vous prévoir les mille détails d'application d'une industrie ; il faudra tout indiquer, tout enregistrer, supposer d'abord pour cela des hommes connaissant admirablement le métier, ensuite entrer dans tous les détails de la fabrica-

tion, prévoir la division du travail presque à l'infini, établir un tarif d'équivalence entre le travail à la tâche et le travail à la journée, etc., etc.

D'abord il faut bien remarquer que pour une grande partie du travail dans certaines professions ou certaines catégories d'ouvriers, il n'y aura lieu de prévoir que le salaire à la journée. Dans ce cas, les objections de complication qui, dit-on, rendent impossible l'établissement d'un bordereau de salaires tombent d'elles-mêmes. De même qu'à la Série de la Ville de Paris ou à celle de la Société Centrale des Architectes, l'heure de travail pour chaque profession du bâtiment est prévue, de même fera-t-on pour les autres industries : habillement, alimentation, etc. Rien de plus simple, un seul chiffre à inscrire (1). Mais où l'objection peut se présenter avec une apparence spécieuse, c'est quand il s'agit d'établir le bordereau des salaires pour le travail aux pièces. Tout d'abord pourrait-on se dispenser de déterminer le salaire à la tâche, autrement dit les bordereaux pourraient-ils ne comprendre que des prix à la journée ?

Non certainement d'après les décrets du 10 août

(1) C'est ce qu'on a fait pour la profession du bâtiment à Paris. Voir à ce sujet l'arrêté du ministre du commerce du 15 décembre 1899 auquel est annexé un bordereau constatant les salaires couramment appliqués et la durée normale du travail en usage à Paris dans les différentes professions de cette industrie à la date du 1^{er} novembre 1899.

1899. « Il est incontestable que l'administration ne saurait intervenir dans le mode de distribution du travail propre à chaque entreprise et annexer à chaque cahier des charges un bordereau visant tous les modes de rémunération qui se peuvent rationnellement concevoir. Mais d'autre part, s'il existe des salaires aux pièces d'un usage courant dans une région, usage constaté dans les formes prévues à l'article 3, il serait contraire à la lettre et à l'esprit du décret de ne pas les inscrire aux bordereaux. Dès lors, il paraît indispensable d'établir la distinction ci-après : Lorsqu'il existe pour des travaux aux pièces un tarif bien défini et couramment usité dans la région, l'administration devra inscrire ce tarif dans les bordereaux sous les garanties exigées par l'article 3. L'ouvrier n'aura point alors le droit d'exiger l'application d'un prix fixé à l'heure ou à la journée, puisque le prix de son travail aux pièces aura été établi dans les bordereaux suivant un tarif reconnu normal et courant. Dans le cas contraire, l'entrepreneur ou le fabricant restant libre d'ailleurs d'établir chez lui tel mode de rémunération du travail qui lui paraîtrait le plus convenable, le salaire moyennement gagné par un ouvrier en un temps donné ne devra pas être inférieur au salaire courant à l'heure ou à la journée inscrit sur les bordereaux (1). »

(1) « Instructions générales du ministère du commerce relatives à l'application du décret du 10 août 1899 », p. 7.

On objecte encore : comment pourrez-vous établir un bordereau de salaires complet, puisque vous ne pourrez, bien entendu, prévoir les progrès industriels et par conséquent les modifications de salaires qu'entraînera nécessairement la transformation de l'outillage. Mais la difficulté peut être facilement tournée ; il suffit, dans ce cas, de laisser à l'entrepreneur l'initiative de la modification nécessaire. Il sait mieux que personne quel chiffre il peut fixer pour établir son prix de revient. D'un autre côté, l'ouvrier sait combien il gagnait avant, il saura réclamer s'il voit que le nouveau système le désavantage et dans ce cas on revisera le bordereau conformément aux prescriptions du décret du 10 août 1899. C'est la solution qui a été adoptée par la commission mixte de patrons et d'ouvriers chargée d'établir le bordereau des salaires applicable à la confection de la chaussure militaire à Paris : « L'entrepreneur pourra changer ou modifier son matériel mais il devra, dans ce cas établir un « tarif d'équivalence » de manière à ce que l'ouvrier reçoive toujours un salaire au moins égal à celui de la catégorie dans laquelle il est classé (1). »

C'est la même opinion qui a inspiré ce nota figurant en tête du bordereau annexé au cahier des charges de la fourniture des effets de grand équipement pour

(1) Bordereau établi le 15 décembre 1899 et joint au cahier de charges pour la fourniture des chaussures nécessaires aux troupes du gouvernement militaire de Paris de 1900 à 1905.

l'armée dans la région de Paris : « La série des opérations portée au présent bordereau n'a rien d'absolu, elle peut varier suivant l'organisation du travail, dans chaque entreprise, à la condition de maintenir pour des travaux de même nature, l'équivalence des salaires avec ceux du bordereau. » C'est donc toujours l'application de la fameuse formule dont nous avons déjà parlé qui fait à la fois la force et la principale revendication des Trades Unions anglaises : identique rémunération pour identique effort.

Quant aux détails d'application eux-mêmes, il ne semble pas impossible jusqu'ici d'en surmonter les difficultés, réelles d'ailleurs. Un bordereau établi très rapidement et pour la première fois ne sera peut-être pas parfait, mais l'expérience en montrera bien vite les lacunes ou les erreurs qu'une sage revision fera disparaître. Bien qu'en cette matière, l'expérience soit de fraîche date en France, les résultats à cet égard sont indiscutables. L'application des décrets du 10 août 1899 se poursuivant régulièrement et pour des industries aussi diverses que possible en est la preuve (1).

(1) Qu'il nous suffise de citer un exemple pour montrer jusque dans quels détails infimes de fabrication peut descendre un bordereau de salaires :

Salaires à payer aux ouvriers pour :

Coupe de la doublure d'une capote d'infanterie

Dossage de la toile	0fr,005
Matelassage	0 ,006
Coupe	0 ,007

N'avons-nous pas d'ailleurs, à ce sujet, l'exemple probant de l'étranger ? L'établissement de bordereaux de ce genre est l'un des principaux buts des Trades Unions en Angleterre.

L'industrie du coton du Lancashire a des salaires déterminés par des tarifs fort compliqués qu'on est obligé de faire établir par des spécialistes aux gages des associations professionnelles. Ainsi la liste des prix pour la filature du district de Bolton forme une brochure de 85 pages (1).

De même pourrions-nous citer l'expérience faite dès 1885 par la Fédération des brodeurs de la Suisse orientale. Dans la confection de leurs tarifs, il a été tenu compte des mille cas divers de la pratique, même des inégalités provenant de l'exécution des dessins de broderie plus ou moins avantageux pour l'ouvrier suivant leur complication.

Roulage	0 ,006
Toile de collet { Matelassage	0 ,0003
{ Coupe	0 ,0003

Coupe de la doublure d'un pantalon d'infanterie

Dossage de la toile	0fr,0015
Roulage	0 ,0025
Matelassage	0 ,0017
Coupe	0 ,0015
Toile du bas { Matelassage	0 ,0002
{ Coupe	0 ,0002

(Extrait du bordereau de salaires dressé par la commission mixte de patrons et d'ouvriers pour être joint au cahier de charges de l'entreprise des fournitures d'habillement militaire pour Paris.)

(1) Sydney et Béatrice Webb, *History of Trade Unionism*, p. 293.

Section III. — De l'élimination des demi-ouvriers.

Nous arrivons à une objection dont l'importance a été, à notre avis, considérablement grossie à tort. On a dit et redit qu'en obligeant les entrepreneurs à payer des salaires déterminés comme nous l'avons exposé, ceux-ci allaient immédiatement renvoyer de leurs chantiers les ouvriers médiocres, vieux ou infirmes auxquels on paie un salaire réduit pour une besogne évidemment inférieure. Tous ces « glaneurs du travail », suivant la pittoresque expression de M. Harzé au Conseil supérieur du travail belge, vont donc se trouver sans emploi et obligés de recourir à l'Assistance publique, solution d'autant plus fâcheuse que ce sont les plus intéressants. Il faut reconnaître que présentée ainsi l'objection a sa valeur. « Prenez garde, Messieurs, a dit M. Gruet, qu'à un minimum de salaire imposé aux patrons, ceux-ci ne répondent en exigeant de leurs ouvriers un maximum d'efforts, et alors se fera une sélection au détriment des plus faibles et des plus âgés. Jamais vous ne pourrez exiger le paiement d'une place de paradis au prix d'un fauteuil d'orchestre ; jamais vous ne pourrez imposer à un patron le paiement d'une main-d'œuvre supérieure à des ouvriers âgés ou malhabiles. » A salaire égal le patron préférera évidemment un ouvrier d'élite à

son camarade inférieur. La théorie de la productivité du travail des économistes ne nous enseigne-t-elle pas que le salaire est directement proportionnel au travail de l'ouvrier ?

Mais en fait c'est un mal qui a toujours existé. Dans le passé, certains patrons ont-ils eu besoin de cela pour remercier de vieux ouvriers ? « De nombreux exemples ne sont-ils pas à la connaissance de tous, a dit M. Keüfer, pour démontrer que trop souvent on se débarrasse de vieux travailleurs pour n'en avoir pas la charge et que de ce fait, on provoque le détachement, l'indifférence lorsque ce n'est pas la haine de l'ouvrier contre telle injustice ? » Bien plus, le cahier des clauses et conditions générales des ponts et chaussées contient une disposition autorisant les ingénieurs à renvoyer des chantiers les ouvriers incapables, inhabiles ou inexacts au travail. Personne ne s'est jamais élevé contre cette disposition.

Il faut cependant reconnaître que l'application trop stricte de la garantie du salaire normal et courant aurait pour effet habituel d'exclure les demi-ouvriers des chantiers de l'Etat, des départements et des communes ; la situation des jeunes ouvriers, des vieillards et des écopés serait ainsi singulièrement aggravée. L'expérience faite à ce sujet à l'étranger nous en fournit la preuve notamment en Angleterre et en Belgique. « Un des inconvénients du système est d'écarter des entreprises certains ouvriers moins aptes que d'autres

par défaut de force, d'adresse, grand âge, etc. (1). » En Angleterre, la « Résolution » du 13 février 1891 a eu pour résultat de supprimer l'embauchage, à prix réduit des vieux soldats et des soldats de réserve, comme aussi de tous les ouvriers incompetents (2).

Il a donc fallu prendre des mesures spéciales pour parer à cet inconvénient. C'est ce qui a eu lieu en Belgique notamment ; dans la Flandre Orientale l'entrepreneur peut payer un salaire spécial aux demi-ouvriers. Une mesure bonne en elle-même ne doit pas entraîner des conséquences funestes pour les hommes que leur âge ou leur développement physique placent en état d'infériorité sur leurs camarades sans toutefois les laisser à la charge de l'Assistance publique. Il est bien entendu toutefois que nous ne tenons pas compte ici de ceux qu'on a appelé les « invalides du travail » et qui, vraiment infirmes ou malades au point de ne pouvoir travailler utilement, sont employés par charité.

C'est à la maison de retraite ou à l'hospice qu'ils doivent s'adresser et non à une entreprise de travaux publics.

(1) « Rapports des Ingénieurs en chef belges, directeurs des ponts et chaussées », cités par M. Bazire, p. 131.

(2) Déposition de M. Alfred Major, directeur des contrats au ministère de la Guerre, à la Commission d'enquête parlementaire sur l'application du minimum de salaire dans les travaux de l'Etat, ordonnée par la Chambre des communes en 1896.

Voir également sur ce sujet un article de l'Argus de Melbourne cité par le *Journal des Economistes*, août 1897, p. 226.

Les dispositions prises en France pour empêcher l'élimination des demi-ouvriers sont entrées dans autant de détails que celles prises à l'étranger, et ce en vue de prévenir les abus possibles.

Rien n'empêcherait, en effet, dans l'application, un entrepreneur peu scrupuleux de classer d'office les 9/10 de ses ouvriers dans la catégorie inférieure et de ne leur donner de ce fait qu'un salaire réduit autorisé pour ceux qui y rentrent véritablement ; libre à eux d'accepter ou non. La protection des salaires eût été ainsi rendue illusoire. Toutefois, il convient d'établir une distinction à ce sujet.

L'instruction du ministère de la Guerre du 21 août 1899 pour l'application du décret du 10 août de la même année sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom de l'Etat donnait les indications suivantes : « Chaque profession pourra comporter, s'il y a lieu, et suivant les usages locaux, deux ou plusieurs catégories, de manière que l'entrepreneur puisse classer ses ouvriers dans chacune d'elles suivant leur aptitude professionnelle ; mais le taux normal du salaire de chacune de ces catégories étant déterminé, l'Administration n'aura pas à s'immiscer dans le contrat à intervenir entre l'entrepreneur et l'ouvrier relativement à la catégorie dans laquelle ce dernier pourra être rangé. De même l'entrepreneur restera libre de payer un taux supérieur, ou de faire exécuter le travail à la tâche, pourvu que, dans ce cas, le gain journalier

de l'ouvrier soit au moins égal au taux prévu pour sa catégorie. » Mais une instruction complémentaire du même ministère et datée du 3 octobre 1899 a modifié cette interprétation. Il faut entendre par là, dit-elle, que dans chaque profession on devra distinguer les ouvriers ou compagnons et les aides et que chaque profession pourra, en outre, être subdivisée en autant de spécialités distinctes qu'en consacrent les usages locaux, chacune de ces spécialités pouvant recevoir des salaires différents. Mais, sauf dans les cas prévus au dernier alinéa de l'article 3 du décret, on ne saurait admettre que l'entrepreneur puisse rétribuer à des taux différents, des ouvriers employés à des travaux identiques.

C'est d'ailleurs la doctrine qui ressort des circulaires du ministère du Commerce où est posée nettement cette question : « Chaque profession doit-elle comporter 2 ou plusieurs catégories de manière que l'entrepreneur puisse classer ses ouvriers dans chacune d'elles, suivant leurs aptitudes professionnelles ? »

Formulée avec cette généralité, l'interprétation permettrait, dit-elle, d'établir des distinctions contraires à l'esprit du décret. Certes, il est bien conforme au décret de subdiviser chaque profession en autant de spécialités distinctes qu'en consacrent les usages locaux, et de prévoir, pour chacune de ces spécialités, un salaire différent, suivant ces mêmes usages. Il est naturel également et conforme à l'usage de distinguer, dans

certaines professions, les ouvriers ou compagnons et les aides. Mais il serait contraire, par exemple, aux prescriptions du décret de prévoir des taux de salaires à la journée différents pour rétribuer, suivant leurs aptitudes professionnelles, des ouvriers employés à des travaux identiques. Qui sera juge, en effet, sinon l'entrepreneur lui-même, de ces aptitudes professionnelles, et quelle garantie sérieuse resterait dès lors à l'ouvrier pour le paiement du salaire normal et courant ?

La seule dérogation à ces règles précises, est stipulée par l'article 3, dernier alinéa, pour les ouvriers que leurs aptitudes physiques mettent dans une condition d'infériorité notoire sur les ouvriers de la même catégorie.

C'est bien, en effet, le sens du texte du § 4 de l'article 1 du décret du 10 août 1899 qui oblige l'entrepreneur à : « payer aux ouvriers un salaire normal égal pour chaque profession et dans chaque profession pour chaque catégorie d'ouvriers au taux couramment appliqué dans la ville ou la région où le travail est exécuté. »

Que faut-il toutefois entendre par région ? Lorsque les travaux s'exécutent dans une ville assez importante pour qu'il y ait un salaire normal et courant des catégories d'ouvriers appelées à y coopérer, le décret dit expressément : salaire courant dans ladite ville. Mais, en dehors de ce cas, il emploie l'expression forcément

vague de « région ». Ce ne sont donc pas seulement les communes où s'exécutent les travaux adjugés, mais aussi les communes voisines, et, en général, toute la portion de territoire pour laquelle les conditions de travail sont identiques ou à peu près. Suivant les cas, et suivant l'importance des travaux, cette dénomination comprendra une ou plusieurs communes, un ou plusieurs cantons, un ou plusieurs arrondissements.

On a donc confondu aptitude professionnelle avec aptitude physique, et de tout ceci ressort que c'est improprement qu'on a voulu ranger les ouvriers d'une habileté moindre que celle de leurs camarades dans les demi-ouvriers.

Cette question des aptitudes professionnelles étant ainsi tranchée, celle des aptitudes physiques a été résolue formellement, comme nous l'avons dit, par le § 6 de l'article 3 ainsi conçu :

« Lorsque l'entrepreneur aura à employer des ouvriers que leurs aptitudes physiques mettent dans une condition d'infériorité notoire sur les ouvriers de la même catégorie, il pourra leur appliquer exceptionnellement un salaire inférieur au salaire normal. La proportion maxima de ces ouvriers, par rapport au total des ouvriers de la catégorie, et le maximum de la réduction possible de leurs salaires seront fixés par le cahier des charges (1). »

(1) La Commission administrative instituée à la Préfecture de

La Belgique et quelques autres pays sont entrés à cet égard dans une autre voie et au lieu du système de la proportionnalité du nombre des demi-ouvriers, ont adopté celui de la limite d'âge. Ils ont précisé, avec détail, le moment à partir duquel un travailleur doit être rangé dans la catégorie spéciale dont il s'agit. Mais nous pensons que cette réglementation trop détaillée a plus d'inconvénients que d'avantages pour ceux qu'elle veut protéger.

Section IV. — De la hausse générale des prix.

Quelle situation va-t-on faire à notre industrie qui lutte déjà péniblement contre la concurrence du dehors, out dit les adversaires de la réforme ? En augmentant les salaires, vous augmentez les prix de revient et nos industriels, ne pouvant combattre à armes égales, seront obligés de fermer leurs usines, ou même de porter leurs capitaux chez nos voisins : « Quand vous aurez élevé artificiellement le taux des

la Seine pour l'application des Conditions du travail dans les travaux du département de la Seine et de la Ville de Paris a, dans sa séance du 23 octobre 1899, décidé que le salaire inférieur, payé dans ces conditions aux ouvriers que leurs aptitudes physiques mettent en état d'infériorité notoire sur les ouvriers de la même catégorie, devait représenter au moins les $\frac{4}{5}$ du salaire normal (80 %).

La proportion maxima de ces ouvriers à salaire moindre ne pourra excéder un cinquième (20 %) du nombre total d'ouvriers de la même catégorie.

salaires, disait M. Jules Many au Conseil supérieur du travail, vous aurez rendu impossible la lutte contre la concurrence étrangère, et notre exportation déjà si menacée sera irrémédiablement perdue. »

Tout d'abord, on peut répondre que cette objection, comme bien d'autres d'ailleurs, tombe à côté. Il ne s'agit pas d'élever artificiellement les salaires ni de les élever d'une façon générale. Il s'agit seulement d'en empêcher l'avilissement, comme nous l'avons déjà dit, en s'opposant à ce que les entrepreneurs de travaux de l'Etat paient leurs ouvriers moins cher que s'ils travaillaient pour les particuliers. L'objection pourrait avoir sa valeur si on avait adopté la notion du salaire minimum à côté de celle du salaire courant comme l'avait demandé M. Vaillant à la Chambre des députés. Mais cette opinion qui n'a pas prévalu, d'ailleurs, n'eût cependant pas, si elle eût été adoptée, entraîné les conséquences qu'on s'est plu à lui prêter. L'Etat, en effet, ne peut s'adresser, pour l'exécution de ses travaux, qu'à l'industrie nationale. Si on augmente les prix de revient en élevant les salaires, cela ne modifiera en rien l'importance des commandes de l'Etat puisqu'il ne peut les porter ailleurs et s'adresser à l'étranger. Nos industriels, luttant ainsi à l'abri d'un véritable monopole plus efficace que n'importe quel tarif protectionniste ou même prohibitionniste, ne peuvent donc être désavantagés.

Le même raisonnement s'applique aux départe-

ments, communes et établissements de bienfaisance, bien qu'il n'existe ici que la faculté et non plus l'obligation, comme pour l'Etat, d'introduire dans les cahiers des charges la clause de garantie du salaire normal et courant pour les ouvriers employés à l'exécution de leurs travaux. Si ces administrations jugent à propos d'introduire cette clause, on peut être sûr qu'elles n'en annihileront pas les effets en portant leurs commandes à l'étranger, au détriment de l'industrie nationale.

En outre, on peut répondre que rien ne sera changé dans la lutte économique entre nations, puisqu'on se trouve ici en présence, dans une certaine mesure, d'une sorte de législation internationale du travail. Comme nous le verrons plus loin, la plupart des pays étrangers ont appliqué les mêmes mesures, et nous n'avons eu qu'à les imiter. Bien plus, les peuples dont nous avons le plus à redouter la concurrence industrielle, l'Angleterre et les Etats-Unis sont des pays à hauts salaires où le prix de revient devrait être trop élevé par conséquent pour lutter avec nous. L'Allemagne d'ailleurs suit ce mouvement, et ces pays ont été les premiers à faire cette réforme que nous sommes en France les derniers à appliquer, comme trop souvent malheureusement en matière économique et sociale.

Une autre conséquence de la prétendue hausse générale des prix de revient serait, dit-on, la hausse

correspondante et nécessaire du prix de la vie. L'ouvrier recevra un salaire plus élevé, mais il dépensera plus. Qu'y aura-t-il gagné ?

Remarquons d'abord que cet argument ressemble singulièrement à celui qui repousse la réforme en la confondant volontairement avec le minimum légal de salaire dont nous avons parlé plus haut. Aussi, pour être logique, devrait-on aboutir aux mêmes conséquences et nous faire entrevoir le spectre de l'Etat fixant par une loi le maximum du prix de vente des principales denrées, renouvelant ainsi le chaos économique de la Révolution.

Mais on suppose toujours que le salaire doit s'élever et que le but de la réforme est sa hausse à tout prix. Nous avons déjà dit combien cela était inexact. Il s'agit simplement de faire disparaître les inégalités de salaire pour un même travail en se basant sur les salaires de l'industrie privée. Supposons cependant que le fait se produise ; les ouvriers, travaillant pour l'Etat, touchent désormais un salaire beaucoup plus élevé que leurs camarades de l'industrie privée. Quelle conséquence cela aura-t-il sur le prix des choses nécessaires à la vie, puisqu'il s'agit d'objets dont l'Etat est le seul consommateur ? En quoi l'ouvrier sera-t-il atteint par la hausse d'un objet dont il n'a pas besoin ; croit-on, par exemple, que l'élévation des prix payés par l'Etat pour ses fournitures d'habillement militaire amènera la hausse du prix du vêtement en général ?

On dit encore : votre mesure va agir indirectement et par voie de réaction sur le cours général des salaires. Les ouvriers de l'industrie privée demanderont des salaires égaux à ceux de leurs camarades qui sont privilégiés en travaillant pour l'Etat. Mais cela suppose toujours une hausse artificielle en faveur de ces derniers, hausse qui n'a pu se produire que parce que le bordereau des salaires aura été mal établi et entaché d'erreur. On ne sera plus, dans ce cas, en présence d'un salaire courant, et on fera une revision qui rétablira l'équilibre.

Nous comprendrions toutefois l'objection si la garantie du salaire normal et courant devait s'appliquer à tous les travaux ou fournitures dont peut avoir besoin l'Etat ; mais nous verrons comment cette difficulté a été tournée. La mesure ne s'applique, en effet, qu'aux objets pour lesquels on ne saurait prévoir d'autre acquéreur normal et régulier que l'Etat.

Section V. — Délimitation du champ d'application.

La plus grave objection élevée contre la garantie du salaire normal et courant dans les marchés de fournitures et de travaux publics, est certainement la difficulté de savoir exactement à quels ouvriers doit s'appliquer cette mesure.

« Je dirige les travaux d'un charbonnage produisant 250 wagons de charbon par jour, disait un chef

d'industrie, M. Isaac, au Conseil supérieur du travail belge. Supposons que l'Etat nous adjuge la fourniture journalière de 20 wagons de charbon. A qui devrai-je appliquer le minimum de salaire, à tous ou à quelques-uns ? Pourquoi à ces derniers, en admettant qu'il fût possible de savoir dans un charbonnage, quels sont les ouvriers dont le produit est allé à tel ou tel client, et pourquoi pas aux autres ? »

C'est également l'objection qui fut présentée par M. Couche, ingénieur du service municipal des eaux, lors d'une enquête faite en 1884 par la ville de Paris sur la possibilité de rendre obligatoires pour les entrepreneurs les prix fixés à la série. « Quand on achète à Paris, dit-il, un mètre de meulière, on paye en lui la journée du terrassier qui a fait le déblai, du carrier qui a fait l'extraction, du charretier qui en a fait le transport, etc. En quoi ces ouvriers sont-ils moins intéressants que le maçon qui emploie la pierre, et de quel droit interviendrions-nous pour faire subventionner le dernier au détriment des autres ?

L'administration va dire à l'entrepreneur : Augmentez d'un franc par jour tel ouvrier que je vois. — Et sur quoi me rattraperai-je ? — Vous rognerez d'un franc l'ouvrier que je ne vois pas.

Supposons que M. Farcot, quand il a soumissionné les machines d'Ivry, eût été soumis à l'obligation qu'on veut imposer pour l'avenir aux entrepreneurs de la ville. Sur le même tour, sous le même marteau-

pilon, ou dans le même four passaient chaque jour, entre les mains des mêmes ouvriers et pendant des temps très variables, une série de pièces destinées, les unes à nos machines, les autres à d'autres appareils. M. Farcot, libre de payer à prix convenu chaque ouvrier pour le travail ne nous concernant pas, aurait dû le payer au prix de la série pour le temps passé sur nos pièces. Qu'un ajusteur donnât deux coups de lime, l'un pour nous, l'autre pour la marine, les deux prix eussent été différents. Voudrait-on m'indiquer le moyen de contrôle ? »

Nul n'a mieux présenté cette objection dans toute sa force que M. Cheysson au Conseil supérieur du travail(1).

« Comment va-t-on entendre l'application du salaire normal, quand il s'agira de ces travaux qui sont effectués en grande partie dans les ateliers ? Prenons ces grands viaducs du genre Cantilever, qui se font actuellement aux Etats-Unis et au Canada. Un viaduc de ce genre, long de 500 mètres et haut de 49 mètres, a été élevé, sans échafaudages, en 28 jours ; le montage, sur l'Ohio, de deux grandes travées de 158 mètres, s'est effectué dans le délai de 6 jours pour la première, de 4 jours pour la seconde(2). Ces tours de force de rapidité dans le montage s'achètent par

(1) Septième session. — Séance du 9 décembre 1897.

(2) Les constructions des ponts en Amérique par Louis le Rond, ingénieur des Ponts et Chaussées.

une longue préparation des pièces dans les ateliers. Vous allez rencontrer des difficultés absolument insurmontables dans la pratique. Certains ouvriers, tels que les mécaniciens du moteur qui commande l'usine, les manœuvres, sont affectés à des services généraux qu'il est impossible de ventiler entre les diverses destinations. En outre, une même machine sert à percer, river, poinçonner, raboter aussi bien les poutres privées que les poutres « municipales ». Pendant les heures où elle agit sur les premières, l'ouvrier qui la surveille est un quasi-fonctionnaire protégé par le tarif ; mais dès que la machine attaque la poutre d'un plancher ou d'une charpente « de droit commun » son conducteur est brusquement destitué, et il est livré sans défense à l'exploitation patronale. Il y aura donc, non seulement côte à côte, dans le même atelier, des ouvriers des deux catégories, mais encore le même ouvrier, dans la même journée, changera de destination suivant la destination de la pièce qu'il travaille, véritable maître Jacques, prenant et déposant tour à tour son harnais officiel. »

Mais d'abord remarquons que la plupart de ces objections partent d'une conception fautive de la garantie du salaire normal et courant. Beaucoup d'adversaires de la réforme s'imaginent, en effet, qu'il s'agit de créer un privilège au profit de l'ouvrier travaillant pour l'Etat et d'élever son salaire artificiellement par rapport à celui de ses camarades de l'industrie privée.

« Un usinier, disait M. Jules Many au Conseil supérieur du travail, qui a une production annuelle de 3 millions de francs, est déclaré adjudicataire d'un travail pour l'Etat, montant à 100 000 fr. Il est tenu de se conformer, pour l'exécution de ce travail, à votre tableau des salaires. Or les taux qui y figurent sont inférieurs à ceux qu'il paye habituellement, alors les ouvriers employés à ce travail seront moins bien traités que leurs camarades ; ou ils sont supérieurs, alors les autres ouvriers exigeront d'être payés sur le même pied. Il ne faut pas songer à maintenir dans un même atelier des taux différents de salaires, suivant que l'ouvrier travaillera à un travail d'adjudication ou à un travail particulier. C'est donc l'unification inévitable, si c'est en baisse, elle sera préjudiciable aux ouvriers : si c'est en hausse, elle risque de compromettre l'industrie. »

Mais il ne s'agit pas du tout de payer des salaires supérieurs à ceux couramment usités dans l'industrie en cause ; il ne s'agit pas davantage de déterminer des salaires inférieurs, ce qui ne changerait rien à la situation mauvaise contre laquelle on proteste, mais bien de les fixer égaux pour le travail public comme pour le travail particulier.

On pourrait justement rétorquer l'objection en disant que non seulement il n'est pas question de créer un privilège pour les ouvriers de l'Etat, mais qu'il s'agit bien plutôt de supprimer le véritable privilège

dont jouissent actuellement les industries privées, à ce point de vue en payant des salaires plus élevés à leurs ouvriers. On demande simplement l'égalité pour tous.

En théorie donc, aucune difficulté ne devrait se produire. On constate que l'ouvrier qui extrait dans la carrière une pierre pour un particulier, touche tant, on veut seulement que l'ouvrier qui extrait une pierre « officielle » touche le même salaire et non moins. Mais il faut compter sur une application délicate dans la pratique. Des erreurs involontaires ou non peuvent fausser la véritable appréciation des salaires. L'objection, dans ce cas, resterait tout entière et il fallait trouver un moyen de limiter étroitement le champ d'application de la réforme pour la rendre possible sans soulever des récriminations et des jalousies perpétuelles (1).

(1) L'objection a d'ailleurs été fort bien présentée par le ministre de la guerre dans une lettre au Président du Conseil du 31 janvier 1899 : « Rien n'est plus logique, en apparence, que de distinguer dans une adjudication les frais de main-d'œuvre et les matériaux, et de stipuler que ceux-là étant irréductibles, le rabais devra porter exclusivement sur ces derniers. Mais il ne faut pas perdre de vue que le prix de ces matériaux (fer, bois, pierre, charbon) est lui-même grevé d'un prix de main-d'œuvre ; que dans le prix des bois de charpente rendus à pied-d'œuvre est incorporé le salaire du bûcheron qui a coupé l'arbre et l'a équarri, du voiturier qui l'a transporté, chargé et déchargé ; que dans le prix du fer est incorporé le salaire du mineur qui a extrait le minerai, de l'ouvrier du haut fourneau et de la forge. Etendra-t-on à ces industries la protection des salaires ? Cela serait désirable assurément, mais pratiquement irréalisable.

Il ne faut pas se dissimuler que ce critérium de démarcation était une difficulté considérable à vaincre, et à l'heure actuelle, nous ne possédons pas encore de règle précise qui s'impose sans discussion possible. Toutefois, la solution préconisée par les décrets du 10 août 1899 semble s'en rapprocher dans une limite très acceptable.

Mais tout d'abord, examinons ce qui s'est fait à l'étranger où la même question s'est posée.

Voici comment les choses se passent en Angleterre. « Supposez que le gouvernement de la Reine ou le London-County-Council fasse bâtir un édifice quel-

Comment, en effet, l'Administration pourrait-elle exiger de ses entrepreneurs que les fers qu'ils emploient proviennent des seules maisons qui se seront conformées à la loi du minimum ? Que ces maisons elles-mêmes soient limitées dans le choix des hauts fourneaux qui les approvisionnent ? Ceux-ci dans le choix des mines d'où le minerai a été extrait etc ? On est donc conduit fatalement à limiter la protection à certains corps de métier et à créer des inégalités dans un pays éminemment égalitaire. Je reconnais que l'objection n'est pas invincible : que les salaires des diverses industries sont jusqu'à un certain point, solidaires les uns des autres ; que par l'effet de la concurrence, de la liberté qu'a tout individu de choisir le travail qui assurera sa subsistance, l'équilibre momentanément rompu tend à se rétablir. Mais cette action de pénétration, d'endossement si je puis ainsi dire, sera plus ou moins lente à s'établir et il y aurait lieu de craindre, si l'on n'entrait dans cette voie nouvelle avec beaucoup de prudence et de ménagements, que la fixation d'un minimum de salaire ne provoquât une crise, au moins momentanée, dans les industries les plus précieuses : celles qui alimentent nos chantiers et nos usines. »

conque, et que dans la construction de cet édifice il faille construire un escalier en fer. L'adjudicataire du marché se trouve obligé de commander cet escalier à un fabricant spécial. Lui, il est tenu à payer les « fair wages » etc.? Je ne pense pas répondre pour tous les cas dans lesquels les pouvoirs publics insèrent dans leurs cahiers des charges l'obligation de payer les « fair wages » ; mais le fabricant de l'escalier en est-il tenu ? Je vous prie de noter que le plus souvent l'adjudicataire est tenu à ne faire exécuter par un sous-entrepreneur aucune partie des travaux qui lui sont confiés sans avoir préalablement reçu l'autorisation formelle de l'ingénieur ou de l'architecte de la ville (etc.) pour laquelle il fait ces travaux ; et que cette autorisation pourrait très bien lui être refusée s'il ne pouvait pas prouver que le sous-entrepreneur était tout prêt à payer les « fair wages ». Ce qui est encore plus important pour vous, c'est que dans beaucoup de cas dans lesquels les conditions des marchés me sont connues sans que je fasse aucune enquête spéciale, l'obligation pour le fabricant de l'escalier en fer de payer les « fair wages » est absolument formelle. Ainsi dans les conditions adoptées par le Home Office (ministère de l'Intérieur) on exige que les salaires payés dans l'exécution de ce contrat soient les « fair wages ». Il me semble être certain que la fabrication de l'escalier n'importe où ou par qui il serait fabriqué serait considérée comme faisant partie de l'exécution

du contrat (1). » Cette solution très simple et très souple à la fois convient parfaitement à l'Angleterre étant donné la puissante organisation de ses associations professionnelles, ce qui a permis, dans beaucoup de cas, d'appliquer le système répressif au lieu du système préventif. Ce dernier, d'une application plus compliquée mais que le manque d'organisation de nos syndicats nous a obligé d'adopter en France, nécessite forcément une solution beaucoup plus précise, une règle beaucoup plus explicite. On sait, en effet, que le système préventif consiste essentiellement dans l'établissement d'un bordereau de salaires joint au cahier des charges. A quels travaux et à quelles fournitures s'applique donc ce bordereau ?

En combinant les différentes prescriptions sur ce sujet éparses tant dans les décrets du 10 août 1899 que dans le commentaire du projet de loi qui les a précédés et les circulaires ministérielles qui en ont précisé l'application, on peut déduire ce que nous appellerions volontiers « la règle de la spécialité » qui peut se formuler ainsi :

Les dispositions relatives au salaire normal et courant dans les marchés de fournitures et de travaux publics ne s'appliquent que dans les chantiers ou ateliers fonctionnant en vue de l'exécution du marché.

(1) Renseignements fournis au Conseil supérieur du travail par M. Keüfer d'après les indications d'un fonctionnaire anglais.

Les deux conditions ci-après sont exigées à la fois par l'article 1^{er} du décret, pour que l'entrepreneur soit astreint à l'établissement des clauses relatives à la main-d'œuvre :

1° Il faut qu'il s'agisse « d'un marché de travaux publics ou de fournitures passé au nom de l'Etat ».

2° Il faut, en outre, que les « chantiers ou ateliers soient organisés ou fonctionnent en vue de l'exécution du marché ».

La coexistence de ces deux conditions entraîne des conséquences importantes : 1° relativement à la nature des travaux et fournitures visés par le décret ; 2° relativement aux lieux de travail ou de fabrication atteints par lui.

Et d'abord, sont soumis aux dispositions du décret tous les travaux effectués pour le compte de l'Etat, toutes les fournitures exécutées spécialement pour lui, en vue des marchés conclus avec lui, et telles qu'en raison de leur nature ou de leur quantité, il n'y ait pas à prévoir pour elles d'autre acquéreur normal et régulier que l'Etat. On pourrait citer, comme appartenant à cette catégorie, une fourniture de drap de troupes ou d'uniformes pour les agents d'une grande administration comme les postes et télégraphes (1). Sont, au contraire, presque toujours four-

(1) A citer encore : les marchés de fourniture d'effets de harnachement et de sellerie militaire, la fabrication des conserves de viande, certains marchés de projectiles ou de laiton en feuilles, etc.

nitures courantes, non soumises aux dispositions du décret, les charbons, farines, chaux, toiles ordinaires, etc.

La définition des lieux de fabrication visés à l'art. 1^{er} vient tout d'abord appuyer l'interprétation donnée pour les fournitures : les fournitures courantes, très souvent prêtes à l'avance, emmagasinées, et, dans tous les cas, destinées à la consommation publique, ne sauraient être considérées en fait comme fabriquées dans des chantiers ou ateliers organisés ou fonctionnant en vue de l'exécution d'un marché de l'Etat.

Mais il faut préciser, pour la pratique, la définition de ces lieux de fabrication. La lecture du texte, en même temps que les nécessités de fait, indiquent qu'il s'agit de tous chantiers ou ateliers fabriquant au compte de l'Etat, sauf ceux qui le font d'une manière restreinte, exceptionnelle et irrégulière, rendant toute stipulation vaine. Pour donner une règle d'application courante, et toutes réserves faites sur les cas d'espèce, l'un des départements ministériels intéressés a interprété, par une caractéristique nette, les termes de l'article 1^{er} ; il a visé les ateliers fonctionnant principalement en vue de l'exécution du marché. Il est toutefois bien entendu que l'expression « atelier » désigne strictement, non point l'ensemble d'un établissement industriel : usine, manufacture, fabrique, mais tout groupement d'ouvriers distinct qui fonctionne principalement en vue de l'exécution du marché.

C'est au ministre spécialement intéressé qu'il appartiendra, sauf les recours de droit, de trancher par des décisions d'espèces les cas particuliers dont l'interprétation pourrait soulever un doute. Cette doctrine est également celle du rapporteur du projet de loi à la Chambre (1).

« Veut-on rechercher, dit-il, la nature de la main-d'œuvre incorporée depuis l'extraction ou la récolte des matières premières dans toutes fournitures faites à l'Etat ? Veut-on rechercher, par exemple, à propos de la construction d'un navire, les salaires des ouvriers qui ont fabriqué l'acier, la fonte, le cuivre ; qui ont extrait le minerai, la houille ; qui ont façonné les mille produits usuels dont s'approvisionne tout constructeur ? Non. Veut-on atteindre les marchands de produits usuels admis à soumissionner pour des fournitures que l'industrie privée fabrique pour le marché courant ? En aucune façon, et c'est avec raison que les ministres consultés ont fait ressortir l'impossibilité certaine où ils se trouveraient de faire appliquer la loi, si elle devait avoir une portée aussi étendue. Le projet vise uniquement les travaux d'appropriation, les fabrications spéciales, les constructions exécutées expressément à la demande de l'Etat, pour lui, sur ses indications et non pas pour

(1) *Rapport*, P. Baudin, document n° 776, 7^e législature, session de 1899, page 38.

le marché courant. Alors ce sont des entrepreneurs, des fabricants, des travaux que l'on a en vue et non point des marchands, ni des fournitures usuelles. Mais, dira-t-on, la distinction est-elle si nette? Oui, et souvent déjà elle est indiquée dans les cahiers des charges. Voici, par exemple, les draps de troupes. Les marchands ne sont pas admis à soumissionner les grands marchés. Il faut être pour cela fabricant de drap et en fournir la preuve. De plus, le cahier des charges énumère un certain nombre de conditions imposées à la fabrication du drap de troupes, qui en font une fabrication toute spéciale. Faut-il aussi être filateur? Non, le cahier des charges ne l'exige point. Eh bien, s'il en est ainsi, la présente loi s'appliquera aux travaux de transformation des laines filées en drap de troupes, et non à la filature des laines. » On voit donc bien que la mesure n'est applicable qu'aux travaux que l'entrepreneur s'engage à exécuter, dont l'exécution par lui-même ou par les gens qu'il emploie, dirige, salarie, est explicitement ou implicitement stipulée au marché. Il s'agit de même de fournitures que le soumissionnaire s'engage à fabriquer, dont la fabrication par lui ou par les gens qu'il emploie, dirige, salarie, est prévue par le cahier des charges. La mesure ne s'applique donc pas aux produits et fournitures d'usage courant, aux choses fongibles dont le marché ne comporte pas la fabrication spéciale, en vue du marché, par le soumissionnaire.

C'est également la théorie exposée par les autres administrations dans leurs instructions sur l'application du décret du 10 août 1899, notamment par l'Instruction du ministère de la Guerre du 21 août de la même année.

CHAPITRE V

LA PROTECTION DES SALAIRES DANS LES MARCHÉS DE FOURNITURES ET DE TRAVAUX PUBLICS A L'ÉTRAN- GER (1).

Section I. — Grande-Bretagne.

C'est en 1884, qu'apparut pour la première fois en Angleterre l'idée de la protection du salaire dans les travaux publics. C'était à l'instigation des compositeurs et il s'agissait de leur assurer un salaire suffisant. Ce fut seulement en 1889, que la réforme fut exécutée complètement dans un contrat des autorités

(1) Nous avons consulté principalement pour ce chapitre les documents suivants : « Note sur le minimum de salaire dans les travaux publics en Angleterre, en Belgique, en Hollande, en Suisse, aux Etats-Unis et en France. Office du travail. Paris, imprimerie nationale 1897. — Oubert, « Des conditions du travail dans les adjudications de travaux publics, » p. 149 à 168. et surtout : « Der Arbeiterschutz bei Vergebung öffentlicher Arbeiten und Lieferungen. » — « Bericht des K.K. arbeitsstatistischen Amtes über die auf diesem Gebiete in den europäischen und überseeischen Industrie-staaten unternommenen Versuche und bestehenden Vorschriften » — « Wien, 1900. » C'est à ce document très complet et le plus récent sur la matière que nous avons emprunté la plupart des renseignements qui suivent.

scolaires de Londres au sujet de la fourniture de travaux d'imprimerie. Toutefois, le ministère de la marine avait déjà prescrit, en 1887, à un fournisseur d'effets d'habillements des salaires déterminés et en 1888, le ministère de la guerre avait exigé des soumissionnaires l'indication des salaires qu'ils paieraient. Mais jusque-là, on s'était borné à des cas particuliers.

En 1889, le vingt-deuxième congrès tenu à Dundee par les Trades Unions, résolut de demander à ces sociétés de faire en sorte que les communes et autres administrations publiques insèrent dans leurs cahiers des charges une clause d'après laquelle le salaire des ouvriers serait au moins égal au salaire courant des ouvriers du métier. Le Comité parlementaire devait s'efforcer d'obtenir la même chose pour les travaux de l'Etat et le congrès de Liverpool alla plus loin en demandant l'exclusion des entrepreneurs qui ne voudraient pas se conformer à cette décision.

C'est alors que parut, en 1890 le rapport final du Comité choisi en 1888 par la Chambre des lords pour faire une enquête sur le « sweating system ». Dans ce rapport, on émettait aussi cette opinion que les autorités communales comme le gouvernement devaient considérer comme un devoir de faire en sorte que les personnes employées à l'exécution des travaux publics reçoivent un salaire convenable. Cette mesure devait être appliquée de la façon la plus utile en forçant l'entrepreneur à indiquer d'avance les salaires qu'il vou-

drait donner ; si ces salaires paraissent suffisants on doit les faire connaître aux ouvriers.

Ce rapport fut l'occasion d'une mesure très importante la « Fair Wages Resolution ». En effet, sur la demande de Sydney Buxton, la Chambre des communes décida, le 20 février 1891, que « pour combattre les inconvénients signalés par le « sweating comitee », il y aurait lieu d'introduire, dans les contrats pour les adjudications de travaux publics, des clauses qui puissent empêcher les inconvénients naissant de la concession de travaux à des sous-traitants, et faire qu'on ne paie jamais que des salaires qui soient admis dans les différents métiers comme étant les salaires ordinaires des ouvriers ». Ce principe a été admis comme décisif et a trouvé en France, dans « la garantie du taux normal et courant des salaires », une parfaite analogie.

A. — *L'Etat.*

Le ministre des travaux publics se conforma le premier à la Résolution en forçant l'entrepreneur de travaux d'entretien de monuments publics à ne pas abaisser les salaires des ouvriers au-dessous d'une somme fixée par le cahier des charges. L'entrepreneur devait indiquer dans sa soumission les salaires qu'il se proposait d'accorder et quand l'autorité compétente les aurait approuvés, ils devaient lui être remboursés

avec un tant pour cent pour les frais généraux après les travaux finis.

A la suite d'une déclaration faite par le gouvernement au sujet de la mise en pratique de cette Résolution dans les contrats pour le compte de l'Etat, (20 mars 1891), M. Sydney Buxton, membre de la Chambre des communes, demanda, dans la séance du 15 février 1892, quelles mesures les différentes autorités publiques avaient prises dans ce but. Le rapport fait à ce sujet le 17 mai de la même année montre que plusieurs d'entre elles, en s'appuyant sur cette Résolution, exigèrent des entrepreneurs dans des fournitures d'habillement qu'ils payassent un prix proportionné au travail et qu'on défendit le travail à la maison. Dans quelques cas, les salaires minima pour les différents métiers furent stipulés en chiffres. Mais jusque-là beaucoup de services publics n'étaient pas encore en situation de mettre la Résolution en pratique ou bien l'avaient omis intentionnellement.

En 1893, la question fut ramenée à nouveau devant la Chambre des communes, et le résultat fut qu'on adopta, le 21 mars, la : « Fair Wages Resolution » pour la deuxième fois. L'année suivante marque un arrêt, et en 1896 seulement, à l'occasion de nombreuses plaintes, la Chambre des communes résolut d'instituer une Commission d'enquête pour rechercher si dans les fournitures de travaux d'imprimerie on se conformait bien au texte et à l'esprit de la Résolution

du 15 février 1891, et quelles réformes pouvaient y être apportées. Les conclusions de ce rapport furent satisfaisantes pour l'application de la Résolution dans ces contrats. On constata que les plaintes qui provoquèrent l'institution de la Commission venaient souvent de ce que les contrats faits pour plusieurs années n'étaient point changés, bien que le taux des salaires eût monté.

Sur ces entrefaites la Chambre des communes décida une seconde enquête (14 mai 1897) qui devait porter sur tous les contrats de fournitures. Les rapports parus à la suite contiennent non seulement des renseignements de nombreuses personnes ayant déposé à ce sujet, mais encore des communications officielles sur la façon de procéder des autorités. De ces communications il ressort que dans la plupart des cas le soumissionnaire doit, selon la Résolution, payer des salaires reconnus comme étant les salaires ordinaires dans les différents métiers.

Parfois même on ajoute en précisant que les salaires usuels du district où on fait les travaux doivent servir de règle. Le ministère des travaux publics prescrit aux soumissionnaires de ses travaux de bâtiments ordinaires d'indiquer les tarifs de salaires correspondant qui doivent, après approbation, être introduits dans le traité. Les conventions entre les entrepreneurs et les ouvriers servent de base pour juger si les taux de salaires sont convenables. L'indication des salaires

à payer est exigée aussi par le ministère de l'Intérieur dans les travaux de bâtiment pour l'Administration de la police de Londres, aussi bien que par les autorités administratives d'Ecosse pour les travaux de port. En vue du contrôle, on demande souvent que la clause relative aux salaires soit affichée dans les ateliers.

En ce qui concerne la non observation des prescriptions que nous venons d'énumérer, on a, dans quelques traités, fixé des amendes de 50 à 100 £; toutefois ordinairement le contrat est annulé et l'adjudicataire ne peut prendre part à aucune autre adjudication.

L'effet de la « Fair wages Resolution » sur les marchés de l'Etat, se trouve dans le résumé placé par la Commission d'enquête sus mentionnée en tête du procès-verbal. On y indique que la Résolution qui, dans l'intention de la Commission, n'a pas pour but de faire fixer par l'Etat le salaire des ouvriers, mais seulement de faire reconnaître et assurer par lui les salaires ordinaires pour chaque métier, n'a exercé aucune influence mauvaise sur les rapports entre employeurs et employés. Elle a plutôt contribué à faciliter des arrangements, et il n'est d'ailleurs fait aucune objection par les soumissionnaires ni contre la Résolution ni contre la façon dont elle est appliquée. La Commission constate en outre que les autorités, malgré le surcroît de travail, s'efforcent consciencieusement de faire observer la Résolution, et que par

suite les plaintes des ouvriers deviennent de plus en plus rares.

A ces observations se rattachent quelques projets de réformes ; par exemple, au sujet de l'établissement d'un formulaire de contrats et de soumissions qui serait le même pour toutes les autorités, afin d'introduire plus d'unité dans les procédés. On déclare aussi qu'il est désirable d'admettre régulièrement cette interprétation ordinaire de la prescription des taux de salaires courants dans les districts où les travaux sont exécutés. D'autres questions comme celles de savoir comment on constatera quels sont les taux ordinaires dans le district, la délimitation des districts, la façon de procéder quand l'entrepreneur emploiera un trop grand nombre de femmes ou d'enfants, la concession des travaux à des sous-adjudicataires, doivent, suivant l'avis de la Commission, comme il n'est pas possible d'établir des règles générales, être décidées selon les cas particuliers. Mais on ne doit pas perdre de vue que l'Etat, dans l'esprit de la Résolution, doit employer son influence pour améliorer les conditions du travail. Avant tout, on doit, ainsi que la « Labour Commission » l'a dit, approuver et favoriser toutes sortes d'ententes amiables entre ouvriers et entrepreneurs sur le taux des salaires.

En ce qui concerne les peines à édicter contre ceux qui ne se conformeront pas à la Résolution, la Commission considère qu'on est trop sévère en mena-

cant, comme on le fait ordinairement, de rompre le contrat ; cette pratique est même souvent nuisible pour la qualité des travaux. On propose donc, pour les cas peu importants, une amende, et, en outre, l'entrepreneur doit être forcé de payer aux ouvriers la somme dont il leur a fait tort.

La Commission désire que de temps en temps une liste des adjudicataires avec l'indication du genre de contrat soit présentée au Parlement et rendue publique. On doit ainsi rendre plus facile aux représentants des ouvriers la défense de leurs intérêts.

Enfin on mentionne ce fait que la Résolution a diminué les occasions de travail pour les réservistes ainsi que pour les marins et soldats libérés. L'introduction du salaire minimum touche donc à l'importante question de l'occupation des gens moins aptes au travail. En effet, la Résolution demande les salaires usuels pour les gens capables de plein travail, tandis que les réservistes et anciens soldats n'en sont plus capables ou ne connaissent pas encore bien le métier, de sorte que la Résolution rend leur emploi impossible. Mais justement, ces gens peuvent prétendre plus que tous les autres à être employés pour des travaux d'Etat, et la Commission trouve bon qu'on ne force en rien les entrepreneurs à refuser de tels ouvriers, même si les salaires sont moins élevés en raison de la moins grande aptitude au travail. Il doit toutefois être bien admis que les salaires des autres

ouvriers ne doivent pas être diminués pour cela.

De toute l'enquête, il ressort en outre que l'introduction de cette clause des salaires n'a pas augmenté sensiblement les frais des travaux publics donnés à l'adjudication.

Donc ni les intérêts du fisc, ni ceux des divers métiers n'ont été lésés par là.

B. — *Les Communes et autres Administrations autonomes.*

L'exemple de l'Etat ne resta pas sans influence sur le régime des adjudications faites par les communes. Déjà, le 31 mai 1893, une enquête, décidée par la Chambre des communes, à la demande de M. John Burns, sur les clauses des contrats dans les adjudications des districts sanitaires municipaux (1), eut pour résultat que la police locale dans 149 districts (y compris Londres) avec 11 000 000 habitants, a introduit dans leurs cahiers des charges des prescriptions sur les salaires. Au contraire, 835 villes moins importantes n'avaient point introduit ces clauses, en grande partie parce qu'elles n'avaient encore fait aucun contrat depuis que la Résolution avait été prise.

Mais lorsqu'on renouvela l'enquête d'après la déci-

(1) Ajoutons que ce que l'on entend par district sanitaire municipal embrasse toutes les villes incorporées qui ont accepté les « Public Health Acts », en outre les villes qui ont une représentation communale propre et enfin les « Local government districts » où un « Local Board » a été formé.

sion du Parlement du 7 août 1897, le rapport indiqua que, pour l'Angleterre et le Pays de Galles, 163 districts avec environ 9 000 000 habitants (Londres non compris) sur 1086 districts d'une population de 19 000 000 habitants, réglaient les salaires des ouvriers dans leurs travaux publics. Parmi eux, 112 districts prescrivent les salaires courants, 30 demandent les salaires qu'on donne ordinairement dans le métier en question, 9 conservent les conventions déjà existantes entre entrepreneurs et ouvriers, 8 demandent les salaires qui dominent au moment de la conclusion du traité, et 4 joignent à leurs traités un tarif spécial.

Outre ces 163 districts, 11 autres avec près de 1/2 million d'habitants prennent soin qu'on paie des salaires convenables sans pour cela les déterminer expressément dans le contrat, tandis que 56 autres districts (1 660 000 habitants) prennent d'autres règlements pour la protection des ouvriers, abstraction faite de la clause des salaires.

Les peines prévues contre ceux qui n'observent pas ces clauses sont des amendes, l'annulation du contrat, l'exclusion d'autres adjudications.

Le nombre des districts, où on ne rencontre aucune condition pour la protection des ouvriers, est de 912, ils sont, par conséquent, plus nombreux que ceux où on en trouve. Mais, si on compare le nombre d'habitants de ces deux groupes, on voit que ce sont les petits districts qui n'ont pas de règlements protec-

teurs. Si on comprend Londres dans les chiffres, on trouve que le groupe des districts, qui ont suivi la Résolution, donne une population totale de 13 000 000 d'habitants, tandis que l'autre groupe n'en contient que 8 000 000 environ (1).

Pour ce qui est des comtés et villes d'Ecosse, on trouve des renseignements dans un rapport analogue qui est le résultat d'une enquête ordonnée par la Chambre des communes le 28 juillet 1898.

Sur les 33 comtés, 3 au nord du pays ont introduit une clause pour assurer des salaires convenables; pour ce qui est des villes, 14, y compris Edimbourg et Glasgow exigent des entrepreneurs de travaux publics et de fournitures le paiement des salaires usités dans le pays, ou des salaires des corps de métier et défendent en partie la sous adjudication sans la permission spéciale des autorités.

Si on compare le nombre des habitants, on voit que ce sont encore les plus grands districts qui appliquent ces mesures protectrices, car ces 17 districts font environ 1 million $1/2$ d'habitants sur plus de 4 millions dans toute l'Ecosse.

Pour compléter ce que nous avons dit sur la façon dont procèdent en Angleterre les corps qui ont une administration autonome (les communes, par exemple), nous pouvons, dans ce qui suit, nous étendre davan-

(1) *Labour Gazette*, avril 1898.

tage sur les prescriptions faites spécialement par le Conseil du comté de Londres et l'administration scolaire de Londres pour les conditions du travail dans les adjudications. Sous le titre « Prescriptions relatives aux adjudications de travaux aux fournitures aussi bien qu'aux salaires et au nombre d'heures de travail », le règlement du Conseil du comté de Londres s'occupe de toutes sortes d'adjudications.

Pour les fournitures d'habits, de souliers, de chapeaux, de casquettes, le Conseil fixe un tarif minimum que le fournisseur doit observer sous peine d'avoir à payer 25 £ pour chaque infraction : Les fournisseurs d'autres articles d'utilité courante doivent déclarer qu'ils n'appliqueront que les tarifs reconnus dans le district en question à l'époque de l'adjudication par les Trades Unions et réellement appliqués. Là où il n'existe aucune Trade Union, on doit prendre les tarifs et le nombre d'heures de travail usités généralement dans les métiers en question. Pour les travaux auxiliaires de bâtiment fait à moins de 20 milles de Charing Cross, dans lesquels la ville n'a point recours à un entrepreneur, le Conseil du comté, sur la demande de la section financière, a établi une liste de salaires et heures de travail reconnus par les Trades Unions et usités à Londres. Si un corps de métier donné n'a pas d'association, le Conseil du comté fixe lui-même les conditions du travail. Cette liste doit être à la disposition de tous dans la « County-Hall » et être de

temps en temps soumise à une revision. Mais si l'entrepreneur a l'intention d'accomplir les travaux en question au delà de 20 milles, il doit indiquer dans sa soumission la catégorie d'ouvriers qu'il emploiera, le lieu où il les occupera, ainsi que le salaire et le nombre d'heures de travail journalier qu'il leur imposera; les conditions ne doivent être acceptées que si elles sont conformes à celles reconnues à l'époque de l'adjudication par les Trades Unions et appliquées effectivement dans le district où ont lieu les travaux. Dans les deux cas, une liste des salaires doit être adjointe aux contrats ainsi qu'une clause disant que dans le cas où on emploierait des ouvriers dont les salaires ne seraient pas indiqués, on suivra les tarifs en cours à l'époque de la soumission.

Les prescriptions relatives aux salaires valent pour toutes les personnes employées aux travaux, excepté les apprentis que l'entrepreneur est autorisé à avoir. Pour chaque infraction on paie 5 £ au comté. Pour qu'on puisse contrôler, les tarifs doivent être affichés d'une façon apparente dans le lieu de travail. Les autorités qui ont mis les travaux en adjudication, peuvent aussi prendre connaissance des tarifs de l'adjudicataire, et dédommager à ses frais les ouvriers dont il aurait diminué le salaire. Pour faire rentrer les sommes au paiement desquelles l'entrepreneur est tenu pour la non-observance des clauses dont nous venons de parler,

on porte plainte, ou bien on les retient sur la somme revenant à l'entrepreneur ; toutefois, on peut aussi annuler le contrat d'après une prescription existant à ce sujet.

Il est à remarquer que les sommes à payer pour infractions à ces conditions ne sont point dénommées « amendes » et cela avec intention. Elles sont considérées comme des dommages-intérêts pour éviter les difficultés légales auxquelles donnent lieu, en Angleterre, les amendes pour non observation de conditions de traités et pour que le Conseil de comté puisse lui-même retenir ces sommes. Afin de laisser la liberté nécessaire aux changements qu'on pourrait introduire après la conclusion du traité d'adjudication, dans le taux des salaires, les comités du Conseil du comté peuvent demander dans le contrat que les changements décidés par les sociétés d'entrepreneurs et les Trades Unions, obligent le soumissionnaire à partir du moment même où ils ont été décidés. C'est ainsi que les nouvelles conditions du travail remplacent d'elles-mêmes dans le contrat les conditions primitives.

Les conditions indiquées plus haut ne sont valables bien entendu, que pour les travaux publics de construction que la ville fait faire.

Les contrats pour la livraison de matières premières ou de produits manufacturés, où il ne s'agit pas seulement de matériaux d'extraction, peuvent aussi contenir une clause qui oblige l'adjudicataire, dans la fa-

brication ou la fourniture de ces objets, à observer les taux de salaires contenus dans le tarif du Conseil.

Si ces travaux se font à moins de 20 milles de Charing-Cross on applique les conditions de travail reconnues et usitées effectivement dans les districts en question. Même quand il s'agit d'articles de commerce on s'en remet aux comités pour introduire une clause relative au salaire lorsque les conditions du travail le permettent. Mais cependant pour fixer le taux de salaires on ne considère que le lieu où les travaux sont exécutés et non celui où ils sont livrés.

D'ailleurs le Conseil du comté s'efforce là où c'est possible, de faire faire ses travaux et de se procurer ses fournitures sans adjudication. Il a en 1893 fondé dans ce but un bureau spécial qui a déjà réalisé de grandes économies. L'administration scolaire de Londres procède de même. Comme nous l'avons dit, elle posa en 1889 la condition pour les adjudications de travaux d'imprimerie, que l'adjudicataire devait payer les ouvriers au taux normal, et ne pas faire faire les travaux par un sous-adjudicataire. Dans les soumissions pour la construction et l'installation d'écoles, le soumissionnaire doit s'engager, là où ont cours les tarifs de salaires de Londres, à payer au moins les salaires que fixe de temps en temps l'association centrale des architectes de Londres, d'accord avec les Trades Unions.

Pour les autres métiers on doit se conformer aux

salaires fixés par les autorités scolaires. Le « Works Department » fait connaître ces salaires avant l'adjudication. Là où le tarif de salaires de Londres n'a pas cours l'entrepreneur doit payer à toutes les personnes qui prennent une part directe ou indirecte aux travaux, au moins le salaire ordinaire arrêté par une convention entre patrons et ouvriers. Faute d'une telle convention, on doit indiquer en chiffres dans la soumission les salaires que l'on peut donner même pour les heures supplémentaires.

Dans le contrat se trouve la même clause relative au salaire, avec cette indication que pour chaque infraction l'administration scolaire pourra demander 5 £. De plus l'adjudicataire est tenu d'afficher d'une façon apparente le tarif convenu dans tous les locaux où on travaille, sous peine d'avoir à payer 1 £. Il doit de plus dresser des états de salaire hebdomadaires, les présenter aux autorités sur leur demande, et en laisser prendre copie, sinon il doit payer une somme de 3 £ au profit du « School-board ».

Section II. — Les Colonies anglaises.

Parmi les colonies anglaises en Australie, la Nouvelle Galles du Sud et Victoria imposent aux entrepreneurs de travaux publics un salaire minimum et leur enjoignent de ne pas demander aux ouvriers plus d'un nombre déterminé d'heures de travail journalier,

tandis que dans le Quesland la fixation de ces conditions de travail est faite par un accord entre les ouvriers et les patrons ; l'Etat ne s'occupe que d'en assurer l'exécution. Dans la Nouvelle Zélande le système de la coopération a totalement fait disparaître l'usage de confier les travaux publics par adjudication à des entrepreneurs.

1° Nouvelle Galles du Sud.

Dans cette colonie sont prescrits, dans les « conditions spéciales » pour les ouvriers travaillant aux constructions publiques, des salaires minimum pour les différents métiers. Les taux fixés en chiffres lors de l'adjudication doivent être observés par l'entrepreneur aussi bien que par le sous-entrepreneur, si la sous-adjudication a été permise par le ministre, sous peine d'avoir à payer 50 £ par infraction (La sous-adjudication n'exempte, en aucun cas, le premier entrepreneur de sa responsabilité). Ces taux de salaires ne sont pas obligatoires pour les apprentis et les jeunes aides. Pour les heures supplémentaires, on applique les tarifs les plus usités dans chaque district pour le métier en question. S'il y a contestation au sujet de savoir si des ouvriers appartiennent ou non à telle ou telle catégorie de métier, on doit avoir recours à l'ingénieur.

Le ministère peut résilier le contrat dans le cas où

l'entrepreneur n'aurait pas payé au moins les salaires minimum.

Dans les « conditions générales » sont contenues également des prescriptions sur la façon de payer les salaires, la défense du « Truck system » et le dédommagement par l'administration des ouvriers qu'on n'aurait pas payés aux frais de l'entrepreneur adjudicataire.

Les adjudications de travaux publics de construction par les villes et les petites communes se font plus ou moins comme les adjudications de l'Etat.

2^e Victoria.

Avant de parler des conditions du travail dans la colonie de Victoria, la plus petite des colonies anglaises en question en Océanie, disons que, d'après deux lois du 28 juillet et du 24 décembre 1896, on a prescrit d'avance l'introduction de salaires minimum obligatoires pour les ouvriers de l'habillement, les ébénistes, les boulangers, ainsi que pour les apprentis. C'est ainsi qu'on s'explique que, même quand il s'agit de fournitures publiques à fabriquer dans des ateliers fermés, on trouve exprimée la clause des salaires minimum. Les contrats pour la livraison de bois, charbon, comestible, vêtements et autres choses semblables, obligent le soumissionnaire à faire faire les travaux nécessaires dans ses propres ateliers et à

payer aux personnes employées au moins les salaires minimum indiqués pour chaque métier dans le cahier des charges. Le travail hebdomadaire ne doit pas dépasser 48 heures, et ces conditions doivent être affichées lisiblement et bien en vue dans les ateliers. Chaque infraction est punie d'une amende de 50 £. Les travaux de construction de l'Etat (sauf de construction de chemins de fer ou de conduites d'eau) sont exécutés par le département des travaux publics qui défend dans ses « conditions générales » les sous-adjudications, ainsi que l'emploi d'ouvriers à salaire réduit sans l'autorisation de l'administration qui donne les travaux. Avant qu'aucun paiement soit fait à l'adjudicataire, l'administration peut s'assurer qu'il a rempli convenablement toutes les conditions de salaire et autres vis-à-vis des ouvriers. Dans le cas où l'entrepreneur aurait négligé de payer quelque ouvrier on dédommage celui-ci directement au compte de l'entrepreneur. Enfin les salaires minimum et le nombre d'heures de travail journalier sont fixés d'une façon analogue à ceux de la Nouvelle Galles du Sud. Les communes font de même dans leurs travaux de construction de chemins de fer ; mais on doit distinguer avant tout les travaux d'entretien de ceux de construction de nouvelles lignes.

Les premiers ainsi que toutes les fournitures nécessaires sont mis en adjudication dans la forme ordinaire.

Sur le modèle des travaux de construction ordinaires, on introduit dans les contrats une clause relative au salaire minimum et aux 48 heures de travail hebdomadaire. En outre une prescription spéciale ordonnant les 8 heures de travail pour les journaliers, est valable seulement pour le jour entre 6 heures du matin et 6 heures du soir. Pour le travail de nuit, et le travail du dimanche (pour lesquels il faut d'ailleurs une permission spéciale) on paie 25 0/0 en plus.

L'administration s'est donnée comme ligne de conduite de refuser des offres qui seraient trop basses pour permettre d'appliquer les taux de salaires du tarif.

La construction de nouvelles lignes de chemins de fer se fait depuis plusieurs années d'après un système spécial le « Butty Gang-System ». Ce système se distingue du système coopératif en ce que, dans le premier, tous les ouvriers sont considérés comme égaux, tandis que dans le « Butty Gang-System » on admet qu'un des ouvriers puisse être placé au-dessus des autres.

Ce système fut appliqué pour la première fois en 1892, afin de procurer aussi tôt que possible aux ouvriers sans travail de Melbourne une occupation qui n'exigeât pas d'apprentissage. Dès qu'on eut pris les mesures nécessaires pour un mille ou deux de ligne de chemin de fer, on commença aussitôt la construction et on évita ainsi la longue élaboration des

plans et des conditions des contrats d'adjudication.

On offrit ainsi une occupation à tous les hommes sans travail et encore capables de travailler, toutefois on préféra les pères de famille.

Le système donna de si bons résultats qu'il a été conservé jusqu'à maintenant. Tous les ouvriers reçoivent des billets à prix réduits pour se transporter au lieu de travail, et on leur retient le prix de ce billet sur leur salaire. De plus, pour faire face aux besoins pressants on leur fait de temps en temps quelques petites avances et sur leur demande l'administration leur prête, moyennant une petite somme, les outils nécessaires. Lors de la construction de chemins de fer qui eut lieu il y a peu de temps, l'administration s'entendit avec de bons médecins, qui se chargèrent de soigner les ouvriers tombés malades et de leur fournir des médicaments moyennant trois pence par jour. Les $\frac{2}{3}$ de cette somme étaient retenus sur le salaire de l'ouvrier, l'autre tiers était à la charge de l'administration.

Arrivés au lieu du travail, les ouvriers sont partagés en groupes variables (gangs) de 60 au plus qui choisissent chacun un chef (ganger), lequel gagne toutefois le même salaire que les autres. Quant aux travaux dont l'exécution est surveillée par un ingénieur de l'Etat, on les fait exécuter, selon leur nature, de trois façons différentes.

Pour les travaux de construction, dans lesquels les

ouvriers ne peuvent pas être répartis en petits groupes et qui exigent la présence constante d'un surveillant, on emploie la voie des contrats « labour contracts ». Les ouvriers sont invités à former un groupe qui fait des offres. L'adjudicataire doit prendre lui-même des mesures pour l'exécution de ces travaux et spécialement pour les salaires. Il est toutefois obligé de donner à l'ingénieur de l'Etat des indications sur le nom et le salaire des ouvriers ; d'après ces indications, l'administration fait ensuite des états de salaire et s'occupe du paiement. Les sommes demandées doivent être équivalentes à la valeur du travail fait et la somme des salaires ne doit point être inférieure à celle fixée par l'administration.

L'adjudicataire n'a alors d'autre gain que la différence entre la somme qui lui est allouée pour l'adjudication et les sommes qui doivent être payées pour les salaires.

Pour les travaux de la deuxième sorte (labor at fixed rates) on fixe un prix unique par mètre cube et les ouvriers sont payés d'après ce qu'ils ont effectivement fait.

Les travaux de la troisième catégorie sont donnés à des journaliers qui travaillent 8 heures par jour.

Les salaires sont, en tous cas, réglés de telle sorte que l'ouvrier suffisamment laborieux gagne dans ses 8 heures de travail le salaire ordinaire.

Tous les paiements doivent avoir lieu d'après les

calculs de l'ingénieur dirigeant les travaux, tous les 15 jours, et celui-ci a pour cela un crédit correspondant dans une banque locale.

Les travaux *d'aplanissement* (regrading Works) sont faits sous la direction d'un ingénieur de l'Etat par des ouvriers qu'on paie tous les 15 jours à un taux uniforme de 6 shillings par jour.

Sur leur demande, ils reçoivent une pelle et une pioche au prix de revient.

Il reste encore à parler des clauses destinées à protéger les ouvriers dans les travaux de construction de conduites d'eau. Dans les contrats pour ce genre de travaux, on ne fixe pas de salaire minimum : toutefois le maximum d'heures de travail est fixé à 8. Ensuite viennent les prescriptions déjà connues au sujet de la sous-adjudication des travaux, du Truck-System, du paiement des salaires, et des retards dans ce paiement. Enfin l'entrepreneur doit assurer aux ouvriers des logements sains.

Pour les travaux de déblaiement le travail est donné suivant le « Butty-Gang-System » à des groupes de 4 à 6 ouvriers.

Le contrat est fait avec l'un d'eux qui se charge d'être leur représentant.

3° Nouvelle Zélande.

Les inconvénients du système des contrats, inconvénients qui étaient encore augmentés par le fait d'intermédiaires pensant surtout à leur avantage personnel, amenèrent, en 1893, le gouvernement de la Nouvelle Zélande à employer exclusivement le système de la coopération, d'abord pour la construction de chemins de fer et de routes, ensuite pour les bâtiments de l'Etat.

Dès que les travaux techniques préparatoires pour les chemins de fer et les routes et le calcul des frais sont faits, le département des travaux publics adjuge les travaux par lots à de petits groupes d'ouvriers choisis dans ce but par le « gouvernement Labour Bureau ». Dans ce choix, on donne la préférence à des ouvriers qui n'ont encore jamais été occupés à des travaux de l'Etat, à ceux qui demeurent dans le voisinage du lieu des travaux et à ceux qui sont mariés. Pour ceux qui ont été déjà employés à des travaux de l'Etat, on choisit ceux pour lesquels il s'est écoulé le plus de temps depuis la fin de leurs derniers services jusqu'au moment présent. Il faut, en tous cas que ce temps égale au moins 15 jours.

En outre, on n'accepte que des ouvriers qui sont sans travail depuis au moins une semaine au moment où ils font leur demande.

S'il y a trop d'ouvriers à se présenter, on tire au sort en leur présence. Mais on tient compte aussi des capacités personnelles.

Les groupes ainsi formés prennent le travail au prix calculé par l'ingénieur, prix toujours fixé impartialement et qui permet aux ouvriers de se faire des gains journaliers équivalents aux gains ordinaires des ouvriers de leur partie. L'administration fournit gratuitement des outils excepté les haches, les pelles et les crampons ainsi que les matériaux. Quand besoin est, on prête aussi des tentes qui doivent être rendues à l'expiration du contrat. Les frais de réparations aux outils et aux tentes sont à la charge des ouvriers. De plus, on leur donne des billets à prix réduit pour se rendre au lieu du travail et on leur en retient le montant sur leur salaire. Chaque groupe choisit avant de commencer le travail, un chef qui est responsable de la bonne exécution des travaux, il choisit aussi un autre ouvrier qui est avec le chef de groupe, le représentant légal de ce groupe, reçoit tous les salaires et vérifie.

Toutefois, tous les membres du groupe reçoivent le même salaire.

L'exécution des travaux a lieu sous la haute surveillance de l'ingénieur de l'Etat, qui peut renvoyer en tout temps les ouvriers paresseux et incapables. Il peut aussi selon qu'il le juge bon prescrire au chef de groupe d'augmenter ou de diminuer l'effectif des ouvriers.

Si les ouvriers eux-mêmes-désirent le départ de l'un d'eux, il faut pour cela l'assentiment de l'ingénieur. Si un ouvrier veut quitter les travaux, on ne peut l'en empêcher, mais il n'a le droit à sa paie que le jour de son départ. Si son absence n'est que passagère et que les autres membres du groupe veuillent bien à la majorité, le recevoir de nouveau, on lui retient une somme calculée d'après la durée de son absence et le gain moyen du groupe, cette retenue est faite au bénéfice des autres ouvriers. Si un ouvrier tombe malade son poste reste vacant jusqu'à la paie suivante. Si sa maladie dure plus longtemps, l'ingénieur décide quelles mesures il a à prendre. Les paiements ont lieu tous les mois d'après le travail exécuté et le prix convenu. Le paiement total a lieu dès que l'ingénieur de l'Etat a pris possession du travail.

Mais l'administration peut toujours, dès qu'il lui convient, mettre fin aux travaux et résilier ainsi le contrat. Dans ce cas, on ne paie aux ouvriers que le travail qu'ils ont fait jusqu'à ce moment. Le maximum de travail admis est 8 heures par jour. Aucun ouvrier ne peut travailler plus de 48 heures par semaine sans l'autorisation écrite de l'ingénieur. Pour rendre le contrôle possible, chaque chef de groupe doit faire un état des heures de chaque membre du groupe.

Remarquons enfin encore cette clause que les ouvriers ne doivent pas, pendant la durée des travaux, se

faire embaucher ailleurs, et cela sous peine d'être aussitôt congédiés.

Lorsqu'il s'agit de bâtiments de l'Etat, on fait les contrats coopératifs non pas pour des lots de travail, mais pour l'ouvrage entier.

Les expériences qu'on a faites de ce système ont donné des résultats très favorables. Tout d'abord, il offre à l'Etat divers avantages. L'ouvrage fait par les ouvriers est excellent parce que les ouvriers y ont intérêt, et par suite les travaux faits valent effectivement ce qu'il ont coûté.

Les profits inattendus que font parfois les entrepreneurs reviennent donc à l'Etat qui peut ainsi liquider ses dépenses pour les travaux publics, puisqu'il peut, en cas de nécessité, faire cesser aussitôt les travaux, ce ce qui ne peut pas avoir lieu quand on applique le système ordinaire de l'adjudication. De même, l'administration est maîtresse de faire durer les travaux plus ou moins longtemps, puisqu'elle peut à son gré augmenter le nombre des ouvriers et n'est point liée par un temps donné.

Le système coopératif répond toutefois en même temps aux intérêts des ouvriers : tout d'abord, leurs gains sont très élevés, car le bénéfice que fait d'habitude l'adjudicataire leur revient en entier. En outre, leur situation sociale est élevée puisque ils sont ainsi indépendants et ne sont soumis à aucun patron.

Section III. — Belgique.

C'est en Belgique que l'on s'occupa tout d'abord de la question des salaires minimum.

Les premiers essais furent faits dès l'année 1855, par la ville de Bruxelles. La surproduction de l'or, par suite de la découverte de gisements en Californie et en Océanie, avait occasionné un renchérissement des vivres ; mais en revanche les salaires à Bruxelles étaient restés presque les mêmes depuis 1804. La situation des classes ouvrières, particulièrement des ouvriers employés aux constructions, devint si difficile que plusieurs entrepreneurs furent amenés à attirer l'attention de l'administration communale sur ce point. Le maire de Bruxelles s'entendit avec tous les entrepreneurs de constructions qui reconnurent la nécessité d'une augmentation de salaire ; mais tous demandèrent des mesures énergiques. La conséquence fut l'introduction de la clause du salaire minimum dans les cahiers de charges pour les constructions municipales. Toutefois, cette clause disparut en 1865, car l'augmentation des salaires survenue dans l'intervalle la rendait inutile.

Ce ne fut qu'après 1880 que cette idée reparut et fut réalisée par quelques administrations communales et provinciales, à l'instigation de sociétés d'ouvriers. Elle trouva aussi des partisans parmi les entrepre-

neurs. Elle fut réalisée de façons très diverses. Dans quelques communes, on fixa expressément en chiffres les salaires minima (par exemple, dans la commune de Saint-Josse-Ten-Noode). D'autres se contentèrent de poser quelques principes d'après lesquels devaient être fixés les taux de salaires qui ne l'étaient alors qu'au moment de l'adjudication. (Ce fut le cas, par exemple, dans la Flandre Orientale.) La ville de Malines força de nouveau les entrepreneurs à indiquer avant l'adjudication leurs taux de salaires, au-dessous desquels ils n'avaient plus ensuite le droit de descendre ; et on pouvait écarter les adjudicataires qui offraient des salaires trop bas. Enfin, on appliqua dans la Flandre Occidentale un système compliqué.

D'après ce système, quand il s'agissait de fournitures d'imprimerie, le soumissionnaire devait présenter deux soumissions, la première portant l'indication des salaires minimum, l'autre dépourvue de cette clause.

Ainsi l'administration pouvait, à conditions égales d'ailleurs, choisir l'entrepreneur qui offrait les salaires les plus convenables. Les prescriptions relatives au contrôle sont également très diverses. On trouve parmi elles l'affichage sur les lieux du travail des salaires minimum convenus ; on met à la disposition des ouvriers les listes des salaires ; on oblige si les travaux sont confiés à un sous-adjudicataire celui-ci à observer les clauses protectrices des ouvriers ; il y a enfin les peines prévues contre les contrevenants.

En 1893, le Conseil municipal de Bruxelles fit un nouvel essai pour introduire une clause de salaire minimum, après que des propositions, dans ce sens, eurent été rejetées en 1887 et en 1891. Cependant, le mouvement avait pris tant d'extension qu'on en parla de nouveau en février 1893 dans la Chambre des représentants, à propos des débats sur le budget du ministère du Commerce, de l'Agriculture et des Travaux publics. Le ministère de Bruyn qui avait fait en 1892 un essai malheureux, ne se montra pas opposé au projet, mais demanda qu'on priât le Conseil supérieur du travail de donner son avis. Ce fut dans la deuxième session du Conseil supérieur (9 décembre 1893, 4 janvier 1894) qu'on discuta effectivement la proposition de Verhaegen sur l'opportunité de prescrire, à titre d'essai, l'emploi de salaires minimum, proposition qui avait été déposée dès novembre 1892. Le résultat du vote fut toutefois négatif en ce qui concerne le salaire minimum. Le Conseil reconnut l'intérêt qu'il y aurait à ce que les salaires fussent fixés par une entente entre ouvriers et entrepreneurs ; mais il pensa que l'Etat n'avait pas à intervenir dans la question, que c'était l'affaire des associations spéciales ; les autorités publiques devant d'ailleurs favoriser ces associations.

Toutefois, le Conseil proposa au gouvernement de refuser des soumissions contenant des conditions si avantageuses pour l'Etat, qu'elles ont pour résultat

d'abaisser les salaires des ouvriers au-dessous des salaires usuels. Dans ce but, ajoutait-il, le gouvernement ne devrait pas perdre de vue les arrangements pris pendant l'exécution de travaux publics entre ouvriers et entrepreneurs et devant les Conseils de l'industrie et du travail au sujet des taux de salaires.

On devrait consulter les associations techniques des différents métiers pour fixer les prix d'ensemble dans les cahiers des charges.

L'administration devrait examiner l'exactitude des opinions de ces différents corps, et consulter au besoin le Conseil supérieur sur la façon de les employer pour fixer ces prix d'ensemble.

Enfin le Conseil, afin d'éclairer mieux l'administration sur les salaires, attira l'attention de la sous-commission pour la statistique du travail, sur la nécessité de déterminer de temps en temps, avec l'aide des conseils de l'industrie et du travail, ainsi que des associations professionnelles quels sont les taux des salaires courants. Il exprima le désir qu'on fit une enquête pour savoir quelle est l'importance du Sweating-System en Belgique, ainsi que sur les abaissements de salaires qui se produisent souvent dans les adjudications.

D'après cela, on renouça provisoirement à introduire la clause du salaire minimum pour les travaux de l'Etat ; mais cette idée fut reprise et appliquée en 1896.

Les administrations provinciales avaient pendant ce temps accepté de plus en plus ce système de sorte qu'il peut aujourd'hui être considéré comme le système dominant de la Belgique. Voici une esquisse des mesures pour la protection des ouvriers, dans les adjudications de fournitures et travaux publics.

A. — *L'Etat.*

A propos des débats sur le budget des ministères de l'Agriculture et des Travaux publics, la Chambre des représentants prit, le 8 juillet 1896, une résolution d'après laquelle les cahiers des charges qu'on devait livrer de nouveau à l'impression, contiendraient une clause assurant aux ouvriers occupés à des travaux publics un salaire minimum.

Mais le Sénat rejeta cet amendement dans sa séance du 18 juin 1896, et dans celle du 19 juin la Chambre des représentants y renonça aussi, quand le ministre de Bruyn eut répété son intention qu'il avait déjà énoncée au Sénat, d'introduire comme essai le salaire minimum pour certains travaux de son ressort.

Pour accomplir cette promesse, le ministre de l'agriculture et des travaux publics rendit une ordonnance conformément aux propositions du Comité permanent des ponts et chaussées d'après laquelle l'adjudicataire de travaux de l'Etat devait s'engager à ne

pas donner moins d'une somme déterminée dans le contrat, comme salaire aux ouvriers, apprentis et manœuvres employés aux travaux de pavage, de maçonnerie et de terrassement.

Les heures supplémentaires (on compte comme telles les heures faites le dimanche et les jours de fête) sont payées 25 0/0 en plus.

La liste des salaires doit être affichée sur les lieux du travail, et on doit donner à chaque ouvrier une carte où sont inscrits les salaires. Si ces conditions ne sont point observées (et dans ce cas il faut que l'ouvrier porte plainte aussitôt verbalement) ou donne un avertissement à l'entrepreneur, au deuxième, resté sans effet, l'entrepreneur est exclu pour un temps plus ou moins long des adjudications de travaux analogues ; ces conditions devaient être insérées dans tous les contrats conclus entre le 1^{er} juillet 1896 et le 31 décembre 1897 et comme tous ces contrats sont faits pour 3 ans, elles devaient rester valables jusqu'en décembre 1900.

De même les cahiers des charges, pour les travaux qui exigent des ouvriers de diverses sortes (par exemple construction de canaux), doivent contenir ces conditions. En plus, à Bruxelles, pour les travaux d'entretien aux bâtiments publics seuls, étant donné qu'ils sont courts, on fit une exception parce que ces conditions étaient déjà imprimées.

Le soumissionnaire devait, dans ce cas, s'engager

pour les travaux de terrassement, de pavage, de ciment, couverture, plomberie, décoration et tapisserie, jusqu'au 31 décembre 1897, à payer les salaires qu'il avait indiqués. Dans le cas contraire, on appliquerait les peines disciplinaires générales sus-mentionnées. Les expériences faites avec cette clause des salaires minimum forcèrent bientôt à faire une modification au règlement du 2 juillet 1896. Dans une circulaire du ministre aux ingénieurs en chef des ponts et chaussées (décembre 1896), on attire leur attention sur ce fait qu'il est difficile de choisir entre deux soumissionnaires dont l'un fait un grand rabais, mais donne des salaires peu élevés et dont l'autre fait le contraire. D'ailleurs, les personnes auxquelles appartient ce choix doivent décider elles-mêmes sur les salaires proposés. Si donc, continue la circulaire, cette nécessité existe, il faut aller plus loin, et prescrire même le taux des salaires : il sera facile aux ingénieurs de les fixer par la comparaison avec les salaires payés ordinairement pour ce genre de travaux. Le ministre ordonna donc qu'on mit dans les Cahiers des charges jusqu'au 31 décembre 1897 une clause, obligeant les entrepreneurs à payer les salaires fixés par l'administration et joints aux dits cahiers des charges, cette disposition s'appliquant aux ouvriers maçons, terrassiers et paveurs.

Les salaires doivent représenter les salaires normaux du lieu où se fait le travail. Les travaux qui se

font en dehors des heures habituelles sont payés 25 0/0 en plus par heure. Les autres prescriptions du règlement du 2 juillet 1896 ne furent point modifiées. Primitivement, cette réglementation ne devait servir que jusqu'au 31 décembre 1897, mais ce délai a été tacitement prolongé pour un temps indéfini ; et ces conditions sont encore en vigueur aujourd'hui, pour les travaux de terrassement, pavage et maçonnerie.

Pour les autres travaux et fournitures exécutés pour l'Etat dans des lieux fermés, on n'a pas essayé de réglementer les conditions de travail, le contrôle devant être trop difficile. Exception est faite pour les travaux d'imprimerie au compte du ministère des Travaux publics : pour ces travaux un minimum est prescrit ; les salaires sont fixés d'après ceux de l'Association libre des typographes de Bruxelles. Donc, bien que ces essais de l'Etat Belge, pour établir des taux de salaires minimum, soient restreints, il pourrait toutefois être bon d'indiquer sommairement comment ce système fonctionne et quels résultats il a apportés jusqu'ici.

La fixation des salaires minimum est réservée aux ingénieurs, qui la font d'après les informations qu'ils ont prises comme ils ont voulu. On ne prescrit rien de précis à ce sujet. Les plaintes provoquées par des infractions aux clauses de salaire minimum sont rares.

Jusqu'à présent on ne signale que trois cas quoique

les syndicats d'ouvriers et les inspecteurs exercent une surveillance sévère sur ce point. Mais il arrive souvent que l'entrepreneur omette de faire afficher les conditions. On essaie, par un contrôle plus sévère, de mettre fin à cet état de choses. On peut remarquer que, d'après l'opinion des ingénieurs en chef, l'introduction des salaires minimum n'a point pour résultat que les entrepreneurs demandent à être payés plus cher. Au contraire, les entrepreneurs ont une tendance à n'accepter aucun ouvrier incapable, afin d'obtenir ainsi un travail proportionné au salaire. La qualité du travail se trouve ainsi améliorée sans que son prix en devienne plus élevé.

B. — *Les provinces et les communes.*

Comme nous l'avons déjà dit, le mouvement des « Fair Wages » a eu le plus grand succès près des administrations communales et provinciales. Les provinces se rattachaient à l'envi à ce nouveau système et le nombre des villes qui introduisaient le salaire minimum croissait de jour en jour. Il n'est pas nécessaire d'entrer dans le détail, parce que une enquête de la ville de Bruxelles en avril 1896 donne un aperçu complet et encore actuel là-dessus. En effet, quand en février 1896 le parti socialiste du Conseil municipal de Bruxelles demanda l'introduction d'un salaire mi-

nimum dans les cahiers des charges à raison d'un taux de 4 francs pour une journée de 10 heures on ordonna une enquête pour voir si l'état actuel des choses provoquait des abus justifiant la réforme demandée. Le rapport sur cette longue enquête montre que sur les 9 provinces belges, 8 ont introduit dans leurs cahiers des charges des clauses relatives au salaires, la 9^e province celle de Limbourg (Hasselt) s'occupait encore de travaux préparatoires.

Sur ces 8 provinces, six (Brabant, Flandre Orientale, Hainaut, Liège, Luxembourg, Namur) prescrivent directement à l'entrepreneur le salaire minimum, les 2 autres (Flandre Occidentale et Anvers) demandent seulement aux entrepreneurs d'indiquer le salaire minimum qu'ils veulent donner mais on ne leur fixe pas. Si ce salaire n'est point au moins égal au salaire normal, la soumission est écartée. Dans le Brabant, Flandre occidentale et le Hainaut, ces conditions doivent être affichées sur les lieux du travail et montrées d'avance aux ouvriers.

Comme peine disciplinaire pour les contrevenants il y a, soit une amende de 50 à 100 francs, soit 5 frs par jour et par ouvrier. Dans 5 provinces, en cas de récidive, le contrat peut être résilié et le contrevenant exclu de toute autre adjudication dans l'avenir.

Aucune administration provinciale n'a reçu de plaintes de la part des entrepreneurs ou des ouvriers contre ses réformes ; aucune non plus n'a eu à se

plaindre de mauvais résultats au point de vue financier.

Le Brabant constate même que la clause du salaire minimum n'a eu aucune influence sur les frais des travaux. Dans la Flandre Occidentale, l'administration provinciale pense que cette mesure a porté les salaires à un taux équitable sans que la province ait eu à s'imposer de trop lourds sacrifices.

Dans l'enquête sus-mentionnée on a consulté en outre 86 grandes communes (de plus de 18.000 habitants). On constate alors que 39 seulement n'avaient pris aucune mesure au sujet des conditions du travail (5 d'entre elles annonçaient avoir l'intention de le faire), 47 communes, au contraire, avaient coutume de faire entrer ces clauses dans les cahiers des charges.

Presque toutes ces communes fixent elles-mêmes le salaire minimum, 9 seulement laissent ce soin aux entrepreneurs en s'en réservant l'approbation.

17 communes exigent l'affichage des conditions et 25 des rapports réguliers de l'entrepreneur sur l'état des salaires ainsi que des amendes de 5 à 10 fr. par jour et par ouvrier ou de 20 à 100 fr. en tout pour les cas de l'infraction.

La fixation des salaires par les provinces et les communes a lieu ordinairement, ainsi que l'approbation des salaires proposés par les entrepreneurs, avec l'aide des conseils d'industrie et de travail, des sociétés d'entrepreneurs et d'ouvriers, et aussi d'après les tarifs déjà existants.

Dans la plupart des cahiers de charges, on défend de confier les travaux à des sous-entrepreneurs afin d'éviter qu'on puisse ainsi omettre d'observer les salaires minimum.

Il n'y eut de plaintes au sujet des salaires que dans 2 communes, une seule eut une augmentation de frais.

Mentionnons enfin les règlements que quelques provinces et communes ont fait sur l'emploi de gens qui ne peuvent pas autant travailler que les autres (demi-ouvriers). Dans la Flandre Orientale et dans 2 communes Saint-Nicolas et Tamis, l'entrepreneur doit indiquer le nombre relatif de ces ouvriers inférieurs et leurs salaires. Ce nombre ne doit pas dépasser $\frac{1}{3}$ du nombre total. L'administration de la province de Luxembourg fixe un salaire minimum pour ces ouvriers c'est-à-dire pour ceux qui ont moins de 18 ans et plus de 60 ans. La Flandre Occidentale permet au soumissionnaire d'introduire des salaires moins élevés pour les demi-ouvriers (c'est-à-dire ceux de plus de 50 ans). Mais il doit avoir aussi pour employer chacun d'eux une autorisation spéciale de l'ingénieur.

Douze villes ont suivi cet exemple, tandis que trois communes étaient d'avis qu'on n'emploierait pas de demi-ouvriers par suite de la clause des salaires.

Outre les administrations provinciales et communales, l'enquête du Conseil municipal de Bruxelles a

demandé à 43 syndicats d'entrepreneurs, à 60 d'ouvriers et à quelques entrepreneurs non syndiqués leur avis sur les salaires minimum. Sur les 11 syndicats d'entrepreneurs qui répondirent, 7 étaient opposés à la réforme, sous prétexte qu'elle enlevait le travail aux demi-ouvriers ; 3 syndicats en étaient partisans, 1 était indécis. Les 22 syndicats d'ouvriers ou mixtes furent partisans de la clause, sauf ceux des ouvriers qui travaillent le bois. Les réponses des entrepreneurs n'offrirent rien de remarquable. Un menuisier déclara que quelques-uns de ses confrères étaient obligés d'abaisser les salaires. Un serrurier dit qu'il réussissait peu dans les travaux d'adjudication, sans doute parce qu'il suivait les salaires normaux. Un maître-maçon dit que cette clause l'avait forcé à demander 25 0/0 en plus pour des travaux.

D'après ces déclarations, le Conseil municipal de Bruxelles adopta dans sa séance du 28 octobre 1896, après de longs débats, le principe du salaire minimum qui fut exprimé ainsi.

« L'entrepreneur est obligé de donner à tous ses ouvriers, dans les travaux à l'adjudication, au moins le salaire minimum fixé chaque année par le Conseil municipal.

« L'entrepreneur contrevenant se voit retenir 100 fr. par jour, jusqu'au jour où il donne satisfaction. S'il y a récidive il peut être exclu pour un temps ou pour toujours des adjudications suivantes. »

Toutes les mesures adoptées tant par les provinces que par les communes pour la protection du travail ne s'appliquent qu'aux travaux exécutés dans les lieux ouverts et non dans les fabriques.

Section IV. — Pays-Bas.

Depuis de longues années, la question du salaire minimum dans les travaux publics est agitée comme l'une des plus importantes. Les ouvriers avaient demandé depuis longtemps à l'administration des règlements sur ce point.

On n'accéda qu'en partie à ces réclamations dans les adjudications de l'Etat, et le salaire minimum fut facultatif; mais beaucoup de communes et la province de Frise leur ont donné satisfaction dans leurs adjudications de travaux publics.

A. — *L'Etat.*

Jusqu'ici il n'y a encore eu aucun règlement légal au sujet des adjudications, 2 essais tentés par la Chambre des députés pour établir le salaire minimum et un nombre limité d'heures de travail doivent être considérés comme n'ayant donné aucun résultat.

La 1^{re} proposition faite à la Chambre le 25 novembre 1891 n'obtint du gouvernement qu'une réponse éva-

sive. La 2^e, faite en 1895, fut, après une longue discussion (8 mars) rejetée avec peu de majorité.

Toutefois, le ministre du commerce appliqua, dès 1891, quelques clauses pour la protection des ouvriers, dans les travaux de son ressort.

L'ordonnance en question est datée du 31 mars 1891 et s'occupe surtout de fixer une durée légale du travail journalier et l'assurance-accidents obligatoire.

Il existe encore d'autres prescriptions, qui ne sont pas générales et varient selon les cas particuliers.

Ces prescriptions concernent surtout les salaires. Ceux-ci peuvent être fixés exactement dans le cahier des charges, selon les métiers, les lieux et les temps, et cela non seulement pour la journée normale de onze heures, mais encore pour les heures supplémentaires. Celles-ci sont payées 10, 20, 30 0/0 en plus, selon que le travail est prolongé de 1, 2 ou de 3 heures. Toutes les autres heures supplémentaires sont payées 50 0/0 en plus. Mais, si ces heures supplémentaires sont ordonnées par l'administration, l'entrepreneur peut se faire rembourser par les ouvriers ce qu'il a donné en plus pour ces heures, naturellement à condition que ce travail supplémentaire n'ait pas pour cause sa négligence.

Quand l'administration accepte que l'ouvrier soit payé à la pièce, on doit s'arranger pour qu'il gagne autant que celui qui est payé à l'heure.

Le salaire ne peut être abaissé au-dessous du taux fixé (et cela avec l'autorisation de l'administration) que pour les ouvriers qui, employés ordinairement chez l'entrepreneur, ont un salaire moins élevé, et pour ceux qui, à cause de l'âge ou d'infirmités, sont moins capables que les autres.

Le paiement des salaires doit se faire chaque semaine, à l'ouvrier lui-même, on doit faire savoir à l'administration où et quand il doit avoir lieu, afin qu'elle puisse contrôler.

Elle peut y envoyer un fonctionnaire, ou se faire présenter d'avance un exemplaire de l'état des salaires, qui doit être aussi prêt à être consulté pendant le paiement.

Les prescriptions du cahier des charges, sur les salaires et les heures de travail, doivent être affichées visiblement sur les lieux de travail.

En outre, on peut, dans certains cas, défendre au soumissionnaire d'employer plus d'ouvriers au-dessous de 23 ans que 25 0/0 du nombre total. Ce nombre ne peut être dépassé que dans des cas extraordinaires avec la permission des autorités. En outre, le ministre peut ne permettre la sous-adjudication que dans le cas où on a fixé un salaire minimum.

B. — *Les provinces et les communes.*

En 1892, l'union générale des travailleurs néerlandais envoya une pétition aux administrations provin-

ciales et communales : on y demandait d'introduire un maximum d'heures de travail journalier et un salaire minimum dans les cahiers des charges. Bien qu'il n'y ait eu à ce sujet aucune prescription légale, comme nous l'avons dit, plusieurs communes et une province essayèrent d'appliquer ce système dans leurs travaux publics. Déjà, en juillet 1891, le Conseil municipal d'Amsterdam reçut une demande de fixer dans les adjudications de travaux de constructions et de concession par des règlements le travail maximum et le salaire minimum, dans l'intérêt des ouvriers, et cela autant qu'aucune circonstance ne l'empêchait.

Après de longues recherches préliminaires, le Conseil refusa de le décider (octobre 1892). Toutefois, il ne rejeta pas la proposition en principe, et institua une commission où les différentes opinions sur la question étaient représentées, afin de faire le plan d'un règlement détaillé. La commission fit un rapport dès avant la fin de ses travaux sur les conditions du travail dans les travaux municipaux mis à l'adjudication, et on appuya tout particulièrement sur cette circonstance que beaucoup d'ouvriers étaient sans travail.

Dans ce rapport, la minorité de la commission fut d'avis que tous les gens employés à des travaux communaux devaient recevoir au moins le salaire usuel de l'endroit.

L'administration communale devait par conséquent suivre le mouvement des salaires. La majorité, au

contraire, qui pensait que l'immixtion de l'administration communale amènerait une augmentation générale de salaire, préféra qu'on fixa expressément le salaire minimum.

C'est ce que décida le Conseil après longue délibération des 20 décembre 1893, 10 et 11 janvier 1894, et après qu'il eut été proposé que la décision en question ne soit que provisoire pour un an ; le Conseil faisant, pendant cette année d'essai pour chaque travail à exécuter, 2 propositions, l'une avec la clause du salaire minimum, l'autre sans cette clause. Ce règlement entra en vigueur le 14 janvier 1894, et dès le mois de juillet, il était rendu définitif, le conseil ayant jugé qu'une demi-année d'essai suffisait. Le motif de cela fut un rapport du maire d'Amsterdam sur les adjudications de janvier à juillet 1894. D'après ce rapport, les exigences des entrepreneurs, avec le nouveau règlement, ne dépassaient que de 2,17 0/0 leurs exigences ordinaires.

Les conditions exigées dans ce règlement sont à peu près les mêmes que celles du ministre du commerce.

En outre, un salaire minimum est fixé pour les manœuvres, journaliers, et demi-ouvriers (de 14 à 23 ans). Leur nombre ne peut dépasser 20 0/0 du nombre total d'ouvriers.

Le travail à la pièce n'est permis que quand cela ne nuit pas à la qualité.

Ces prescriptions sont valables aussi pour les sous-entrepreneurs, mais le premier entrepreneur est responsable de leur observation.

Les conditions du travail doivent être affichées, et chaque ouvrier, au moment de son entrée, doit déclarer par écrit ce qu'on lui a fait connaître. Dans les cas d'infraction, la ville seule peut demander des dommages-intérêts, l'ouvrier ne peut que réclamer les droits qui lui viennent de la convention qu'il a conclue pour son propre compte. A côté de ces clauses, le règlement porte que le soumissionnaire doit indiquer pour quelle somme il peut entreprendre les travaux en observant les clauses protectrices du travail, et pour quelle somme, s'il ne les observe pas. Le maire et le Sénat décident, au besoin, sur l'avis du Conseil municipal, lequel il faut choisir. On pouvait ainsi juger quel serait le résultat financier de ces clauses.

D'après le rapport du sénateur Dr Treub ce résultat fut favorable. Non seulement les entrepreneurs étaient satisfaits, mais encore les surcroûts de dépense effectifs des travaux de la ville qui étaient tout d'abord évalués à 3 0/0 avaient plutôt diminué qu'augmenté. Une enquête faite dernièrement par l'avocat Van Zanten constate que le règlement, à part quelques rares exceptions, est bien suivi, et qu'il a vraiment amélioré la situation des ouvriers. Le nombre des heures de travail est descendu à 11 heures, et depuis le 1^{er} juillet 1900 il devait descendre à 10. Malgré que

les travaux de constructions aient subi un arrêt, les salaires ont toujours augmenté. A cause de cela, comme le dit M. Van Zanten, il faut que les salaires minimum soient fixés à nouveau de temps en temps, et la Chambre de commerce a demandé que l'adjudicataire ne puisse jamais donner un salaire moindre que celui fixé au moins tous les deux ans par le Conseil municipal sur l'avis de la Chambre de commerce. Le principe des « Fair Wages » ainsi appliqué doit s'étendre aussi, d'après M. Zanten, aux fournitures communales. La crainte que les gens moins capables de travail soient privés par là d'occupations ne s'est pas trouvée fondée.

Les demi-ouvriers touchent le salaire minimum, les autres sont mieux payés.

D'autres grandes villes de Hollande comme Alkmaar, Schiedam, Sneek, etc., ont imité l'exemple d'Amsterdam. Ce fut le Conseil municipal de Sneek, ville de 14 000 habitants, qui commença et résolut en novembre 1892 de fixer le salaire minimum à l'heure pour les ouvriers exercés et non exercés. Le jour de travail fut de 11 heures, l'assurance contre les accidents obligatoire et les sous-adjudications interdites.

En 1893-94, on ajouta que pour les ouvriers de moins de 20 ans et de plus de 60, le salaire serait fixé d'accord avec les directeurs de constructions et qu'on n'accepterait pas les ouvriers qui n'habiteraient

pas depuis au moins un an dans la commune. A Wischonten le maire demanda pour la construction d'une mairie que chaque soumissionnaire fit deux soumissions, l'une avec l'indication du travail maximum, l'autre sans cette indication. On vit que dans le premier cas les soumissionnaires demandaient 5 0/0 en plus ; à la fin toutefois le moins exigeant se contenta de 2 1/2 0/0 en plus.

La province de Frise elle aussi prit part au mouvement en introduisant la journée maximum de 12 heures et le repos du dimanche et fêtes. On fixa en outre des salaires minimum augmentés de tant 0/0 pour les heures de travail supplémentaires et le travail du dimanche quand il est autorisé par l'administration. Le travail à la pièce et les sous-adjudications sont permis en principe ; toutefois l'administration provinciale se réserve le droit de les empêcher si les ouvriers devaient souffrir par là d'une diminution de salaire. Du reste, le premier adjudicataire répond de l'observation des clauses protectrices pour le second et doit laisser afficher un exemplaire de ces clauses. Tout dernièrement, le Conseil de Rotterdam, pour satisfaire les nombreuses pétitions des sociétés d'ouvriers, a pris la résolution, non pas de fixer un salaire minimum pour les travaux mis en adjudication, mais d'exiger qu'on paie davantage le travail de nuit et du dimanche, qu'on dédommage les ouvriers quand on leur fait cesser d'un coup leur travail, et qu'on

prenne des mesures pour assurer les ouvriers contre les accidents.

Section V. — Etats-Unis d'Amérique.

La protection accordée aux ouvriers dans les adjudications aux Etats-Unis se borne, la plupart du temps, à assurer le paiement des salaires aux personnes occupées aux travaux publics, en forçant les entrepreneurs et sous-entrepreneurs à verser une caution pour la régularité des paiements. On ne trouve que dans les Etats du Kansas et de New-York une fixation des salaires comme en France et en Angleterre.

A côté des règles pour les constructions de l'Etat, il y a plusieurs lois datant de 1894-95 sur les conditions du travail, dans les travaux d'imprimerie pour l'Etat : ces lois fixent les salaires des ouvriers du « Printing-Office » et prescrivent, pour le travail de nuit, 20 0/0 d'augmentation. On fixa aussi des jours fériés où les ouvriers ne travaillent pas mais sont payés quand même. La journée de 8 heures est obligatoire pour toutes ces personnes travaillant directement ou indirectement pour le compte de l'Union. Dans l'Etat d'Indiana une loi de 1899 fixe un salaire minimum pour les ouvriers qui ne connaissent pas bien le métier.

Kansas.

Dans le Kansas le principe des « Fair wages » s'applique dans les adjudications. Une loi de 1891 ordonne que dans tous les travaux de l'Etat, des districts, villes et communes, les ouvriers reçoivent au moins le salaire journalier usité dans l'endroit où se font les travaux.

Nébraska.

Dans certaines villes du Nebraska, on a établi un comité de travaux publics, pour fixer les salaires des ouvriers placés sous sa dépendance, les salaires ne doivent être ni plus haut ni plus bas que les salaires ordinaires pour les ouvriers de la catégorie en question.

New-York.

Une loi de 1899 dit que pour tous les travaux publics de l'Etat ou des communes le maximum de la journée doit être de 8 heures.

Les salaires de tous les ouvriers qui travaillent plus ou moins aux travaux de l'adjudication, c'est-à-dire également ceux qui fabriquent les matériaux doivent égaler au moins les salaires ordinaires du lieu où les travaux sont achevés définitivement. Les ca-

hiers des charges doivent contenir une clause dans ce sens, obligeant entrepreneurs et sous-entrepreneurs. Une autre clause doit indiquer qu'en cas d'infraction d'une de ces règles le contrat est résilié de droit. Il est défendu aux fonctionnaires communaux et de l'Etat de faire sur les fonds publics à eux confiés des paiements quelconques à un adjudicataire dont le traité d'adjudication n'est pas conforme à ces règles. En outre, tout le monde a le droit légal de protester contre un tel traité ou contre les paiements faits sur les fonds publics pour des travaux exécutés irrégulièrement. Tout fonctionnaire qui tolère une infraction doit être révoqué. Comme garantie, on exige une caution pour le paiement au moins mensuel des salaires ; et d'ailleurs l'administration a le droit, au besoin, de retenir comme gages toutes les sommes qu'elle doit aux entrepreneurs de constructions publiques.

Section VI. — Empire Allemand.

Jusqu'ici la question des adjudications n'a pas été réglée d'une façon uniforme dans l'Empire. L'Union des fabricants du Rhin moyen fit, dès 1886, une pétition au chancelier d'Empire dans laquelle on le pria de s'employer à ce que les dispositions revues en 1885 sur les adjudications en Prusse soient étendues à tous les états, aussi bien qu'aux villes et aux

chemins de fer privés. Le chancelier refusa son intervention par un arrêté du 22 décembre 1886 ¹. Les vœux des ouvriers relativement à la réorganisation du système d'adjudication furent exprimés dans une résolution prise en 1899 au congrès des ouvriers constructeurs à Berlin. Les réclamations des délégués des syndicats d'ouvriers constructeurs tendaient à restreindre l'emploi des adjudications dans tous les travaux de construction de l'Etat, des communes, des états particuliers afin de le supprimer complètement. On le remplacerait par des travaux exécutés directement par l'Etat, les communes etc. On aurait alors égard aux associations d'ouvriers et le salaire minimum serait le salaire courant du lieu où se feraient les travaux. Mais, en attendant qu'on puisse supprimer les adjudications, on devrait ajouter aux contrats une clause obligeant l'entrepreneur à se conformer aux salaires usités dans l'endroit.

S'il y avait discussion au sujet des conditions de travail du pays, l'administration devrait prendre l'avis des représentants des ouvriers en question et de syndicats d'ouvriers.

Ces demandes vont bien au delà de ce qui existe réellement en Allemagne pour la protection du travail.

Les dispositions prises par les différents états pour l'adjudication de leurs travaux se basent sur la liberté des contrats de travail, et se bornent, en ce qui con-

cerne la protection^s des ouvriers, à forcer l'entrepreneur à veiller sur leur sécurité. L'Etat n'a alors à s'occuper des salaires que pour exiger des autorités qui dirigent la construction que celles-ci forcent l'entrepreneur à exécuter ses engagements vis-à-vis des ouvriers.

S'il reste en retard pour ses paiements l'administration paie aux frais de celui-ci.

Seuls les travaux d'imprimerie font exception.

L'administration impériale du canal de Kiel a ordonné en faisant faire de tels travaux que les ouvriers devaient être payés d'après le « tarif allemand des ouvriers imprimeurs ». Mêmes prescriptions en Prusse, en Hesse et en Saxe.

Les communes et autres corps autonomes ont suivi pour la plupart l'exemple des Etats. Toutefois, certaines communes ont introduit des clauses protectrices plus étendues, pour leurs travaux publics.

Les différents Etats.

En Prusse, le ministre des travaux publics a, par sa circulaire du 15 juillet 1885 adressée aux directions de chemins de fer, aux gouverneurs de provinces, à la commission de constructions de l'Etat, et aux bureaux de l'administration des usines prescrit que dans les travaux de constructions l'administration doit

veiller à ce que l'entrepreneur s'acquitte de ses obligations envers ses ouvriers. Dans le cas où l'entrepreneur ne le ferait pas et lorsque l'avancement du travail en souffre, l'administration a le droit de payer directement les intéressés au compte de l'entrepreneur.

En outre, d'après cette circulaire et spécialement pour les bâtiments, l'entrepreneur doit à toute réquisition donner à l'administration et au fonctionnaire directeur des travaux, des renseignements sur les contrats faits avec les ouvriers pour l'exécution des travaux. Au cas où l'entrepreneur tarderait à remplir ses engagements, l'administration peut donner satisfaction aux intéressés au compte de l'entrepreneur et celui-ci doit fournir pour cela les états des salaires et tout ce qui est nécessaire. On a fait un pas pour l'introduction des « Fair Wages » dans l'adjudication de tableaux dans les travaux d'impression, en ce que dernièrement, le ministre du commerce décida que l'on ne confierait de tels travaux, comme d'ailleurs c'était l'usage auparavant, qu'à des maisons ayant accepté par écrit le « tarif allemand pour l'imprimerie ».

Dans la Hesse, le ministre de l'intérieur fit savoir par un arrêté à tous les fonctionnaires sous ses ordres qu'il avait décidé que dans les adjudications d'imprimés faites à des particuliers, on ne choisirait pour cela que les maisons qui ont reconnu ce tarif, à con-

dition toutefois qu'elles soient capables. Pour soutenir les efforts de l'Union du Tarif, efforts qu'on doit reconnaître comme utiles, le ministre invita les administrations qui dépendent de lui à faire de même, autant que les circonstances locales le permettront. Les chefs de provinces doivent s'entendre pour cela avec les mairies qui dépendent d'eux.

A cet arrêté était joint une liste des maisons d'imprimerie qui ont reconnu ce tarif. Dans le royaume de Saxe, il n'y a aucune mesure protectrice. Toutefois, il y a exception pour les travaux d'imprimerie du ministère de l'Intérieur pour lesquels on suit le tarif allemand d'imprimerie. En Alsace-Lorraine, mêmes dispositions qu'en Prusse.

Les Communes et autres corps autonomes.

Il n'y a encore en Allemagne dans aucun Etat, ni lois ni arrêtés pour soumettre les adjudications des communes et autres corps autonomes à des règles fixes.

Mais comme le faisait remarquer le ministre de l'intérieur de Prusse en 1897, les prescriptions pour les adjudications de l'Etat sont appliquées en Prusse par les grandes et aussi beaucoup de petites communes. Ceci est également vrai des autres Etats. De ce fait, on

conclut que dans la majorité des cas, des mesures spéciales ne sont pas prévues pour la protection des ouvriers pour les travaux municipaux.

Il n'a pourtant pas manqué d'essais pour introduire le salaire minimum et autres clauses, mais elles n'eurent, le plus souvent, que peu de succès.

Lorsque, par exemple, l'Union évangélique d'ouvriers de Stuttgart demanda en 1895 au Conseil municipal entre autres choses d'introduire pour les travaux de construction de la ville et autres travaux, des conditions sur les salaires et la durée des journées de travail, on demanda au président du Conseil des prud'hommes son avis sur la question. Celui-ci répondit en proposant que les entrepreneurs et ouvriers fixent d'accord des salaires normaux. Quiconque voudrait se charger de travaux publics devrait s'engager à payer au moins ces salaires. Tant qu'on ne serait pas encore arrivé là, les soumissionnaires devaient indiquer les salaires qu'ils comptent donner et on préférerait ceux qui paieraient les plus élevés. On exclurait, au contraire, ceux qui paieraient par trop peu.

Mais le Conseil municipal rejeta ces propositions en disant que ce n'était pas applicable pour la circonscription d'une seule ville où il n'existait pas d'associations obligatoires d'entrepreneurs et ouvriers. Des désaccords dans la fixation des salaires pourraient amener l'exclusion de maisons très capables. Le moyen terme même, qui aurait consisté à faire indiquer par

l'adjudicataire ses taux de salaires, fut insuffisamment défendu au sein du Conseil municipal.

L'union évangélique des ouvriers de Leipzig entreprit quelque chose d'analogue en demandant à la ville de prescrire à ses entrepreneurs de n'employer que des ouvriers de Leipzig et de leur payer le salaire ordinaire de leur corporation. Le maire fit remarquer à ce sujet dans la séance du 29 mai 1895 qu'on avait déjà prescrit dans certaines branches de n'employer que des ouvriers de l'endroit même, mais que cela avait occasionné des difficultés, car on ne pouvait trouver à Leipzig d'ouvriers pour faire les écluses, ni de terrassiers.

Pour ce qui était des salaires, le Conseil n'était pas en situation de s'en mêler : il recevait les offres des entrepreneurs, mais ne pouvait savoir si celui qui demandait le moins le faisait parce que ses matériaux lui revenaient à moins cher ou parce qu'il payait moins ses ouvriers. Toutefois, on résolut d'examiner la proposition au Conseil municipal. Sur la demande de celui-ci, la Chambre de commerce donna son avis sur la question du salaire minimum le 13 septembre 1895. Le comité avait demandé qu'on rejette la proposition parce que l'introduction d'un salaire minimum causerait des difficultés entre patrons et ouvriers. Ces derniers s'efforceraient de faire monter les salaires le plus possible et il manquerait l'organe convenable pour opérer la fixation des salaires. Un membre de la

Chambre objecta bien que cette crainte n'était pas fondée, car c'était disait-il, justement dans les métiers où il y a des tarifs, que les difficultés étaient le moins fréquentes. Il fallait donc gagner l'administration à la réforme.

Mais la majorité des orateurs, de même que ceux de la Chambre de commerce, adopta la manière de voir du comité et vota négativement. La clause des salaires ne fut donc pas appliquée bien qu'on décida le 5 mai 1896 d'en délibérer de nouveau au Conseil municipal.

En décembre 1899 le Conseil municipal de Magdebourg rejeta complètement une proposition tendant à faire introduire le « tarif allemand d'imprimerie ». Cette proposition avait été faite par des imprimeurs qui suivaient ce tarif et demandaient qu'on arrivât à l'entente si importante des ouvriers et patrons faite pour l'unité des salaires et qu'on confie les travaux d'imprimerie autant que possible seulement aux maisons ayant adopté le dit tarif. On rejeta la proposition à l'unanimité sauf 4 voix, après que le maire eut déclaré qu'il était difficile que la ville se mêle, comme on le demandait, des conventions entre ouvriers et patrons ; car d'autres corps de métiers demanderaient la même chose et l'administration n'était pas en état de juger impartialement ce qu'il en était pour chaque métier. La seule chose qu'on put faire et que le maire avait d'ailleurs déjà fait, était d'enga-

ger les imprimeurs à se demander s'il ne vaudrait pas mieux pour eux adopter le tarif. Mais il n'était pas possible de les y forcer.

Il est remarquable, en outre, que le Conseil municipal de Berlin, le 14 décembre 1899, rejeta une proposition d'après laquelle cette assemblée devait inviter toutes les administrations qui donnent des travaux à l'adjudication, à obliger les entrepreneurs à adopter les salaires locaux, reconnus par les syndicats d'ouvriers et à prendre les mesures nécessaires pour la protection des ouvriers dans les travaux de construction et de réparations importantes. Mentionnons ici encore deux essais entrepris par les ouvriers afin d'obtenir la disparition complète des adjudications.

En 1893, les conseillers municipaux socialistes de Hambourg, firent, sachant qu'il y avait de grands travaux de construction à exécuter, les demandes suivantes :

Qu'on ne donne pas les travaux à l'adjudication ; que la journée de travail soit au plus de 9 heures ; que les travaux soient payés à la journée ; qu'on paie les salaires fixés d'accord par les ouvriers et les patrons du métier en question ; qu'on ne permette pas la vente de boissons spiritueuses aux ouvriers par des personnes aux gages de l'entrepreneur. Là où il y a au moins 25 ouvriers, on établira des cabinets conformes aux règles de l'hygiène. Après une longue dis-

cussion, le Conseil au complet n'accepta que les deux dernières demandes.

A Strasbourg, les tailleurs de pierre demandèrent en 1896 au Conseil municipal de faire exécuter directement les travaux sans adjudication et en attendant, d'interdire tout au moins les sous-adjudications. Le Conseil ne donna aucune suite à ces demandes, mais ajouta toutefois à ses règlements, que l'entrepreneur devait forcer les sous-entrepreneurs à donner une garantie pour le paiement des salaires qu'ils devaient.

Nous avons mentionné ces essais infructueux pour montrer quelle attitude les grandes communes d'Allemagne ont prise vis-à-vis de la question. Voyons maintenant ce qui existe en fait.

Il faut mentionner en première ligne la ville de Karlsruhe qui décida le 23 juin 1897, d'introduire parmi les principes pour l'exécution des travaux et fournitures communaux le suivant : les maisons soupçonnées de ne pas faire ce qu'elles doivent au sujet des salaires, du nombre d'heures de travail des ouvriers, etc. doivent, si ce soupçon se vérifie, être exclues de l'adjudication.

L'administration communale, peut en outre, s'assurer des salaires et conditions de travail des ouvriers chez les entrepreneurs qui soumissionnent et, doit en cas de besoin, faire usage de ce droit. Autant que possible on confiera les travaux à des maisons qui les exécutent elles-mêmes.

A Dresde, Francfort-sur/-Main et Stettin, l'administration peut payer directement aux frais de l'entrepreneur les salaires en retard aux ouvriers. L'entrepreneur doit, en outre, donner des renseignements sur les contrats de travail, présenter ses états de salaires. Dans le Brunswick, pour les constructions de canaux, on exigea que l'entrepreneur indique dans sa soumission les salaires convenus, tandis qu'à Charlottenbourg on fait des prescriptions de salaires et de temps de travail pour les travaux d'éclairage de la ville, au moins quand, par suite d'une sous-adjudication, où dans des travaux à la lumière artificielle, on peut craindre que le travail soit mauvais ou bien que la vie humaine ou le matériel ne soient en danger.

La ville de Mengen en Wurtemberg a établi une disposition remarquable. Les petits travaux sont confiés alternativement à l'amiable aux patrons de la ville, chacun d'après son métier; mais les patrons doivent s'engager à faire fréquenter à leurs apprentis l'école professionnelle pour qu'ils passent l'examen d'apprentis et leur laisser le temps nécessaire. Les traités d'apprentissage doivent contenir une clause stipulant qu'ils seront présentés au Conseil municipal avant que celui-ci ne conclue de marché. On peut, de plus, exiger la preuve que cette clause est observée. En même temps sont fixés les salaires des maîtres et des compagnons. Les grands travaux sont donnés à l'adjudication ordinairement au soumissionnaire

qui se rapproche le plus de la moyenne des offres.

Le Conseil se réserve d'instituer une Commission d'ouvriers et de patrons pour fixer ainsi le minimum des ouvriers et manœuvres.

Spécialement pour les travaux d'imprimerie, les villes de Leipzig, Francfort-sur-Main et Hanovre ont adopté le principe de ne confier les travaux qu'à des maisons qui suivent le « tarif d'imprimerie allemand ». Pour terminer cet aperçu qui, d'ailleurs, ne prétend pas être complet, nous mentionnerons les conditions faites par l'« Etablissement national d'assurance de Berlin » (1) pour ses travaux de construction. On y trouve la clause que l'adjudicataire doit s'engager à remplir un formulaire indiquant le taux des salaires et la durée du travail journalier.

L'Union des industriels travaillant aux métaux, de Berlin, protesta lors de la construction de maisons de santé pour les ouvriers dans une circulaire adressée aux membres de l'Union le 25 janvier 1900 sous prétexte qu'on soutenait les réclamations de ceux qui voudraient obtenir la fixation d'un salaire normal et d'un nombre d'heures de travail normal. L'administration demanda donc à ses membres de ne pas accepter l'introduction de ce paragraphe.

Là-dessus le président de l'établissement d'assurance, Dr Freund, répondit non comme président,

(1) *Landes-Versicherungsanstalt*. Berlin.

mais comme particulier que les conditions en question sont appliquées depuis 1898 ; que jusqu'ici tous les entrepreneurs, sauf un, les ont acceptées, et que les résultats ont été bons. Il ajouta que ces mesures n'ont pas été établies par des décrets de l'administration, mais décidées à l'unanimité par la représentation légalement constituée des ouvriers et patrons. De plus, la réponse du Dr Freund dit que l'on exige seulement l'indication des salaires et du nombre d'heures de travail journalier : l'entrepreneur ne serait point obligé de payer des salaires spéciaux, mais devrait seulement indiquer sur quels taux de salaire il a basé ses calculs. Ces indications ne sont point un secret. Il serait facile de s'enquérir par une enquête officielle des taux de salaires, et de n'admettre à soumissionner que les entrepreneurs qui voudraient payer des salaires déterminés. Mais on a préféré le moyen plus loyal de choisir les entrepreneurs d'après leur capacité et de leur demander de fournir eux-mêmes des renseignements sur les conditions de travail qu'ils veulent imposer à leurs ouvriers. Le Dr Freund remarque, en outre, que l'établissement d'assurance ne fait que des adjudications restreintes entre entrepreneurs reconnus comme particulièrement habiles, et que l'administration de cet établissement, d'après une décision prise à l'unanimité, n'est pas obligée de choisir l'entrepreneur qui demande le moins. Elle peut aussi, à l'occasion, ce qui lui est déjà arrivé, préférer celui qui de-

mande le plus. On ferait entrer en ligne de compte, pour choisir l'adjudicataire, les salaires et la durée du travail journalier, d'après la nécessité de cette indication.

En ce qui concernait les motifs pour lesquels « l'établissement d'assurance » prenait en considération d'une façon générale les conditions du travail des ouvriers employés chez d'autres entrepreneurs c'était, à côté du désir de faire du bien aux ouvriers, des motifs d'intérêt personnel couverts d'ailleurs par l'intérêt des ouvriers et des entrepreneurs.

Voici, en effet, le texte de la réponse du Dr Freund :

L'établissement d'assurance est une institution qui a pour mission d'exécuter les grands projets d'utilité sociale formés par l'Empire, et il est tout particulièrement obligé d'avoir toujours en vue le bien social, lorsqu'il organise ou entreprend quoi que ce soit. Les grands établissements sanitaires de Beelitz sont faits pour les ouvriers. Les ouvriers exposés, par suite de leur profession, à voir leur santé prématurément altérée, doivent y trouver guérison, soulagement, et recouvrir les forces nécessaires pour gagner de nouveau leur vie : ce serait une honte pour cette institution, si dans l'exécution de ces bâtiments elle devait, en face de cette question du bien des ouvriers, rester impassible. L'établissement d'assurance fait construire à son compte. Les employés dirigent et surveillent le travail. C'est pourquoi il y a une certaine responsabi-

lité pour les conditions de vie des ouvriers, alors même que ceux-ci ne seraient point employés directement par l'institution. De plus, il y a le plus grand intérêt à ce que les constructions soient faites le plus vite possible. Vis-à-vis de la forte agitation présente causée par les questions de salaires et des nombreuses grèves qu'elles ont occasionnées, l'établissement a cru que le mieux serait, en choisissant ses entrepreneurs, de considérer quelles sont les conditions de travail en usage chez eux. A cela s'ajoute ce fait que l'endroit où l'on construit est isolé, et que beaucoup d'ouvriers sont obligés de prendre le chemin de fer pour s'y rendre. C'est aussi cette circonstance qui l'amena à désirer que la journée du travail ne dépasse pas neuf heures. Cette clause n'était naturellement valable que pour les travaux qui se font sur le lieu même où se construit le bâtiment. L'expérience a montré jusqu'ici, depuis un an et demi que durent les travaux, combien ces mesures étaient bonnes. Sans elles de l'avis même des entrepreneurs, la rapidité des travaux eût été compromise. »

Le Dr Freund termine en disant qu'il est évident que cette mesure paraissait désirable aux entrepreneurs eux-mêmes, car c'est leur avantage aussi à un autre point de vue, le fait qu'on tient compte des taux de salaires empêchant d'autres entrepreneurs de pouvoir faire des rabais exagérés en donnant des salaires moins élevés.

Section VII. — Suisse.

Les efforts pour réformer et unifier le système des adjudications dans toute la confédération apparaissent tout d'abord, en 1883, dans les propositions que l'Union industrielle suisse fit à l'administration de la confédération à la suite d'une enquête. Mais la question était envisagée du côté des entrepreneurs, et il n'était pas question de la protection des ouvriers employés aux travaux publics. Toutefois, on peut pourtant considérer comme importante à ce point de vue la proposition de l'Union industrielle, ainsi conçue : « On confiera les travaux à des gens du pays en prenant en considération non seulement la hauteur des prix qu'ils demanderont, mais encore leur moralité et leur capacité. » Le Conseil fédéral prit connaissance de ces vœux le 20 novembre 1883, mais considéra comme nécessaire la rédaction d'un exposé que les industriels devraient transmettre non seulement à l'administration de la confédération, mais encore aux administrations cantonales et communales. Dans les années suivantes, la réforme commencée donna lieu à des enquêtes et à des discussions de la part des comités industriels, sans qu'on aboutît à un résultat appréciable. En 1895, le bureau central de l'Union industrielle de Suisse résolut d'inviter les sections à lui faire un rapport, avant la fin de l'année, sur leurs dé-

libérations, résolutions et mesures prises au sujet des adjudications, aussi bien que sur les inconvénients qu'ils auraient découverts et les moyens d'y porter remède. De même, les administrations nationales, cantonales, communales et de même celle des chemins de fer, devaient être invitées à fournir des renseignements.

Une sous-commission du bureau central, à la suite de cette enquête, fit plusieurs propositions sur lesquelles il prit une décision et qui furent discutées dans l'assemblée des délégués à Lucerne en 1897. Mais tout cela tendait seulement à une réforme des adjudications à l'avantage des entrepreneurs. Il n'est question qu'indirectement des ouvriers. En effet on dit que les soumissionnaires qui feraient des rabais par trop grands, moins de 90 0/0 de la moyenne des soumissions, seraient écartés. On voulait par là éloigner les entrepreneurs peu honnêtes, et on favorisait par là même les ouvriers, puisque les entrepreneurs faisant de grands rabais se rattrapaient sur les salaires.

Le 22 février 1899, l'Union industrielle suisse présenta au Conseil fédéral les résultats de ses enquêtes et ses vœux, en une brochure et lui demanda de les agréer.

Le département fédéral des finances examina les demandes, mais refusa d'une façon décisive la réglementation uniforme des adjudications. Et pour justifier sa décision, il déclara qu'un arrêté où il n'y aurait

que des propositions générales manquerait son but. Quant à entrer plus dans le détail, ce serait impossible dans un règlement devant avoir une portée générale étant donné que l'état des choses est différent dans les diverses parties de l'administration.

Le Conseil fédéral a donc répondu à l'Union industrielle suisse qu'il n'était pas en situation de faire des prescriptions générales pour toute la confédération relativement aux adjudications ; mais qu'il avait néanmoins à demander à toutes les administrations d'exécuter autant que possible les propositions de l'Union.

Nous avons déjà indiqué que l'Union industrielle n'avait pas en vue la création de mesures spéciales pour la protection du travail, c'est pour cela qu'il n'est pas question de mesures de ce genre dans les communications faites à l'Union par les villes et les cantons sur le régime de leurs adjudications. Plusieurs villes ont, il est vrai, établi un salaire minimum pour leurs ouvriers et employés, par exemple Zurich (art. 2 des statuts municipaux du 24 juillet 1892). Winterthur, Biel, Lausanne, Bâle, Lucerne ont fait de même.

Toutefois, ces tarifs ne sont valables que pour les travaux exécutés sans adjudications, plusieurs essais à l'effet de les rendre obligatoires sont restés sans résultat. Ainsi le Conseil de Zurich, en juillet 1897, a rejeté des propositions relatives à l'établissement de salaires minimum et de la journée de 10 heures pour l'adjudication de travaux municipaux. Une proposi-

tion faite en septembre 1897, par les socialistes au grand Conseil du canton de Bâle ville fut rejetée aussi; le département des constructions devait, à l'avenir, obliger les entrepreneurs de travaux d'Etat à employer de préférence des ouvriers du canton et en tous cas seulement des Suisses; à payer au moins le salaire que le département des constructions fixerait, et n'imposer à ses ouvriers qu'un nombre d'heures de travail journalier fixé de la même façon. Le département du travail devait surveiller l'accomplissement de ces clauses et les contrevenants devaient être exclus pour 10 ans au maximum des adjudications de travaux publics.

La proposition contenait, en outre, la clause que les entrepreneurs et ouvriers pourraient, chaque année, exprimer leurs vœux et opinions sur la question.

Le Conseil municipal de Berne résolut, le 26 août 1898, de proposer au vote de la commune entière l'introduction d'un salaire minimum et de la journée de 10 heures pour les travaux communaux.

Le salaire minimum devait être appliqué aussi pour des travaux considérables de construction ou autres faits dans la circonscription de la ville non directement par elle, mais confiés à de tierces personnes. Les entrepreneurs devaient payer au moins les salaires prescrits par la ville. Le vote eut lieu le 23 septembre 1898, mais fut défavorable. On a dit que parmi les ouvriers s'était montré, çà et là, la crainte que ces

salaires minimum ne devinssent des salaires normaux et n'abaissent les salaires des travaux meilleurs. Les entrepreneurs avaient été choqués par cette clause d'après laquelle les salaires minimum devaient être valables aussi pour les travaux de la ville confiés à des entrepreneurs privés. D'autres ont craint que cette mesure ne produisît une hausse générale des salaires, et beaucoup de citoyens étaient effrayés à la pensée que le budget pourrait être grevé de 60 à 80 000 fr.

Le projet de loi voté par le Conseil du canton de Zurich et qui fut rejeté le 17 décembre 1899, par un plébiscite, pose le principe suivant dans le chapitre sur les adjudications de travaux et fournitures.

« L'administration n'est pas obligée de choisir l'entrepreneur qui fait le plus grand rabais. Elle doit même ne pas le faire, quand ce rabais a pour cause les conditions défavorables faites aux ouvriers ou quand il s'agit d'une concurrence déloyale. »

La prescription d'un salaire minimum, pour les ouvriers employés à des travaux publics, se rencontre dans le canton de Genève. Une loi du 2 novembre 1892 dit que les cahiers des charges doivent faire remarquer que chaque soumission doit contenir une déclaration par laquelle le soumissionnaire s'engage à accepter le tarif de salaires fixés contradictoirement par les associations d'entrepreneurs et d'ouvriers.

Là où il n'existe pas de tels tarifs, on doit suivre les salaires actuels et courants du pays.

Section VIII. — Autriche.

La première occasion de discuter au Parlement la question de la protection du travail dans les travaux publics fut offerte par les délibérations de la Chambre des députés pour l'exécution de travaux à Vienne.

Il s'agissait de construire un tramway urbain, de régulariser les eaux à Vienne, de construire des égouts et de transformer le canal du Danube en un port de commerce et d'hiver. Les frais étaient évalués à 131 ou 132 millions de florins, qui devaient être payés par l'Etat, le pays de Basse-Autriche et la ville de Vienne.

Depuis l'apparition du plan de ces travaux, les ouvriers s'étaient demandé quelle influence ils auraient sur leur situation et comment ils pourraient protéger leurs intérêts au point de vue des salaires.

L'idée des ouvriers de Vienne de se constituer comme Unions d'entrepreneurs, semblables aux syndicats d'ouvriers de la construction en France, afin de pouvoir se charger eux-mêmes de différents lots des travaux, dut être abandonnée, à cause de l'état peu avancé des organisations ouvrières.

La corporation des maçons et tailleurs de pierres de la Basse-Autriche fit donc une réunion en janvier 1892 pour fixer les réclamations des ouvriers et les soumettre, sous forme d'un memorandum, à la

Chambre des députés et à la commune de Vienne.

Ce mémorandum, daté du 10 février 1892, demandait que la commission qu'on instituerait pour les travaux soit chargée de n'exécuter ces travaux, avec ou sans l'intervention d'entrepreneurs, que sous les conditions suivantes :

I. Comme salaire minimum, pour le travail des simples manœuvres dans les terrassements et les démolitions, on donnera 1 florin 30 kreuzer, la journée du travail étant de 10 heures. On devra se conformer à ce salaire et à ce temps, même si on doit avoir affaire à des entrepreneurs ce qui est à éviter.

II. La commission doit s'entendre avec les représentations des diverses branches des ouvriers de constructions pour fixer des salaires minimum et la durée maximum des journées de travail. Mais ces ouvriers doivent recevoir au moins les salaires fixés par l'arrangement d'avril 1890.

III. Comme pour un certain nombre des travaux à exécuter on manque complètement de mesures protectrices légales ou que celles-ci ne sont pas claires, on devra établir que les dispositions du règlement sur l'industrie seront appliquées à tous les travaux que la Commission aura à faire ou à faire faire.

IV. Pour contrôler l'exécution de ces dispositions, la Commission établira une inspection d'accord avec les délégués des ouvriers. — Le Conseil municipal

de Vienne accepta en partie ce programme. A l'occasion du vote des fonds à la charge de la ville, on prit la résolution de demander au gouvernement d'étendre à tous les ouvriers employés aux travaux en question les lois sur la protection des ouvriers.

Une proposition à la Chambre des députés Russ et autres tendait à appliquer les clauses protectrices existantes à tous les ouvriers employés aux travaux en question de Vienne et proposait la nomination d'un inspecteur spécial pour surveiller ces travaux.

Dans les propositions du député Gessmann on demandait la même chose et de plus l'exclusion des étrangers et on défendait les sous-adjudications. On demandait la division du travail en petits lots, un salaire minimum de 1 florin 30, la journée de 10 heures, la nomination d'un inspecteur faite de concert avec les ouvriers. Une proposition du D^r Kaizl comprenait ces deux derniers points, avec cette modification que le salaire ne serait point fixé expressément, mais basé sur les conditions de vie à Vienne et sur les justes réclamations des ouvriers.

Toutes ces propositions furent renvoyées par la Chambre au comité de l'industrie qui devait faire son rapport dans quatre semaines (27 mai 1892), ce rapport fut fait le 20 juin. Le comité était partisan de l'adoption avec quelques modifications du projet Baernreither et Russ sur l'extension de la protection du travail aussi bien que du projet de loi des mêmes

sur l'établissement d'un inspecteur. Sur les projets Kaizl et Gessmann on devait passer à l'ordre du jour, le projet du premier devait être plus amplement discuté.

Les raisons du rejet des propositions Kaizl et Gessmann sont remarquables. On admet qu'elles sont justes, et qu'elles pourraient, dans l'avenir, après avoir subi quelques modifications, être acceptées. Toutefois, le comité pensa, considérant les conditions particulières probables des travaux à faire à Vienne, les comparant à celles faites dans d'autres pays, et ayant égard à l'expérience acquise, que la fixation expresse d'un salaire minimum n'était pas, pour le moment du moins, l'affaire du législateur, et qu'on ne peut pas non plus en charger la Commission pour les travaux de Vienne.

Toutefois, pour avoir égard jusqu'à un certain point aux projets Gessmann et Kaizl, le comité résolut d'ajouter au projet Baernreither et Russ au sujet de l'établissement d'un inspecteur un nouveau paragraphe qui devait servir à préparer dans ce sens la législation future.

Le rapport du comité fut discuté dans les séances du 7 juillet 1892 à la Chambre, et le 8 juillet furent acceptées les résolutions approuvant ses conclusions.

Ajoutons qu'un vif mouvement d'opinion s'est dessiné en ces derniers temps en Autriche sur ce sujet et que les pouvoirs publics s'en préoccupent en ce

moment. A la dernière session du sous comité permanent de la Commission du travail, il fut décidé que le ministre du commerce chargerait le Bureau de la statistique du travail d'étudier la question au point de vue social et politique. Il devait présenter des conclusions après entente avec le Conseil auxiliaire du travail. En conséquence, une enquête détaillée fut organisée par ses soins dans toutes les parties du monde où des mesures spéciales avaient été prises pour la protection des ouvriers dans les adjudications de travaux publics.

Un rapport très favorable à cette idée et résumant cette enquête a été élaboré par le Bureau de la statistique du travail et a paru à Vienne en 1900. C'est d'ailleurs à ce document que nous avons emprunté la plupart des renseignements qui précèdent sur les dispositions prises en cette matière à l'étranger.

CHAPITRE VI

LES DÉCRETS DU 10 AOÛT 1899 ET LEUR APPLICATION

Il ne rentre pas dans le cadre de cette étude de faire l'historique du mouvement qui a abouti en France aux décrets du 10 août 1899 sur les Conditions du Travail. La longue lutte soutenue par le Conseil municipal de Paris a été le point de départ et le foyer de la réforme qui a rendu obligatoire pour l'Etat et facultative pour les autres administrations publiques l'insertion dans les cahiers des charges de la clause garantissant aux ouvriers le salaire normal et courant. Nous ne pouvons sur toute cette question que renvoyer à l'étude très intéressante et très documentée de M. Mazoyer (1) et nous exposerons seulement les faits qui ont abouti directement à l'élaboration des décrets du 10 août 1899.

A la suite des arrêts célèbres du Conseil d'Etat du 21 mars 1890 déclarant illégales les clauses relatives aux Conditions du travail insérées dans les cahiers de

(1) Mazoyer, *Les conditions du travail dans les chantiers de la ville de Paris*. Paris, Giard et Brière, 1899.

charges et du conflit qui s'éleva à la suite entre le gouvernement et la Ville de Paris, plusieurs députés avaient déposé divers projets de loi ayant tous pour but la réglementation des Conditions du travail dans les marchés de travaux publics. Ces projets avaient pour auteurs MM. Vaillant et Castelin.

En même temps, le Conseil supérieur du travail avait inscrit la question à son ordre du jour sur la demande de l'un de ses membres, M. Keüfer, qui fut choisi comme rapporteur. Mais c'est en décembre 1897 seulement que l'affaire vint en discussion et après de longs débats le Conseil adopta un vœu favorable à la réforme.

Le rapport de M. Lavy sur les projets de loi Vaillant et Castelin, présenté à la Chambre le 10 mars 1898, n'ayant pas été discuté, plusieurs nouveaux projets furent présentés cette année par MM. Holtz et Dansette en même temps que MM. Vaillant et Castelin reprenaient leurs propositions. Ces projets furent renvoyés à la Commission du travail. Pendant ce temps, le gouvernement avait cherché l'attitude qu'il devait prendre vis-à-vis de la réforme. Dans ce but, le ministre des travaux publics demanda, le 14 mai 1898, l'avis du Conseil général des ponts et chaussées et le 28 novembre de la même année cette assemblée exprima une opinion défavorable au vœu du Conseil supérieur du travail qui préconisait la réforme. En outre, le ministre de l'intérieur adressa le 12 janvier

1899 à ses collègues de la marine, des finances, de l'agriculture, des travaux publics et de la guerre une circulaire pour leur demander de lui faire connaître leurs objections.

Aucun ne se prononça, en principe, contre la réforme, mais le ministre des finances et surtout celui de la guerre, présentèrent quelques critiques visant les difficultés d'application. Sur ces entrefaites, la Commission du travail, de tous les projets de loi déposés sur la question et qu'elle était chargée d'étudier, en fit un seul, longuement motivé, suivi d'un grand nombre d'annexes et qui fut présenté à la Chambre le 3 mars 1899 par M. Pierre Baudin. Ce projet fut discuté les 4, 5 mai et 29 juin 1899 et combattu vigoureusement.

Mais avant que la discussion fût terminée, le ministère Dupuy tomba et fut remplacé par le cabinet Waldeck Rousseau. Celui-ci, après s'être concerté avec la Commission du travail, résolut de procéder par voie de décret.

Deux modes se présentaient, en effet, pour réaliser la réforme, par voie législative ou par simple décret. Le premier semble, au premier abord, le plus rationnel, le seul recommandable même ; la loi semble offrir des garanties plus sérieuses d'étude et de discussion, elle est l'opinion d'une majorité élue et peut, en outre, édicter des sanctions pénales nécessaires pour assurer l'exécution d'une réforme. Mais, en revanche, n'est-il

pas excessif comme l'a très bien fait observer M. Aynard cité par M. Millerand (1), contraire pour ainsi dire à la majesté de la loi de légiférer constamment comme nous le faisons, sous prétexte qu'on se trouve en présence d'abus douteux qui se produiront ou peuvent se produire dans une foule de cas particuliers. Si l'on a constaté des abus dans les adjudications et dans l'application de l'ordonnance de 1837, ce n'est pas une raison pour édicter un règlement s'étendant à tout le vaste domaine du travail.

La méthode du décret a, en outre, sur la réforme par voie législative, l'avantage incontestable d'être un instrument d'application beaucoup plus souple, de représenter beaucoup mieux la méthode expérimentale. Le décret est un procédé beaucoup plus élastique qui permet de s'arrêter à mi-chemin ou d'interrompre une expérience locale si les résultats en sont défavorables. Dans tous les cas, s'il y a échec, on s'en aperçoit à temps et le mal n'est pas grand, tandis qu'avec le régime de la loi, les inconvénients sont plus graves, plus généraux et plus difficiles à réparer.

C'est en s'inspirant de ces idées que le gouvernement résolut de demander à la Chambre au mois de juillet 1899, de lui permettre de réaliser par voie de décret la plupart des réformes contenues dans le pro-

(1) Chambre des députés. Séance du 4 juillet 1899.

jet de loi en discussion à ce moment. Cette proposition ne fut pas admise sans soulever de vives objections. On voulut enfermer le gouvernement dans ce dilemme :

Ou bien les décrets n'édicteront pas de sanctions et dès lors ils ne seront pas respectés et resteront inefficaces.

Ou bien ils s'arrogeront le droit d'instituer des amendes et des pénalités et seront alors illégaux, tous les juristes étant d'accord pour repousser l'institution par décret de pénalités ou de taxes nouvelles.

Le ministre du commerce répondit victorieusement que d'une part les décrets ne seraient pas illégaux puisqu'ils n'édicteraient pas de sanctions pénales et que d'autre part ils ne seraient pas inefficaces car l'action civile engendrée au profit des bénéficiaires et la résiliation des marchés ou même l'exclusion des adjudications postérieures étaient des sanctions suffisantes pour assurer le respect des clauses du cahier des charges.

En outre, le droit de réaliser la réforme par voie de décret est parfaitement légal car il ne s'agit que de modifier les dispositions de décrets antérieurs : le seul obstacle juridique s'y opposant étant l'ordonnance du 14 novembre 1897, pour les travaux des Communes et le décret du 18 novembre 1882 pour les travaux de l'Etat. Des décrets ont déjà modifié ces textes et de même que leurs articles 3 prévoient le cas de tra-

vauz ne pouvant être livrés sans inconvénient à une concurrence illimitée, de même, il est naturel de spécifier telles conditions du travail qui ne peuvent être sans inconvénient livrées à une concurrence illimitée et au sujet desquelles l'adjudicataire pourra être tenu de prendre certains engagements.

« J'attends, eut raison de dire M. Millerand, que l'on me démontre qu'on n'a pas le droit de modifier par décrets des décrets. » Par son vote du 4 juillet, la Chambre reconnut implicitement ce droit au gouvernement et le 10 août 1899 furent signés les 3 décrets sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom de l'Etat, des départements, des communes et des établissements de bienfaisance, reproduisant presque toutes les dispositions du projet de loi élaboré par la commission et tenant compte de quelques critiques fort justes qui avaient été formulées notamment par le ministre de la guerre.

Les décrets édictent cinq ordres de prescriptions dont l'ensemble forme ce que l'on appelle les « conditions du travail » dans les marchés de fournitures et de travaux publics :

- 1° Repos hebdomadaire.
- 2° Limitation du nombre des ouvriers étrangers.
- 3° Garantie du salaire normal et courant.
- 4° Durée normale et courante de la journée de travail.
- 5° Interdiction du marchandage.

Les quatre premiers points sont obligatoires pour l'Etat et facultatifs pour les départements et les communes. Le dernier, qui n'est d'ailleurs que le rappel du décret du 2 mars 1848 et de l'arrêté du gouvernement du 21 mars 1848, est seul obligatoire pour toutes les administrations publiques.

La raison en est que la loi n'a pas pour mission généralement d'imposer des devoirs aux individus, mais de protéger leurs droits. On a voulu seulement rendre aux administrations publiques un droit dont la jurisprudence les avait privées. Nous avons rappelé que l'origine de la réforme était dans l'annulation par le Conseil d'Etat des clauses protectrices du travail introduites par la ville de Paris dans les cahiers des charges de ses travaux.

On a voulu reconnaître la validité de pareilles stipulations. Quant au caractère obligatoire des décrets pour l'Etat, il se comprend à merveille. Ne doit-il pas donner l'exemple et être le patron modèle ?

De toutes ces prescriptions formant l'ensemble des conditions du travail, nous n'étudierons ici, comme nous l'avons dit, que celles qui se rapportent à la protection du salaire.

Nous verrons successivement :

La constatation du salaire normal et courant au moyen des bordereaux de salaires ;

La revision,

Les sanctions.

Après avoir toutefois rappelé, comme nous l'avons expliqué plus haut, que sont seuls visés ici les travaux ou fournitures dans les chantiers ou ateliers organisés ou fonctionnant en vue de l'exécution des marchés.

Section I. — Etablissement des bordereaux de salaires.

C'est par la voie administrative que doivent être établis les bordereaux des salaires. Le § 1^{er} de l'article 3 du décret du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom de l'Etat laisse, en effet, à l'Administration le soin de constater ou de vérifier le taux normal et courant des salaires. Il y a donc une véritable enquête à faire dont le résultat sera consigné dans un bordereau ou liste des salaires établi avec tout le soin possible et entrant dans tous les détails de fabrication quand il s'agira de travail à la tâche. C'est ce document qui, joint aux pièces annexes du marché, est obligatoire pour l'entrepreneur comme les autres clauses du cahier des charges.

Il y a lieu toutefois, avant d'exposer le mécanisme de la confection de ces bordereaux, de préciser un point relatif à l'autorité qui les établit.

Nous avons vu que pour les marchés de l'Etat c'était l'administration qui était chargée de ce soin.

Le département ministériel mettant les travaux ou fournitures en adjudication est donc compétent et le

ministre intéressé approuvera le bordereau comme d'ailleurs le cahier des charges et autres pièces du marché. Mais ici se place une différence de rédaction entre les 3 décrets ayant son origine et sa raison d'être dans l'organisation administrative qui nous régit. En effet, le décret relatif aux marchés des départements dit que « la constatation ou la vérification du taux normal et courant des salaires sera faite par le préfet » ; et celui qui vise les marchés des communes et des établissements de bienfaisance prescrit que la même constatation ou vérification sera faite « sous le contrôle du préfet par l'administration intéressée ». Il y a, dans ce dernier cas, une application de la tutelle administrative sur laquelle nous ne croyons pas devoir insister. C'est donc au représentant du pouvoir central, au préfet qu'il appartiendra d'établir ou de contrôler les bordereaux de salaires suivant qu'il s'agira de marchés des départements ou des communes.

Quant aux marchés de l'Etat, le soin de dresser les bordereaux incombe en principe à chacune des administrations en cause.

Toutefois, lorsque plusieurs d'entre elles sont intéressées à l'exécution de mêmes travaux, il y aurait un très grand inconvénient à ce que chacune procédât isolément et qu'il y eût autant de bordereaux distincts que d'administrations intéressées.

Cet état de choses, assez fréquent avant les décrets du 10 août 1899, étant donné l'emploi usuel de diffé-

rentes séries de prix servant de base aux devis de travaux, mais n'ayant d'autre valeur que celle d'une simple indication pour les soumissionnaires, serait très nuisible maintenant qu'il s'agit de constater officiellement le cours des salaires. D'après plusieurs instructions ministérielles sur cette matière, c'est encore aux préfets que devront s'adresser les différentes administrations intéressées pour l'établissement d'un bordereau unique applicable aux travaux que chacune d'elles commande à une même industrie. Le préfet nous apparaît donc, dans la plupart des cas, comme l'agent chargé de l'exécution des décrets du 10 août 1899, en ce qui concerne, tout au moins, la partie la plus délicate, c'est-à-dire la constatation du salaire normal et courant (1).

L'établissement des bordereaux de salaires met en mouvement un triple organisme :

(1) En thèse générale, il sera d'une pratique avisée et sage de recourir à l'intermédiaire des préfets pour la confection des bordereaux relatifs aux travaux usuels communément effectués par plusieurs administrations ; d'autant plus que le préfet peut avoir à faire dresser de semblables bordereaux pour les travaux d'intérêt local. (Instructions générales du ministre du commerce relatives à l'application du décret du 10 août 1899).

Les officiers et fonctionnaires militaires devront, à l'avenir, recourir à l'intermédiaire des préfets pour la confection des bordereaux relatifs aux travaux usuels communément effectués par plusieurs administrations. (Instruction complémentaire du ministre de la guerre du 3 octobre 1899.)

1° Les Commissions administratives.

2° Les accords entre syndicats patronaux et ouvriers.

3° Les Commissions mixtes de patrons et d'ouvriers.

A. — *Les Commissions administratives.*

Tout d'abord, qu'est-ce que la Commission administrative? Quel est son but, sa composition, son fonctionnement?

Le rôle de cet organe est triple. Il a à la fois une mission de contrôle, d'arbitrage, et d'unification.

Les enquêtes à faire pour connaître le taux des salaires, sont, en effet, souvent fort délicates. Il faut envisager l'hypothèse où l'administration recevra des renseignements sciemment erronés. Rien n'empêcherait, en effet, patrons et ouvriers de fixer d'une commune entente des prix artificiellement majorés, en vue de faire payer la différence à l'administration passant le marché. Les ouvriers y auraient tout à gagner et les soumissionnaires, de leur côté, feraient des rabais diminués en conséquence, le paiement des prix du bordereau de salaires étant obligatoire pour tous. Il y a donc une précaution à prendre contre une collusion possible, et, non seulement dans l'intérêt des contribuables, mais aussi dans celui de l'industrie en général, en raison de l'importance morale d'une cons-

tation de ce genre, véritable série fixe de prix. La Commission administrative devra donc s'assurer qu'aucune entente frauduleuse ne s'est produit dans ce sens. « Elle vérifiera, s'il s'agit d'accords effectifs, engageant réellement un nombre assez important de patrons et d'ouvriers et, s'il en est bien ainsi, son rôle se bornera à les consigner tels quels au bordereau de constatation. En fait, aucune fraude n'est à redouter lorsqu'on se trouve en présence d'accords conclus et appliqués antérieurement aux enquêtes ; au contraire, il y aurait lieu d'examiner avec une toute particulière attention ceux qui ne présenteraient pas une telle garantie de sincérité (1). »

En second lieu il faut également prévoir le cas d'un désaccord possible entre patrons et ouvriers ; bien qu'en théorie, comme nous l'avons vu, il s'agisse d'une simple constatation de fait et non d'une fixation arbitraire. La Commission aura dans ce cas à départager les intéressés et à trancher le différend. « Les patrons et les ouvriers chargés de constater un même état de fait devraient toujours aboutir à des constatations identiques.

Si, cependant, il en était autrement, patrons et ouvriers consigneraient séparément leurs dires au procès-verbal de la séance. Sur le vu de ce procès-verbal et s'aidant en outre des renseignements fournis par ses

(1) Circulaire du ministre du commerce du 14 novembre 1899, p. 4.

propres membres ou par toute enquête complémentaire qu'elle jugera utile, la Commission administrative dressera le bordereau (1) ».

Enfin bien que, comme nous venons de le dire, patrons et ouvriers devraient toujours arriver aux mêmes constatations, il peut se produire des divergences entre les différentes sources de renseignements de l'enquête. En outre, les prix indiqués pourraient varier suivant que les travaux sont exécutés pour telle ou telle administration. La Commission administrative a dès lors une mission d'unification à remplir. De même qu'elle tranche le désaccord entre les divers éléments d'une même source de renseignements (par exemple : Commission mixte de patrons et d'ouvriers), de même elle tranchera ceux qui peuvent exister entre les diverses sources elles-mêmes (exemple : séries de prix, accords syndicaux). Il ne serait pas admissible, en effet, que la convention syndicale ne s'appliquât, pour telle ou telle profession déterminée, qu'aux travaux d'une destination spéciale, par exemple aux seuls travaux de l'Etat, à l'exclusion des travaux similaires destinés à d'autres clients s'il en existe.

« On ne saurait vraisemblablement concevoir en un même lieu des prix courants différents pour des travaux identiques (2). »

(1) *Circulaire du ministre du Commerce*, du 14 novembre 1899, p. 5.

(2) *Circulaire du ministre du Commerce*, du 14 novembre 1899, p. 4.

On voit par tout ce qui précède combien est délicat le rôle d'une Commission administrative. Aussi sa composition ne pourrait-elle être l'objet de trop de soins. Dans une circulaire aux préfets, le ministre du commerce donne les instructions suivantes relatives à son recrutement. « Les constatations devront, pour présenter toutes les garanties possible d'exactitude et d'impartialité, être opérées avec le concours d'une Commission administrative peu nombreuse, composée de personnes compétentes, indépendantes et désintéressées en l'espèce. Elle sera donc choisie entre les personnes autres que patrons et ouvriers ayant une connaissance spéciale des différentes professions et comprendra notamment les représentants qualifiés des administrations qui sont appelées à faire exécuter des travaux similaires.

« Cela est indispensable pour que le bordereau puisse être, avec autorité, annexé aux cahiers des charges des travaux de ces administrations sans nouvelle constatation tant qu'une revision régulière ne sera pas intervenue. »

Comment fonctionnera la Commission mixte pour l'établissement d'un bordereau de salaires, par exemple pour dresser celui de l'industrie du bâtiment, l'intervention de la Commission étant dans ce cas toute indiquée nombre de services comme les ponts et chaussées, le génie militaire, les architectes départementaux, les agents voyers, y étant intéressés.

Elle dressera, pour les différentes professions dont l'examen lui aura été confié, le bordereau constatant le taux des salaires, soit à la journée, soit à l'heure, soit, s'il y a lieu, à la tâche.

Tout d'abord elle divisera ces professions en catégories bien déterminées, groupant ensemble, pour la commodité de l'enquête, toutes celles qui sont couramment exercées chez le même patron. Pour le bâtiment, par exemple, elle dressera un certain nombre de tableaux distincts : maçonnerie, terrassement, charpente, menuiserie, serrurerie, peinture, vitrerie, etc. Dans chacun de ces tableaux, chaque profession sera subdivisée en spécialités plus ou moins nombreuses, suivant le degré de division du travail dans la région.

La Commission administrative recherchera ensuite si des accords n'existent pas pour certaines professions entre syndicats patronaux et ouvriers de la localité ou de la région.

En l'absence de convention syndicale réglant le taux des salaires, il faudra procéder à une enquête dont les principaux éléments seront fournis à la Commission par l'expérience personnelle de ses membres et par les renseignements qu'elle pourra se procurer : séries, prix pratiqués par les diverses administrations, prix recueillis par ses soins auprès des syndicats professionnels, conseils de prud'hommes, ingénieurs, architectes, etc. Elle devra, en outre, provoquer dans

chacune des professions intéressées l'avis de Commissions mixtes, composées en nombre égal de patrons et d'ouvriers.

B. — *Accords entre syndicats patronaux et ouvriers.*

C'est à ces ententes que l'on doit, en premier lieu et avant tout, se référer. Ne sera-ce pas, en effet, le meilleur moyen de contenter les intéressés ? Toutefois on a soulevé une légère difficulté dans l'interprétation des décrets à ce sujet. En effet, le texte visant les marchés de l'Etat prescrit à l'Administration de : « 1° Se référer autant que possible aux accords entre les syndicats patronaux et ouvriers de la localité ou de la région », tandis que les deux autres décrets portent : « 1° Se référer autant que possible aux accords *existants* entre les syndicats », etc.

On a voulu y voir, dans le premier cas, pour l'Etat par conséquent, l'obligation de consulter les syndicats patronaux et ouvriers, et de leur demander d'établir entre eux un accord. Au cas seulement où cette entente ne pourrait se faire, on recourrait au second moyen : la Commission mixte.

Au contraire, le mot « existants » introduit intentionnellement dans les décrets applicables aux marchés des départements et des communes, signifierait que ces administrations doivent, pour établir les bordereaux de salaire, s'assurer seulement qu'il n'existe

pas au moment de l'enquête un accord des syndicats, et, dès lors, sans en provoquer un, on doit recourir immédiatement à l'intervention de la Commission mixte.

Nous estimons pour nous que cette interprétation est trop absolue et que l'absence du mot « existants », dans le décret visant les marchés de l'Etat, n'implique pas pour celui-ci l'obligation d'épuiser en quelque sorte ce procédé de l'accord syndical. Il peut n'y avoir là qu'une simple erreur de rédaction, et bien que les circulaires et instructions ministérielles à cet égard soient muettes nous pensons que l'on doit, dans tous les cas, et quelle que soit l'administration intéressée :

1° Constater qu'il y a ou non accord des syndicats ;

2° En cas d'absence d'une convention de ce genre, réunir aussitôt une Commission mixte. Cette manière de procéder peut empêcher, en effet, des abus, et déjouer des manœuvres frauduleuses possibles. En outre, en ne l'adoptant pas, le grand nombre de syndicats et la difficulté, souvent très réelle, d'établir entre beaucoup d'intéressés des tarifs de ce genre en rendront l'élaboration très longue et très difficile, l'enquête serait dès lors entravée et les marchés retardés ; on pourra perdre une campagne, une époque favorable pour certains travaux urgents. Enfin nous croyons que cette interprétation est l'esprit même des décrets dont la rédaction du paragraphe suivant éclaire singulière-

ment la question : « à défaut de cette entente provoquer l'avis de Commissions mixtes, etc. »

N'est-il pas dès lors évident que le non emploi du mot « provoquer » dans l'alinéa relatif aux accords des syndicats, et son remplacement par le mot : « se référer » implique bien que l'administration doit s'abstenir d'entrer dans cette voie, et s'en rapporter seulement à ce qui est, sans chercher à amener ce qui pourrait être.

C. — *Commissions mixtes de patrons et d'ouvriers.*

Au cas où l'accord syndical n'existe pas, l'administration doit alors mettre en mouvement un organisme spécial : « A défaut de cette entente, disent les décrets, provoquer l'avis de Commissions mixtes composées en nombre égal de patrons et d'ouvriers ».

Nous en étudierons la formation, la composition, les attributions et le fonctionnement. C'est aux préfets qu'incombe la nomination de leurs membres.

« J'estime, dit le ministre du commerce, dans la circulaire du 14 novembre 1899 à ces fonctionnaires, que vous devrez prêter votre concours dans la mesure du possible toutes les fois qu'il sera sollicité et surtout pour la constitution et le fonctionnement de Commissions mixtes », et plus loin : « Le cadre de ces Commissions correspondra aux différentes professions pour lesquelles ont été dressés, en vue des enquêtes,

des tableaux distincts. S'il existait dans votre département des régions présentant, au point de vue des salaires ou du classement des spécialités, des différences notables et telles que les constatations relatives à ces diverses régions ne pussent être faites avec compétence par les mêmes personnes, il faudrait établir pour chacune une Commission mixte ». Les Commissions ne devront pas comporter un trop grand nombre de membres, 3 ou 4 patrons et autant d'ouvriers suffiront généralement d'après les instructions ministérielles. On a voulu éviter, et avec raison, les réunions trop nombreuses où l'entente est souvent difficile, quitte à faire une place plus large aux groupements professionnels dont les délégués peuvent représenter un grand nombre d'intéressés.

« Les membres seront choisis parmi les conseillers prud'hommes de la profession, les présidents, secrétaires ou membres des syndicats patronaux et ouvriers ou, à défaut, parmi les personnes de la profession, ouvriers et patrons, connues comme honorables et compétentes (1). »

Pour la raison que nous avons indiquée plus haut et pour remplacer, dans la mesure du possible, les accords entre syndicats auxquels la Commission mixte doit suppléer, il est tout naturel que l'on fasse appel aux représentants des associations professionnelles ;

(1) Circulaire du ministre du commerce du 14 novembre 1899.

et parmi eux, en raison de leur grand nombre, le procédé le plus simple et le plus équitable sera évidemment de choisir les présidents ou secrétaires des syndicats possédant les plus gros chiffres d'adhérents. C'est ce qu'il est facile de savoir, tant au moyen des documents officiels (1) que par ce fait que les noms et adresses des syndicats sont connus des préfets en vertu de la loi du 21 avril 1884.

En outre, partant de ce principe que le bordereau doit constater le taux normal et courant des salaires en vue de garantir aux ouvriers travaillant pour l'Etat un gain égal à celui payé dans l'industrie privée, il est d'une sage pratique de choisir par fractions égales les membres des Commissions mixtes tant ouvriers que patrons, d'un côté parmi les représentants qualifiés des entrepreneurs des travaux et fournitures publiques dont il s'agit, et de l'autre parmi ceux de l'industrie générale similaire. Les premiers apporteront leur compétence technique particulière en l'exercice de la profession, les seconds pourront fournir des indications utiles sur les salaires payés dans l'industrie privée pour des travaux analogues.

Toutefois la nomination de conseillers prud'hommes de la profession comme membres de ces assemblées nous semble présenter un inconvénient. Ils peuvent, en effet, être appelés à statuer sur les contestations

(1) *Annuaire des syndicats professionnels* (publication annuelle du ministre du commerce).

entre patrons et ouvriers relatives à l'application du bordereau ; ne serait-ce pas dès lors gêner leur indépendance que de les faire coopérer à l'établissement d'un document faisant la loi des parties et sur l'exécution et l'interprétation duquel ils devront rendre la justice.

Les attributions des Commissions mixtes ont été précisées d'une façon formelle dans la circulaire ministérielle précitée du 14 novembre 1899. « Elles échangeront leurs observations sur le salaire courant pratiqué et la durée normale du travail en usage dans leur profession et leur rôle se limitera à ces simples constatations de fait. Vous pourrez rappeler à leurs membres, mais sans intervenir autrement dans leurs délibérations, qu'ils n'ont pas en cette occasion à exposer de revendications, si intéressantes et si justifiées qu'elles puissent être. »

Cette dernière phrase a limité absolument et avec raison le cadre des délibérations. On a voulu toutefois y voir une entrave. Les Commissions, a-t-on dit, n'auront à exposer aucune revendication, elles ne pourront donc donner leur avis sur un relèvement de salaire, leur rôle est complètement inutile et en fait ce sera l'administration qui seule établira le bordereau. Cette critique vient d'une fausse interprétation du mot « revendication ». Pour nous, ce terme signifie : *desideratum non sanctionné* par une disposition législative ou réglementaire. Dès lors, devront être considérées comme revendications et par consé-

quent exclues des délibérations des questions comme par exemple : l'interdiction de la main-d'œuvre féminine dont l'emploi tend à faire baisser le salaire, la journée de 8 heures, etc.

Devraient même être exclues théoriquement, bien que se rapprochant davantage des attributions des Commissions mixtes, les discussions tendant à l'établissement d'un salaire assez élevé, désirable assurément, mais ne correspondant pas au taux normal et courant dans l'industrie en cause. Il y aurait là une élévation artificielle des salaires qui affecterait le caractère d'une véritable revendication et il s'agit pas, pour chaque partie, d'apprécier ce qu'elle croit juste, mais de fixer ce qui est.

Le fonctionnement de ces assemblées s'effectuera dans ces conditions aussi parfaitement que possible, toute cause de heurt violent entre les intéressés étant écartée; l'expérience l'a d'ailleurs amplement démontré (1).

(1) De nombreuses commissions mixtes ont été réunies depuis la mise en vigueur des prescriptions des décrets du 10 août 1899 et ont toujours fonctionné à notre connaissance sans difficultés. Elles ont eu à établir de nombreux bordereaux de salaires pour les industries les plus variées. Nous citerons notamment et seulement pour le département de la Seine : les bordereaux établis pour les marchés : d'habillement de la guerre ; de fabrication des casques de sapeurs pompiers, de désinfection des édifices départementaux, de fourniture de pain de guerre, de confection de sangles pour la cavalerie, de harnachement pour l'artillerie, d'équipement militaire, de chaussures pour les troupes, de four-

Quant au côté matériel de ce fonctionnement, il se résume en ce que l'administration doit faciliter, dans toute la mesure du possible la tâche des Commissions. Leur réunion se faisant soit à la Préfecture, soit dans la localité la plus centrale de la région, tous les documents et renseignements tels que cahiers des charges, modèles-types, etc., leur sont fournis par l'administration. Les Commissions peuvent, de leur côté, s'entourer de tous éclaircissements qu'elles jugent nécessaires, notamment convoquer, à titre consultatif, telles personnes qu'elles croient utile d'entendre.

Enfin elles consignent le résultat de leurs délibérations dans les colonnes spécialement réservées à cet effet du bordereau dressé par la Commission administrative. Au cas de désaccord entre patrons et ouvriers, les uns et les autres inscriront séparément leurs dires comme nous l'avons vu plus haut.

Voici d'ailleurs un tableau réunissant, à titre d'exemple, les diverses sources de renseignements auxquelles on peut avoir recours et indiquant le meilleur mode pratique pour l'établissement des bordereaux de salaires.

nitures d'étuis et de gaines d'outils pour le génie, d'effets de cordonnerie pour les gardiens de la paix de la ville de Paris, etc.

Industrie du bâtiment

Profession : Maçonnerie :

Spécialités	Prix résultant d'accords intervenus entre syndicats patronaux et ouvriers	Prix inscrits aux diverses séries en usage dans la région	Prix pratiqués par telle ou telle administration	Prix résultant d'autres sources de renseignements	Prix constatés par les Commissions mixtes			Prix déterminés par la Commission administrative (A inscrire au bordereau).
					Accords des patrons et des ouvriers	Dires spéciaux des patrons	Dires spéciaux des ouvriers	
Tailleur de pierres . Poseur . . Contre-poseur . . Ficheur . . Pinceur . . Bardeur . . Maçon . . Limousin . Garçon maçon ou limousin . Briquetier. Garçon briquetier . Carreleur . Garçon carreleur .		(Autant de colonnes que de séries.)	(Autant de colonnes que d'administrations diverses.)	(Plusieurs colonnes au besoin.)				

Section II. — Revision.

La revision du bordereau des salaires est un droit inscrit formellement dans les décrets du 10 août 1899. On conçoit facilement l'importance de ce point, importance qui échappe trop souvent d'ailleurs à notre avis. C'est, en effet, l'une des grandes lignes de démar-

cation et l'une des caractéristiques de la garantie du salaire normal et courant. Comment peut-on, en effet, considérer comme un « minimum de salaire » pas plus que comme un « salaire minimum » un prix de main-d'œuvre pouvant suivre les variations du marché du travail et pouvant, sur la demande des intéressés, monter ou descendre.

Nous verrons toutefois comment, en pratique, le fonctionnement de ce mécanisme est délicat.

C'est dans le § 4 de l'article 3 des décrets que se trouve consacré le droit à la revision.

« Les bordereaux, dit-il, pourront être révisés sur la demande des patrons et des ouvriers lorsque des variations, dans le taux des salaires ou la durée du travail journalier, auront reçu une application générale dans l'industrie en cause. »

Il est intéressant de rechercher quelles étaient, sur ce point, les idées de la Commission du travail de la Chambre des députés. Le gouvernement a, en effet, transporté ici le texte de l'article 5 du projet de la Commission auquel il avait adhéré : « Il faut éviter, dit le rapporteur, que la constatation administrative devienne une fixation administrative des salaires. Le droit à revision doit être ouvert en permanence, sous la réserve que les intéressés plaignants fournissent des preuves suffisantes de leurs dires à l'administration qui a établi le bordereau des cours. Si l'on prétend fixer les salaires pour toute la durée des travaux ou

pour une durée déterminée à l'avance, qu'arrivera-t-il ?

« Qu'est-il arrivé à Paris, avec la série officielle des salaires ? A plusieurs reprises et notamment en 1877, l'administration a insisté auprès des ouvriers, leur demandant de surseoir à toutes revendications relatives aux salaires jusqu'au renouvellement de la série. La série a cessé dès lors d'être une constatation pour devenir une tarification des salaires. Elle a perdu son efficacité malheureusement par suite de cette modification de son caractère. »

Par qui pourra être demandée la revision, quand et comment s'effectuera-t-elle ?

Les décrets disent que les bordereaux pourront être révisés : « sur la demande des patrons ou des ouvriers. » Ce texte évidemment limitatif interdit donc au troisième intéressé, c'est-à-dire à l'administration de provoquer toute modification. Elle n'a donc pas ici de droit d'initiative, ce qui peut présenter, à notre sens, certains inconvénients comme nous le verrons plus loin. Mais, en revanche, elle a un droit de contrôle considérable. Il n'est pas possible, disent à cet égard les instructions générales du ministère du Commerce, de prévoir que les bordereaux de salaires et les durées de travail puissent être remis en question et révisés sans cesse. « L'administration restera juge de l'importance et de la validité des réclamations et par conséquent maîtresse des revisions sous réserve des recours de droit. »

C'est donc seulement quand des réclamations concordantes et sérieuses parviendront à l'administration que celle-ci agira.

Elle procédera, dès lors, à une enquête pour connaître le bien fondé de la demande des patrons ou des ouvriers. La revision ne peut avoir lieu en effet que : « lorsque des variations dans le taux des salaires ou la durée du travail journalier auront reçu une application générale dans l'industrie en cause. »

Apprécier cette application est évidemment une tâche délicate et dont l'accomplissement ne manquera pas de soulever, de la part des ennemis de toute réforme, l'accusation d'arbitraire administratif. Rappelons à ce sujet les paroles de M. Many au Conseil supérieur du travail. « Les grandes administrations sont soumises au contrôle de l'opinion publique. Elles ont leur responsabilité et nous sommes convaincus qu'elles agiront au mieux des intérêts qu'elles auront à défendre. »

La revision décidée, comment s'opérera-t-elle? « Dans les conditions indiquées sous les n^{os} 1 et 2 du présent article 3 » disent les décrets, autrement dit, dans les mêmes conditions que pour l'établissement des bordereaux de salaires, c'est-à-dire par voie administrative et :

1^o En se référant aux accords entre patrons et ouvriers.

2^o A défaut de cette entente, en provoquant l'avis de Commissions mixtes.

C'est donc toujours la même grande idée inspiratrice des décrets que nous retrouvons ici : la constatation du taux du salaire par les intéressés.

De la revision correspondante du prix du marché.

La revision décidée et appliquée, le bordereau de salaires sera en conséquence modifié. Si cette opération s'effectue au moment du renouvellement d'un marché, aucune difficulté sérieuse ne se présente. Le nouveau bordereau sera annexé au cahier des charges et obligatoire, dès lors, pour le nouvel entrepreneur. Mais il faut envisager l'hypothèse beaucoup plus délicate de la revision au cours de l'exécution d'un contrat. Nous avons vu, en effet, que les intéressés ont toujours le droit de la demander et ce droit est ouvert en permanence sous la seule condition que les variations constatées dans le taux des salaires auront reçu une application générale dans l'industrie en cause.

Quelle sera donc la situation faite à l'entrepreneur dans le cas [particulièrement où on lui imposera le paiement de salaires plus élevés que ceux fixés au bordereau primitif joint à son marché ?

Le § 5 de l'article 3 des décrets du 10 août 1899 tranche ainsi la question : « Une revision correspondante des prix du marché pourra être réclamée par l'entrepreneur ou effectuée d'office par l'administration quand les variations ainsi constatées dans le taux des salaires dépasseront les limites déterminées par le cahier des charges. »

Dans la pratique il faudra distinguer :

1° Travaux à la journée. Les sommes à payer à l'entrepreneur seront celles résultant du nouveau taux des salaires augmentées de la majoration prévue à la série de prix pour frais généraux et bénéfices, majoration qui restera fixe durant toute la durée du marché.

2° Travaux au nombre ou au mètre, — La journée de l'ouvrier n'entrant dans le prix de ces travaux que pour une fraction plus ou moins importante, la revision des salaires n'entraînera pas *ipso facto*, la revision des prix indiqués au marché pour ces travaux. Pour que cette revision soit obligatoire, il faudra que les variations constatées dans le taux des salaires dépassent une limite fixée par le cahier des charges. En dessous de cette limite, les variations dont il s'agit seront considérées comme des aléas de l'entreprise (1).

Cette disposition, loin de constituer du reste une charge pour l'entrepreneur qui est obligé aujourd'hui de suivre sans compensation les fluctuations des salaires, sera pour lui une sérieuse garantie puisqu'elle lui assure une plus value dans le cas où la hausse des salaires dépasserait une certaine limite (2).

(1) Instruction du ministre de la guerre du 21 août 1899.

(2) L'administration des ponts et chaussées ne consent à résilier le marché que si pendant le cours de l'entreprise les prix ont subi une augmentation telle que la dépense se trouve excé-

Il ne faut pas toutefois s'illusionner sur cette possibilité de la revision des prix de marché en cours d'exécution. C'est une mesure évidemment délicate et difficile, pouvant donner lieu à beaucoup de contestations, aussi on aura tout intérêt à n'en faire l'application qu'aussi rarement que possible. Il suffira, pour cela, de prévoir au cahier des charges une limite de variation du taux des salaires assez large pour qu'il y ait peu de chances de la voir dépasser au cours du marché.

Il faut remarquer que la revision, telle qu'elle est réglée par les décrets du 10 août 1899, ne pourra guère s'effectuer que dans le sens de la hausse des salaires.

En droit, il est bien entendu qu'elle peut parfaitement se faire également dans le sens d'une baisse de prix de la main-d'œuvre.

Mais nous avons vu que seuls les patrons et les ou-

der de 1/6 les estimations du projet (art. 33 des clauses et conditions de 1892).

La ville de Paris est encore plus rigoureuse et admet d'une façon absolue le principe de l'immutabilité du prix consenti par l'entrepreneur même en cas de relèvement des droits de douane ou d'octroi sur les matériaux (articles 35 et 36 du cahier des charges générales des travaux d'architecture de 1901).

Dans le cas toutefois où une commune relèverait les droits d'octroi sans qu'une clause de ce genre ait été insérée dans le marché, l'entrepreneur aurait droit à une indemnité ; un des contractants ne pouvant modifier de sa seule volonté les stipulations du contrat (Cons. d'Etat, 27 déc. 1895, Aff. Silvestre et Rosazza, c. ville de Digne, *Recueil de Sirey* 1898, III, p. 12).

vriers peuvent la demander. Or, ce ne sont certainement pas ces derniers qui demanderont une diminution de leurs salaires, d'un autre côté les patrons n'ont aucun intérêt à la demander s'il s'agit d'une baisse un peu forte atteignant le taux prévu au cahier des charges. En effet, cela entraînerait pour eux une revision correspondante des prix des marchés comme nous l'avons vu, revision qui diminuerait d'autant les prix par eux consentis. Ce n'est que dans le cas d'une petite diminution du prix de la main-d'œuvre qu'ils auront intérêt à demander la revision du bordereau et dans ce cas, on ne manquera pas de leur objecter qu'on est seulement en face d'une faible oscillation du salaire qui ne présente pas le caractère de permanence et de généralité exigée par les termes des décrets.

Le seul moyen de trancher cette difficulté eut été de donner à l'administration le droit de provoquer elle-même la revision du bordereau.

Section III. — Sanctions.

La réforme que nous avons exposée, a-t-on dit, ne rendra pas aux entrepreneurs malhonnêtes la conscience qui leur manque (1). Certes, les meilleures ins-

(1) Conseil supérieur du travail belge. Observation de M. Lagasse, ingénieur en chef des ponts et chaussées, directeur des routes

titutions risquent fort de rester lettre morte, si elles se heurtent à la mauvaise volonté ou à l'indifférence des hommes. Mais cependant, il était facile de prévoir même par simple voie de décret, une série de sanctions suffisantes pour assurer le respect des dispositions que nous avons étudiées jusqu'ici.

Le projet de loi élaboré par la Commission du travail avait prévu plusieurs peines : Chaque contrevenant devait être poursuivi devant le Tribunal de simple police et était passible d'une amende de 1 à 15 fr. En outre « l'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura eu de personnes employées dans les conditions contraires à la loi (1). »

La récidive devait être poursuivie devant le tribunal correctionnel et punie d'une amende de 16 à 100 fr. En outre, l'affichage du jugement pouvait, selon les circonstances et en cas de récidive seulement, être ordonné par le tribunal correctionnel qui pouvait également, dans le même cas, ordonner l'insertion aux frais du contrevenant dans un ou plusieurs journaux du département.

Ces peines qui sont à peu près celles prévues par la loi de 1892 sur le travail des femmes et des enfants, ne pouvaient subsister dans un décret qui, comme on le sait, ne peut édicter d'amendes ou de pénalités. Aussi

et des bâtiments civils au ministère des Travaux publics à Bruxelles.

(1) Art. 10 du projet de loi, *Rapport Baudin*, p. 55.

s'est-on contenté de sanctions purement administratives : « Le cahier des charges stipulera que l'administration, si elle constate une différence entre le salaire payé aux ouvriers et le salaire courant déterminé conformément à l'article précédent, indemnisera directement les ouvriers lésés au moyen de retenues opérées sur les sommes dues à l'entrepreneur et sur son cautionnement (1). »

« Lorsque des infractions réitérées aux conditions du travail auront été relevées à la charge d'un entrepreneur, le ministre pourra, sans préjudice de l'application des sanctions habituelles prévues au cahier des charges, décider, par voie de mesure générale, de l'exclure pour un temps déterminé ou définitivement des marchés de son département (2). »

Cette disposition ne saurait avoir pour résultat de faire l'administration juge des différends qui peuvent naître entre les ouvriers et l'entrepreneur ; c'est un rôle qu'elle ne peut assumer sans sortir de ses attributions.

Lorsque le fonctionnaire chargé de la direction des travaux sera saisi de la réclamation d'un ouvrier, au sujet de son salaire, il en préviendra l'entrepreneur. S'il est constaté que la réclamation porte exclusivement sur le non paiement du salaire courant à un

(1) Art. 4 du décret du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom de l'Etat.

(2) Art. 5, *ibid.*

ouvrier de profession parfaitement définie, ayant travaillé le temps normal on exécute les pièces définies au bordereau des salaires ; et si, par un motif quelconque, l'entrepreneur ne peut ou ne veut pas payer lui-même à l'ouvrier ce qui lui est dû d'après le dit bordereau, le directeur des travaux fera payer l'ouvrier directement.

S'il est constaté, au contraire, que la réclamation a un autre objet, qu'elle porte par exemple sur le nombre des heures de travail faites, sur la nature de ce travail, sur la catégorie professionnelle dans laquelle l'ouvrier a été rangé, etc ; il renverra les parties devant qui de droit (Conseil des prud'hommes, juges de paix, etc.) à fin de statuer. Les sommes mises à la charge de l'entrepreneur et que celui-ci se refuserait à payer seront également soldées à l'ouvrier par les soins de l'administration.

Les sommes ainsi avancées seront retenues par voie de précompte sur les plus prochains mandats de l'entrepreneur (1).

Il résulte de tout ce qui précède que le contrôle devra être effectivement exercé par les ouvriers eux-mêmes, ou plus exactement par leurs syndicats. Aussi dans cette pensée il est prévu au § 4 de l'art. 3 des décrets que les bordereaux « seront affichés dans les

(1) Instructions générales du ministère du Commerce et Instruction du ministère de la Guerre pour l'application du décret du 10 août 1899.

chantiers ou ateliers où les travaux sont exécutés ». De la sorte, il sera facile à chacun de se rendre compte de ses droits et de ses devoirs. On a voulu évidemment faciliter le contrôle par les intéressés eux-mêmes de préférence à l'administration. On se rapproche ainsi de la façon de procéder des Trades Unions anglaises et de l'application du contrat collectif, formule moderne du salariat industriel qu'elles ont si heureusement mis en pratique.

CONCLUSION

LE CONTRAT DE SALAIRE ET LE RÔLE DES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES

« Il est fort à craindre, a dit M. de Molinari, que la classe dirigeante d'aujourd'hui ne soit pas plus disposée à faire son examen de conscience que ne l'était sa devancière de l'ancien régime... Il faut en prendre son parti et, puisqu'aucune réforme n'est possible, se résigner de bonne grâce à laisser faire le socialisme et à laisser passer la Révolution (1) ».

Ces paroles pessimistes sont-elles le dernier mot de la science sociale à l'heure actuelle ? Nous ne le pensons pas et nous estimons que c'est, au contraire, par des réformes possibles dont la nécessité s'impose chaque jour plus pressante qu'on donnera aux humbles du travail, aux *minus habentes*, une part des satisfactions légitimes auxquelles ils ont droit.

Certes, il ne s'agit pas de bouleverser l'ordre social actuel, loin de là, mais seulement de le moderniser et de le rajeunir en mettant ses rouages en harmonie

(1) *Journal des Economistes*. Septembre 1893.

avec les nécessités et les transformations de l'industrie contemporaine. « C'est une constatation souvent faite et devenue banale, a-t-on dit, que, dans la grande industrie moderne, le patron et l'ouvrier ne concluent pas le contrat de travail sur un pied d'égalité, si l'ouvrier reste isolé sans entente avec ses camarades. La situation des deux contractants est, en effet, bien différente. Le départ d'un ouvrier entre quelques cents est presque toujours sans importance pour le patron ; l'ouvrier est facilement remplacé ; la production n'en est point atteinte. Son renvoi comporte, au contraire, un grave dommage pour l'ouvrier qui n'a pour tout capital que sa force-travail. Congédié, il chôme quelques jours, quelques semaines. Parfois même, s'il quitte, par exemple, un grand établissement placé en dehors des grandes villes industrielles, il en est réduit à changer de domicile, de région (1) ». Plus la masse à partager augmente, disent les économistes, plus le salaire pourra et devra s'élever. En effet, le salaire devrait s'élever, mais en pratique est-ce ainsi que cela se passe ? La loi de la concurrence n'empêche-t-elle pas le patron de faire bénéficier ses ouvriers d'une plus-value ?

Ne songera-t-il pas plutôt à diminuer encore les salaires pour augmenter la production ?

(1) Rapport du ministre du commerce au Président de la République sur la création des Conseils du travail. *Journal Officiel* du 18 septembre 1900.

Qu'on se rappelle à ce sujet la déclaration faite dans l'enquête belge de 1886 par le représentant d'une Société anonyme austro-belge, libéral convaincu qui demandait : « que l'on ne perde pas de vue que la science industrielle consiste à obtenir d'un être humain la plus grande somme de travail utile en le rémunérant au taux le plus bas (1). »

Aussi, syndicats ouvriers et syndicats patronaux s'élèvent en face les uns des autres sous le coup d'ineluctables nécessités.

Ces deux forces antagonistes n'ont guère vécu jusqu'ici que pour se combattre et non pour préparer une entente d'où sortirait la paix sociale. Peut-être faut-il voir la raison de cet état de choses, partie dans les traditions d'autorité absolue qui ont formé l'esprit patronal, et partie aussi dans les méfiances accumulées dans certains milieux ouvriers.

L'Angleterre est arrivée à un résultat remarquable avec ses Trades-Unions.

Mais, en France, les syndicats professionnels, mal orientés dans une voie de lutte et de combats, s'épuisent en efforts stériles. Nous avons prêché aux ouvriers les bienfaits de l'union corporative. Ils se sont alors organisés et on a donné à leurs groupements une existence légale par la loi du 21 mars 1884. Mais au-

(1) *Enquête de la Commission du travail belge*, vol. I, réponse 2 220, cité par M. Jay ; *Revue politique et parlementaire*, juin 1897. — *L'Evolution du régime légal du travail*.

cun élément utile n'a été donné à leur action et à leurs discussions. Ils n'ont qu'un droit de propagande et ne peuvent faire entendre leurs réclamations ou leurs conseils qu'en agissant sur les élus.

Aussi, privés de droits effectifs, ils ont dû chercher l'emploi exclusif de leurs efforts dans les luttes politiques et les grèves.

Au lieu de laisser se créer en face les uns des autres des organismes ennemis, on eût dû chercher à les rapprocher dans le syndicat mixte de patrons et d'ouvriers que la loi de 1884 ne mentionne pas (1).

Or, l'histoire du Compagnonnage et des Unions patronales du x^v siècle, comme l'histoire des associations professionnelles contemporaines démontre par l'expérience que le corps de métier doit être mixte. Partout où l'on a institué des groupements séparés d'employeurs et d'employés, partout le conflit des intérêts opposés a donné naissance à des luttes.

En sacrifiant le caractère mixte de l'association professionnelle, on a servi les vues des partis extrêmes et accentué le malaise social au lieu de l'atténuer (2). Nous pensons que, sans le caractère de rapprochement et de collaboration en commun, le groupement syndical ne donnera pas les résultats sur lesquels on a tant compté.

(1) Adéodat Boissard, *Le syndicat mixte*.

(2) Girard, *Les Associations professionnelles de l'avenir*, *Revue d'Econom. Politiq.* 1899.

De plus, une autre notion se fait jour depuis quelque temps et prend corps.

C'est le caractère obligatoire de l'association professionnelle tout au moins dans ses règlements.

Dès 1892, en Suisse, la Fédération des Brodeurs de Saint-Gall a réclamé la prérogative de l'affiliation obligatoire comme moyen nécessaire à son but. De même, le Gewerbeverein ou Union Suisse des Arts et Métiers a fait de même ; véritable retour à l'autonomie corporative (1).

« Ce que je conçois, a dit M. de Mun (2), c'est la loi, c'est le représentant de la loi, que ce soit l'Etat, le département ou la commune, prêtant main forte à l'exécution des résolutions prises par les Associations professionnelles. »

Les pouvoirs publics aiguillant les syndicats patronaux et ouvriers dans la bonne voie, celle de l'action commune dans l'intérêt commun, les prenant en quelque sorte en tutelle en sanctionnant leurs décisions, n'est-ce pas là, en effet, la véritable solution ?

A l'heure actuelle, il semble qu'en France un mouvement d'opinion considérable se dessine en faveur de cette idée.

Déjà les décrets du 10 août 1899 sont une appli-

(1) Jay, *Etude sur la Question Ouvrière en Suisse*.

(2) *Conseil supérieur du travail*, 7^e session, décembre 1897, p. 78.

cation et une expérience heureuse de l'établissement du contrat de salaire dans ces conditions, expérience restreinte puisqu'elle ne s'applique qu'aux marchés de fournitures et de travaux publics, mais qui n'en a pas moins une portée considérable. Nous avons exposé, en effet, le rôle prépondérant que jouent, dans ce cas, les accords entre syndicats patronaux et ouvriers et les Commissions mixtes de patrons et d'ouvriers.

Un nouveau pas vient d'être fait dans cette voie par le décret du 17 septembre 1900 créant et organisant les Conseils du travail (1).

Inspirés par la loi belge de 1887 qui a formé les Conseils de l'Industrie dans ce pays, ces assemblées ont le véritable caractère de Commissions mixtes permanentes formées entre syndicats patronaux et syndicats ouvriers de la même profession. Le § 3 de l'article 2 du décret précité porte, en effet, que les Conseils du travail ont entre autres missions celle « d'établir dans chaque région, pour les professions représentées dans le Conseil, et autant que possible en provoquant des accords entre syndicats patronaux et ouvriers, un tableau constatant le taux normal et courant des salaires et la durée normale et courante de la journée de travail ; ce tableau, établi dans les formes prévues sous les numéros 1 et 2 des articles 3 des décrets du 10 août 1899, tiendra lieu le cas échéant, aux

(1) Modifié par un décret du 2 janvier 1901.

administrations intéressées des constatations prescrites sous les dits numéros. ».

Que faut-il attendre de cet essai et quelle est la solution que le xx^e siècle, encore à son aube, nous apportera ? Il serait téméraire de vouloir prophétiser d'une façon absolue ; mais n'est-on pas en droit d'espérer de l'évolution des idées actuelles et de la triste expérience des abus d'une liberté sans limite et sans frein une solution plus voisine de l'idéal de justice et de vérité, but poursuivi sans relâche à travers les siècles par l'humanité dans sa marche vers le progrès.

L'apparition des Corps consultatifs dans le monde du travail nous indique que s'ouvre une ère nouvelle. L'application absolue des théories économiques du xviii^e siècle nous a montré, par les méfaits qu'elle a engendrés, qu'il fallait y renoncer. « Il y a, dans la grande industrie, a dit M. Hauriou, dans les rapports des patrons et des ouvriers des quantités de relations qui ne sont pas organisées, le mouvement socialiste de ce siècle n'est que le symptôme de ce besoin d'organisation sociale (1). »

Cette demande d'intervention collective doit-elle être satisfaite seulement par l'Etat ?

Ne doit-on pas plutôt faire appel, en même temps, à l'intervention de groupements professionnels dont l'action sera plus souple et par là même plus efficace ?

(1) Hauriou, *La limitation de l'Etat*.

A l'Etat appartient l'action législative qui posera le principe et aux organisations de la société positive l'intervention administrative qui fera l'application.

Le rôle des associations professionnelles a donc un avenir considérable, et le rapprochement des patrons et des ouvriers, par l'intermédiaire des pouvoirs publics semble devoir amener la pacification et l'entente. On introduira ainsi, suivant l'expression de M. Baudin, dans des relations trop souvent tendues, malheureusement, des habitudes de discussion, de respect et de courtoisie ; on détruira des préventions, d'inutiles fiertés ou d'injustes défiances, seuls obstacles souvent à l'accord loyal qui doit être, selon la formule du droit, la loi des parties.

Vu : le Président,

RAOUL JAY.

Vu : le Doyen,

GLASSON.

Vu et permis d'imprimer,

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

BIBLIOGRAPHIE

- ANTOINE (R. P. Ch.). — Cours d'Economie sociale.
- BAUDIN (Pierre). — Rapport fait au nom de la Commission du travail sur les conditions du travail dans les marchés de travaux publics.
- BAZIRE. — Des conditions du travail imposées aux entrepreneurs dans les adjudications de travaux publics.
- BÉCHAUX. — Les revendications ouvrières en France.
- BENDER (Emile). — Le salaire effectif ; sa protection par la loi.
- BOUGE. — Les conditions du travail et le collectivisme. Préface de M. Paul Deschanel.
- BRANTS. — Le régime des corporations dans l'Allemagne contemporaine.
- CARON. — Le salaire et sa protection juridique.
- Conseil supérieur du travail. — Septième session, déc. 1897. Compte-rendu des séances.
- Conseil supérieur du travail belge. — Discussions, 2^e session, 1893-1894, 1^{re} partie. Minimum de salaire.
- DEPASSE (Hector). — Du travail et de ses conditions.
- Der Arbeiterschutz bei Vergebung öffentlicher Arbeiten und Lieferungen-Bericht des KK. arbeitsstatistischen Amtes. — Wien, 1900. — Aus der Kaiserlich-Königlichen Hof-und Stattdruckerei.
- DE ROUSIERS (Paul). — Le trade-unionisme en Angleterre.
- DU MAROUSSEM. — Les ébénistes du faubourg Saint-Antoine.
- FRANCK. — La réglementation du travail dans les travaux publics.
- FONTAINE. — Notes sur l'intervention de l'Etat dans le contrat de travail.
- JAY. — Etudes sur la question ouvrière en Suisse.

- KEUFER. — Rapport sur le système actuel des adjudications présenté au Conseil supérieur du travail au nom de la Commission permanente.
- LAMBEAU. — Recueil annoté des discussions, délibérations et rapports du Conseil municipal de Paris, sur les conditions du travail dans les chantiers communaux.
- LAMBERT. — Essai sur la protection du salaire à l'égard du patron.
- LAVY. — Rapport fait au nom de la Commission du travail chargée d'examiner les propositions de loi relatives aux conditions du travail dans les travaux publics (Chambre des députés. Annexe au procès-verbal de la 2^e séance du 10 mars 1898).
- LE FOYER (Lucien). — Le minimum de salaire en Belgique.
- LEROY-BEAULIEU. — Essai sur la répartition des richesses. — L'Etat moderne et ses fonctions.
- LORIA (Achille). — Problèmes sociaux contemporains.
- MAZOYER. — Les conditions du travail dans les chantiers de la ville de Paris.
- Musée social. — Circulaires, v^e année, n^o 9, sept. 1900.
- Office du travail. — Note sur le minimum de salaire dans les travaux publics, en Angleterre, en Belgique, en Hollande, en Suisse, aux Etats-Unis et en France (1897).
- OUBERT. — Des conditions du travail dans les adjudications de travaux publics.
- Rapport de la Commission extra-parlementaire des marchés. — (*Journ. Officiel*, 17 mars 1898).
- SIMONET. — Traité élémentaire de droit public et administratif.
- THÉRY (Gustave). — Exploiteurs et salariés.
- THOROLD ROGERS. — Interprétation économique de l'histoire.
- VAILLANT. — Exposé des motifs de la proposition de loi du 30 janvier 1894 (*J. Off. Doc. parl. Chambre*, session ord. 1894, p. 103).
- VERHAEGEN. — Le minimum de salaire, la meilleure formule d'application. — Le minimum de salaire dans les adjudications publiques.
- VERMEERSCH. — Manuel social de la législation et des œuvres en Belgique.
- WAXWEILER. — Les hauts salaires aux Etats-Unis.

Association catholique.

Bulletin de l'Office du travail.

Echo des Chambres syndicales, 3, rue de Lutèce, Paris.

Economiste français.

Journal des économistes.

Monde économique.

Réforme sociale.

Revue d'Economie politique.

Revue internationale de sociologie.

Revue politique et parlementaire.

Revue du travail belge.

Revue socialiste.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — De l'intervention de l'Etat dans les questions de salaires	1
Chapitre Premier. — Influence des rabais d'adjudication sur les salaires	13
Chap. II. — Des moyens proposés pour supprimer les abus du système de l'adjudication	33
Chap. III. — Du minimum de salaire et de la garantie du salaire normal et courant	41
Chap. IV. — Objections présentées au principe et à l'application de la protection du taux des salaires dans les marchés de fournitures et de travaux publics	60
Chap. V. — La protection des salaires dans les marchés de fournitures et de travaux publics à l'étranger	95
Chap. VI. — Les décrets du 10 août 1899 et leur application.	170
Conclusion	205
Bibliographie.	213

FIN DE LA TABLE

Saint-Amand (Cher), Imprimerie BUSSIÈRE.
